

G. Courade

VICTORIA . BOTA



**CROISSANCE URBAINE
ET IMMIGRATION**

***TRAVAUX
ET DOCUMENTS
DE L'O.R.S.T.O.M.***

VICTORIA BOTA
Croissance urbaine et immigration



Georges COURADE



ÉDITIONS DE L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

RENSEIGNEMENTS, CONDITIONS DE VENTE

Pour tout renseignement, abonnement aux revues périodiques, achat d'ouvrages et de cartes, ou demande de catalogue, s'adresser au :

SERVICE DES PUBLICATIONS DE L'ORSTOM
70-74, route d'Aulnay - 93140 BONDY (France)

- Tout paiement sera effectué par chèque bancaire barré ou par C. C. P., au nom du Service des Publications ORSTOM-C.C.P. : 22.272-21 Y PARIS.
- Achat au comptant possible à la bibliothèque de l'ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

I - CAHIERS ORSTOM

BIOLOGIE	OCÉANOGRAPHIE
ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET PARASITOLOGIE	PÉDOLOGIE
HYDROBIOLOGIE	SCIENCES HUMAINES
HYDROLOGIE	

<i>séries trimestrielles</i>	Abonnement:	France 120 F.	
		Etranger 156 F.	36,30 US dollars
GÉOLOGIE - <i>série semestrielle</i>	Abonnement:	France 96 F.	
		Etranger 120 F.	28,00 US dollars

II - BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE

12 numéros par an	Abonnement:	France 115 F.	
(15 fascicules)		Etranger 130 F.	30,25 US dollars

Nous vous signalons, dans la même Collection :

n° 101 — Le chemin des Peul du Boobola.

M. Benoit

15,5x24, 208 p. ISBN 2-7099-0476-4 F 80,00 h.t.

n° 103 — Mobilité du peuplement Bissa et Mossi.

J.P. Lahuec et J.Y. Marchal

21x27, 149 p. ISBN 2-7099-0511-6 F 110,00 h.t.

TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'O.R.S.T.O.M.

N° 105

O.R.S.T.O.M.

PARIS

1979

VICTORIA BOTA

Croissance urbaine et immigration *

Georges COURADE
Géographe de l'ORSTOM

* Cette étude a été réalisée (enquêtes et rédaction) avant les accords ORSTOM-ONAREST de juin 1975 et a été entièrement financée par l'ORSTOM. Il s'agit des premiers résultats obtenus sur le sujet n° 5237 inclus dans les accords ORSTOM-ONAREST intitulé : « Les petites villes du Sud-Ouest » qui se poursuit dans le cadre du Centre Géographique National, Institut des Sciences Humaines, ONAREST, BP 157, Yaoundé.

RÉSUMÉ —

Le but de cette étude est de présenter les principaux aspects de la croissance d'une ville moyenne déclinante dans une région marginale : l'agglomération de Victoria-Bota. Un bref panorama de l'histoire démographique et des fonctions de la ville précède une analyse du paysage urbain et de sa genèse. La plus grande partie de l'étude est consacrée aux migrations vues à travers le recensement administratif de 1967 et les biographies d'un certain nombre de migrants.

Malgré le déclin de ses fonctions, la ville voit sa population augmenter grâce à une immigration hétérogène de caractère non régional. Il s'agit, en fait, d'un legs de l'histoire politique et économique, n'ayant aucun rapport avec l'influence réelle de la ville dans sa région.

SUMMARY —

This paper examines the main features of the growth of a declining middle sized town in a marginal zone : Victoria-Bota Township (Cameroon - SW Province). A brief outline of its demographic history and its functions precedes an analysis of the actual urban landscape and its origins. The main part of the work is dealing with migrations studied from the 1967 administrative census and from a few number of migrants life histories.

In spite of the low economic and administrative development of the town the population is increasing rapidly thanks to an heterogeneous immigration from non regional sources. In fact, this is a legacy of the political and economical history without any connexion with the real influence of the town in its region.

Table des Matières

Introduction	9
I – Croissance numérique moyenne et forte immigration	11
1 - La poussée démographique	11
2 - Le mécanisme de la croissance numérique	11
3 - Les variations de la composition ethnique	12
II – Croissance spatiale de l'agglomération	14
1 - Limitations et contraintes dans le façonnement du paysage urbain	14
2 - Croissance de l'espace urbain : remplissage des espaces non urbanisés, densification des noyaux d'habitat ancien	18
3 - L'espace urbain actuel : dichotomie, hiérarchie, hétérogénéité	22
III – Déclin des fonctions urbaines	25
1 - Une fonction portuaire à l'état embryonnaire	26
2 - Des fonctions d'encadrement de plus en plus limitées	27
3 - L'absence de poids économique et l'affaiblissement relatif du secteur tertiaire de service	28
IV – L'immigration : traits généraux	29
1 - 1964-1967 : Changements démographiques et valeurs des recensements	30
2 - Caractères démographiques généraux	34
a - répartition des immigrés par sexe	34
b - structure par âge	34
3 - Origine et variations des caractères démographiques de la population immigrée	35
a - appartenance ethnique et lieu de naissance	35
b - lieu de naissance des immigrés en 1967	38
c - immigrés hommes et femmes selon l'origine	42
d - structure par âge des immigrés selon l'origine	43
4 - L'activité des immigrés	46
5 - Les immigrés dans la ville	50
a - composition géographique de chaque quartier	50
b - structures par âge des quartiers de l'agglomération	51
c - place des immigrés dans l'activité des quartiers	51
V – Les dimensions humaines de l'immigration	54
1 - L'échantillon étudié	56
2 - La situation du migrant au moment de la migration	57
3 - La migration	58
a - le déclenchement de la migration	58
b - la première étape et la première activité	59
c - le déroulement de la migration	59

4 - Les conditions de vie des immigrés et leur degré d'intégration à la vie urbaine	63
5 - Les relations avec le milieu d'origine	65
6 - Projets des immigrés : l'influence modeste de Douala	65
7 - Conclusion : quelques biographies caractéristiques	66
a - Harry M., Bakweri né à Victoria	66
b - Alice N., Isubu, née à Bimbina Bonangombé	67
c - deux originaires du sud-ouest : Martha B. et John M.	67
d - deux originaires du nord-ouest : James D. et Bernard S.	68
e - deux Ibo : John O. et Kalu I.	69
f - deux originaires du Cameroun francophone : Joseph W. et Barnabas E.	69
Conclusion	71
Annexes	75
1 - Repères historiques	77
2 - Croissance numérique des principales villes du sud-ouest du Cameroun	81
3 - Croissance numérique des principaux quartiers de l'agglomération de Victoria	82
4 - Situation foncière et espace bâti en 1973	82
5 - Population de l'agglomération selon les quartiers en 1967	83
6 - Population de l'agglomération selon les quartiers en 1953, 1964 et 1967	83
7 - Nombre d'hommes pour 100 femmes selon l'âge (1967)	84
8 - Pyramide des âges de l'agglomération (1967) en ‰	84
9 - Lieu de naissance des habitants de l'agglomération de Victoria (1967)	85
10 - Lieu de naissance de la population active de l'agglomération de Victoria, par branches socio-professionnelles (1967)	86
11 - Lieu de naissance des habitants des quartiers de l'agglomération de Victoria (1967)	86
12 - Répartition de la population active immigrante selon les quartiers (1967)	87
13 - Classification socio-professionnelle utilisée	88
14 - Place de l'hôpital régional de Victoria dans la desserte du Fako (1969)	90
15 - L'influence régionale du collège féminin baptiste A. Saker (1971)	91
16 - Le déclin de l'activité des ports de Tiko et de Bota (1961-1973)	93
17 - Biographies collectées : données de base	94
18 - Glossaire des termes locaux utilisés	111
Bibliographie	115
Cartographie	116
Planches photographiques	119

INTRODUCTION –

L'agglomération de Victoria-Bota, étudiée ici comme un tout, est un cas d'espèce dans la géographie urbaine du Cameroun. Elle se compose en effet de deux éléments urbains : l'un, Victoria, créé sur les terres du gouvernement autour des maisons de commerce et des bureaux de l'administration, l'autre, Bota et les deux camps de travailleurs attenant, créé sur les terres appartenant à la principale société de plantations industrielles qui avait installé là son siège social, son port et de nombreux équipements généraux. Ces deux petits centres, séparés par des collines et un jardin botanique, forment maintenant un seul et même ensemble urbain ; avec l'indépendance, Bota s'est transformé en quartier résidentiel réservé aux cadres autochtones ou expatriés tandis que la gestion des équipements collectifs était transférée au gouvernement camerounais. Il s'agit donc, actuellement, d'un seul et même ensemble fonctionnel et résidentiel.

Cette agglomération peut prétendre rivaliser par son ancienneté avec Libreville. Fondée en 1858 par un pasteur baptiste d'origine britannique chassé de Fernando Poo, elle avait, vers les années cinquante, une population voisine de celle de la future capitale gabonaise. Ces deux vieilles villes coloniales n'ont pourtant pas eu le même destin et, aujourd'hui, Libreville a trois fois plus d'habitants. L'arrière-pays de Victoria était pourtant bien plus peuplé que le territoire français du Gabon et sa situation comme son site présentaient d'aussi grandes possibilités. Les vicissitudes historiques ne lui ont pas permis de s'accroître comme l'ont fait les capitales politiques de l'Afrique centrale depuis 1960.

Engoncée dans son passé colonial, elle a cependant grandi, passant de 4 500 h en 1928 à quelques 35 000 h en 1973. Cette croissance résulte de l'immigration : neuf habitants sur dix de cette ville moyenne sont, en effet, nés hors de la ville. Malgré son faible dynamisme, cette agglomération semble donc avoir un pouvoir d'attraction relativement fort sur son arrière-pays. Nous sommes en présence d'un vieux centre urbain à l'échelle africaine dont la croissance démographique est sans rapport avec les possibilités locales de l'emploi : phénomène de «croissance sans développement».

Cette étude tente d'analyser, à partir des éléments statistiques existants relativement peu nombreux et toujours de mauvaise qualité, l'immigration et la croissance urbaine de Victoria-Bota. Ainsi, le recensement administratif de 1966-1967 a été entièrement re-dépouillé par nos soins. Les dossiers ayant trait aux autres enquêtes effectuées précédemment (1964 et 1953) ont été brûlés sans avoir été exploités à fond.

Nous tenons à remercier ici nos collaborateurs Francis NGUM KWE et Rodolphe MEOMBO MUEMA qui ont largement contribué à cette étude.

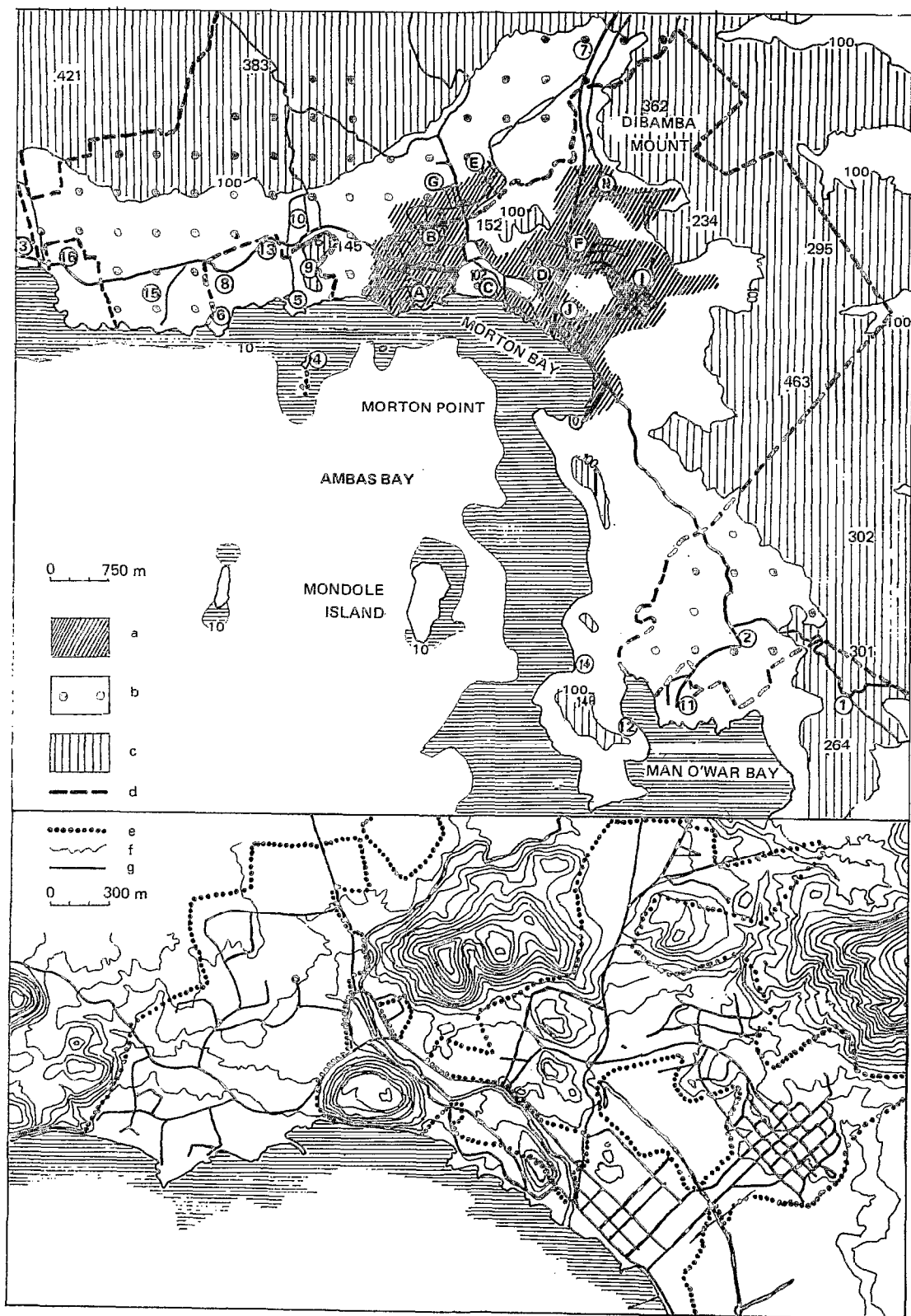


Figure 1 - Victoria-Bota. Site et situation (Background).

- a) Espace urbain (urban area) – b) Plantations – c) Zone de plus de 100 m (area over 100 m) – d) Limite C.D.C. (C.D.C. boundary) – e) Limite zone habitée (inhabited area boundary) – f) Courbe de niveau (10m) (Contours) – g) Routes (roads) –
- ④ Quartier (quarter) – ① Village ou camp (village or camp) :
- A Bota C.D.C. – B Bota G.R.A. – C Botanical Gardens – D Gardens (Mokeba farm) – E Limbe C.D.C. camp – F Lumpsum quarters – G Middle Farm C.D.C. camp – H Nurses quarters – I New Town – J Station – 1 Bimbia Bonabille – 2 Bimbia C.D.C. camp – 3 Bobende – 4 Bota Island – 5 Bota Land – 6 Bota New settlement – 7 Bussumbu C.D.C. camp – 8 Isokolo – 9 Kie – 10 Krater C.D.C. camp – 11 Man O'War bay camp – 12 Man O'War bay F.P. – 13 Mokindi – 14 Mondoli – 15 Ngeme C.D.C. camp – 16 Ngeme village

I – CROISSANCE NUMÉRIQUE MOYENNE ET FORTE IMMIGRATION

1 - LA POUSSEE DÉMOGRAPHIQUE

La population de Victoria *stricto sensu* serait passée de 1 577 h en 1924 à 3 131 en 1928, 8 025 en 1953, 15 919 en 1964, 17 486 en 1966/67, 26 500 en 1972.

Les chiffres de 1928, 1953 et 1964 sont extraits de recensements exhaustifs et bien faits ; celui de 1924 est, de l'avis des auteurs, sujet à caution ; pour les deux autres, il s'agit d'estimations réalisées à partir du recensement administratif théoriquement exhaustif mais, en fait, incomplet pour 1967 et de l'enquête par sondage de l'urbaniste KUNTZ en 1972 auprès d'un échantillon de 250 logements environ.

La population de Victoria a sans doute doublé entre 1930 et 1950, entre 1950 et 1964 et entre cette dernière date et 1974. Le délai de doublement du chiffre de population est ainsi passé de 20 ans à 15, puis à 10 ans.

Le cas des quartiers de Bota, Limbe et Middle Farm (1) est différent. La population y augmente ou y diminue en fonction des besoins en main-d'œuvre des plantations ou du gouvernement. En effet, un emploi quelconque à la Cameroon Development Corporation ou un poste de cadre dans l'administration donne généralement droit à un logement de fonction. Les variations du nombre d'habitants dans ces quartiers traduisent donc le niveau d'activité des plantations industrielles et, à un moindre degré, celui de l'administration. De 4 352 h en 1953, la population y est passée à 6 233 h en 1964, pour se stabiliser à ce niveau en 1967. Aujourd'hui, le chiffre de population doit rester sensiblement le même en raison des licenciements intervenus à la C.D.C., de la fermeture de l'huilerie de Bota et de la baisse d'activité du port.

Le nombre des Européens atteignait la centaine vers les années cinquante pour dépasser le chiffre de 250 (2) au lendemain de l'indépendance. Mais, depuis, leur nombre diminue en raison de la fermeture des succursales britanniques, de la rapide camerounisation des cadres dans tous les secteurs et de la relative faiblesse de l'aide technique. En 1967, ils n'étaient plus que 150 et, aujourd'hui, leur nombre continue à décroître si l'on met à part l'afflux temporaire d'Européens causé par la réalisation de grands travaux.

2 - LE MÉCANISME DE LA CROISSANCE NUMÉRIQUE

Le taux de croissance annuel de l'agglomération de Victoria entre 1960 et 1970 était estimé par le Service de la Statistique à 8 % (3), par J. CHAMPAUD à 5 % (4). Nous situons ce taux entre 6 et 7 %. On enregistre des taux supérieurs à Yaoundé, Bafoussam, Kumba et Bamenda pour la même décennie. Cependant, si l'on ne considère que Victoria-ville, ce taux est voisin de celui des villes citées. On peut toutefois remarquer (voir annexe 2) que la ville a eu une croissance moindre que ses rivales de l'intérieur, Kumba et Bamenda, pour la période 1950-1970.

Les divergences constatées dans l'estimation du taux d'accroissement numérique de l'agglomération s'expliquent par la mauvaise qualité des données statistiques disponibles. L'accroissement naturel de la

(1) Limbe et Middle Farm sont les deux grands camps de travailleurs de la Cameroon Development Corporation (C.D.C.) situés au nord de Bota.

(2) En 1964, Libreville avait une population non africaine dix fois plus importante que Victoria.

(3) BIYONG, B. - 1972 - p. 352.

(4) CHAMPAUD, J. - 1972 - p. 332.

population n'est pas connu : les déclarations de naissances et de décès ne sont devenues obligatoires que depuis quelques années et, seuls, les fonctionnaires accomplissent, pour l'instant, ces formalités.

Tout porte à penser, cependant, que l'apport migratoire est nettement plus important que l'accroissement naturel (au moins deux fois plus). L'enquête de 1964 révèle, en effet, que plus de 2 500 personnes se seraient installées dans l'agglomération depuis moins d'un an, soit plus d'un habitant sur neuf, à la même époque, un habitant sur deux n'y résidait que depuis moins de cinq ans. C'est dire l'importance de l'immigration qui fait ici l'objet d'une étude plus approfondie.

Tableau 1
Population de l'agglomération selon le sexe et la durée de résidence (1964)

	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
nés au lieu de recensement et n'ayant jamais résidé ailleurs	3 194	25,4	3 147	32,8	6 341	28,6
venus de l'extérieur depuis						
moins d'un an	1 396	11,1	1 081	11,3	2 477	11,2
1 à 4 ans	4 599	36,6	3 078	32,1	7 677	34,7
5 à 9 ans	1 590	12,7	1 207	12,6	2 797	12,6
10 ans et plus	1 785	14,2	1 075	11,2	2 860	12,9
Total	12 564		9 588		22 152	

Comme l'indique le tableau ci-dessus, trois hommes sur quatre sont venus de l'extérieur contre deux femmes sur trois.

3 - LES VARIATIONS DE LA COMPOSITION ETHNIQUE

La croissance numérique s'est traduite par des changements dans la composition ethnique de la population africaine de la ville comme l'indique le tableau 2.

La composition ethnique de la ville a été largement influencée par les facteurs politiques et il a fallu attendre l'indépendance pour voir son influence démographique s'étendre sur l'arrière-pays anglophone. Ainsi, la population africaine de l'agglomération a été marquée par la prédominance de groupes en provenance du Cameroun devenu francophone durant la période coloniale allemande, du Nigeria sous le mandat britannique et du Cameroun anglophone depuis l'indépendance.

Le nombre des natifs, peu prolifiques (5), a proportionnellement diminué entre 1928 et 1964. Le nombre des Camerounais non-natifs a, lui, considérablement augmenté, atteignant le chiffre de 9 000 en 1964. Leur importance relative était cependant moins grande en 1964 qu'en 1928, année où ils constituaient 68 % de la population totale. Ils ne représentaient en 1953 que 39 % de l'ensemble contre 44 % pour les Nigerians.

En 1928, les Bakoko, ethnie proche des Bassa constituaient le groupe dominant avec 413 individus adultes. Venaient ensuite les Bali (86 adultes), les Yaoundé (76), les Banyang (65), les Bana (59), les Menda (45) et les Yoruba (45). Les peuples ayant joué un rôle important sous l'administration allemande étaient bien représentés : les Bali, peuple d'origine soudanaise allié des Allemands, les Bana, Bamiléké de

(5) «The fertility of the Bakweri women interviewed can reasonably be regarded as fairly low from the various tests possible with the rather imprecise data». (ARDENER, E. - 1962 - pp. 54-55). Ceci est confirmé par l'enquête démographique de 1964.

Tableau 2
Variations dans l'origine ethnique de la population africaine de Victoria-ville

	1928 H.A.	%	1953 P.T.	%	1964 P.T.	%
Natifs (Bakweri + Bimbria)	290	18,0	1 271	16,1	1 929 *	12,1
Reste Cameroun anglophone	305	18,9	3 079	39,1	6 466	40,6
Cameroun francophone	791	49,1			2 418	15,2
Nigeria	126	7,8	3 468	44,0	5 051	31,7
Autres pays africains	100	6,2	65	0,8	55	0,4
Total	1 612	100	7 883	100	15 919	100
H.A. = Hommes adultes P.T. = Population totale * y compris l'ethnie Bakolle très faiblement représentée						
	Adultes 1928		%	P.T. 1964		%
Originaires du Cameroun anglophone						
Ethnies de la côte	290		18,0	1 929		12,1
Balundu Mbo	76		4,7	849		5,3
Bantoïdes de la forêt	67		4,2	1 553		9,8
Bamiléké occidentaux	5		0,4	129		0,8
province du sud-ouest	438	27,3		4 460	28,0	
Bantoïdes du plateau nord	-	-		104	0,6	
Bantoïdes du plateau centre	55	3,3		1 574	9,9	
Bantoïdes du plateau ouest	16	1,0		1 610	10,1	
Bali	86	5,3		472	3,0	
province du nord-ouest	157	9,6		3 760	23,6	
Non originaires						
Bamiléké orientaux	142	8,3		1 127	7,1	
Autres Camerounais orientaux	649	40,3		1 291	8,1	
Ibo	25	1,6		4 048	25,4	
Autres Nigerians	70	4,3		1 003	6,3	
Haoussa	31	1,9		175	1,1	
Autres Africains	100	6,2		55	0,4	
Total	1 612	100		15 919	100	

la zone de contact entre le plateau et la savane, les Menda sur le territoire desquels l'envahisseur germanique avait édifié le poste militaire de Bamenda. En dehors de ces peuples des plateaux, on trouvait entre autres les Banyang de la Cross River (ou Manyu), les Bakoko de la Sanaga, les Yaoundé des zones du centre du Cameroun forestier. Les Yoruba du Nigeria occidental, excellents artisans, ont été éliminés peu à peu par les Ibo des zones orientales du Nigeria qui sont devenus par la suite le groupe dominant.

En 1964, avec plus de 4 000 individus (1/5 de la population de l'agglomération), le groupe ibo ou «biafraï» comme il se plaît à se qualifier lui-même, constituait la plus importante ethnie. Après les Ibo, les groupes ayant le plus progressé étaient les Bantoïdes (6) du plateau ouest (peuples habitant la vallée de la Menchum et le département de la Momo), les Bantoïdes du plateau centre (peuples «tikar» du centre des Grassfields) et les Bantoïdes de la forêt (peuples de la région de Mamfé). Ces trois groupes comp-
taient en 1964 plus de 30 % de la population totale. Depuis, leur nombre a progressé et celui des

(6) Le terme «Bantoïdes» est utilisé ici à la suite des travaux de E.W. ARDENER qui qualifie ainsi les groupes désignés avant sous le terme de «semi-Ban'ou».

Nigerians diminué. C'est également parmi ces ethnies que se trouvent celles qui fournissent de gros contingents de travailleurs aux plantations industrielles : Fungom, Banyang, Aghem, Ngié et Beba-Befang (7).

Les ethnies de la côte, les Bali et surtout les Camerounais de l'est (Bakoko, Yaoundé, Batanga et Yabassi) ont vu leur importance relative diminuer.

Si l'on veut schématiser l'évolution de la composition ethnique de l'agglomération de Victoria, on peut dire qu'elle s'est caractérisée par le pluralisme dans lequel quelques groupes exerçaient une influence prépondérante. D'abord dominée par les Bakoko, la ville africaine l'a été ensuite par les Ibo et maintenant par les groupes du rebord ouest et du centre des Grassfields. Coïncidence non fortuite : il s'est toujours agi de groupes favorisés par le pouvoir politique du moment. La politique actuelle peu favorable aux Nigerians va renforcer la place des Camerounais et notamment va permettre aux francophones de reprendre la place qu'occupaient leurs pères à l'époque allemande.

II – CROISSANCE SPATIALE DE L'AGGLOMÉRATION

La croissance numérique, même moyenne, de l'agglomération s'est bien entendu traduite par des changements dans le paysage urbain. A une occupation limitée et extensive de l'espace a succédé progressivement une occupation plus dense et un développement du tissu urbain sur de nouvelles terres. Ces modifications ont été, cependant, conditionnées par de nombreux facteurs tenant au milieu physique, aux traditions et à la politique menée par les puissances coloniales qui ont contribué à la création et au développement de l'agglomération. C'est ainsi que le paysage urbain actuel est un produit original modelé par les Allemands, revu par les Britanniques et qui présente de nombreux caractères des vieilles villes coloniales portuaires.

1 - LIMITATIONS ET CONTRAINTES DANS LE FAÇONNEMENT DU PAYSAGE URBAIN

Si les hommes avaient tiré le meilleur parti possible du site tout en respectant la réglementation foncière en vigueur, si les quelques natifs privilégiés disposant de terres en pleine propriété n'avaient permis une urbanisation sauvage et si, enfin, les maîtres de la ville avaient imposé une politique urbaine cohérente, le paysage urbain observable de nos jours serait bien différent. Toutefois, les responsables et la classe économique dominante auraient pu imprimer à la ville un autre visage malgré les limitations et les contraintes existantes.

Le site accidenté a toujours rendu malaisée l'extension de la ville. Ensermée par le vieux massif volcanique de Mabeta et les basses pentes du mont Cameroun, l'agglomération s'est installée sur la petite plaine de la Limbé et les pourtours des marécages de Dockyard Creek. C'est la baie d'Ambas, bien protégée par les îles des Pirates, d'Ambas et de Mondolé avec ses eaux profondes (10 m de profondeur à 1 300 m du rivage) qui a attiré les premiers occupants et non l'espace disponible peu propice à l'édification d'une grande ville. Les surfaces constructibles sont en effet relativement limitées à Victoria même, où alternent collines et bas-fonds marécageux.

(7) COURADE, G. - 1974 - p. 103 - Voir également notre étude intitulée «Les plantations industrielles d'Unilever au Cameroun» (à paraître).

La ville est entourée par un amphithéâtre de collines atteignant 463 m à l'ouest, 362 m au mont Dibamba, 152 m au nord-ouest et 102 m au volcan éteint de Bota. A l'intérieur, apparaissent çà et là des points hauts comme celui qui a été choisi pour édifier la résidence du préfet. Séparant la Station (8) et les quartiers récents de l'ouest, s'étend la zone marécageuse de Dockyard Creek qui se prolonge dans la partie sud-est de la ville. Les surfaces facilement constructibles se trouvent adossées aux collines ou en bordure de mer. A Bota, les pentes sont modérées, le sol ferme et, si la Limbé et le cratère de Kié bloquent le développement urbain vers l'est et l'ouest, l'agglomération dispose d'un espace profond de 2 km vers le nord, de 10 km vers le nord-est et de 3 km vers le nord-ouest.

Il est difficile d'évaluer la surface constructible. Elle est limitée par les trop fortes pentes (9) mais il est possible de gagner des surfaces en drainant les marécages. Tout dépend également des moyens financiers dont on dispose, du type d'habitat que l'on veut promouvoir et de la densité à atteindre. Sur des pentes où il est difficile de bâtir une seule maison en dur, on voit s'édifier côte à côte des cases en planches avec toit de tôle parfois sans fondations. L'urbanisme vertical qui semble, pour l'instant, avoir épargné les villes anglophones pose d'autres problèmes sans compter celui de savoir s'il est adapté au mode de vie de l'Africain des villes actuelles. Enfin, le jardin botanique, seul parc central boisé d'une ville camerounaise, doit être exclu du calcul. Par contre, les terrains libérés par l'huilerie de Bota et certains entrepôts désaffectés peuvent y entrer : l'«environnement» ne peut y perdre.

A l'origine, le territoire sur lequel l'agglomération s'est installée appartenait à la communauté bimbria. En 1858, le missionnaire baptiste A. SAKER acquit un vaste terrain aux limites mal définies (500 ha ?) sur lequel s'établit le premier village (10). En 1887, avec la mainmise allemande sur le pays, les baptistes anglais vendirent à la mission évangélique de Bâle leurs avoirs au Cameroun. Les limites des terres appartenant aux baptistes furent contestées par les Bakweri si bien que les missionnaires de Bâle n'en achetèrent qu'une partie. Le reste fut acquis par le gouvernement et un particulier. Pour permettre l'édification de la ville administrative et la création du jardin botanique, les Allemands obligèrent les natifs à s'installer à 2 km de là, à «New Town».

Le domaine de l'État fut, au départ, une fraction de la concession des missionnaires baptistes. Il s'agrandit ensuite grâce au décret de 1896 déclarant toute terre «inoccupée» terre de la Couronne et par le rachat à l'époque britannique (1923) des installations et entrepôts situés à proximité de l'ancien wharf et la nationalisation des biens allemands lors de la deuxième guerre mondiale.

En 1896, les planteurs (dans le cas de Victoria, la W.A.P.V.) (11) furent tenus de laisser aux populations expropriées et parfois chassées de leur sol un espace suffisant pour vivre. On fut ainsi amené à créer des réserves indigènes cadastrées et par la suite délimitées par des palissades. Dans la carte établie par VON PREUSS vers 1896 (12), seules Victoria et Buea ont des réserves délimitées. Celle de Victoria fut amputée avant la première guerre mondiale de la partie située autour de la route de Buea et agrandie vers Man O'War Bay. Ces rectifications eurent lieu à la suite des enquêtes de la Land Commission instituée en 1902. Une partie des surfaces situées autour de la route de Buea furent attribuées à cinq particuliers bakweri en pleine propriété (65 ha de «freehold lands»). S'agissait-il de dédommager des familles expropriées ou de récompenser de fidèles alliés ? Les documents existants sont muets sur les intentions du colonisateur allemand. Ce sont les plus grandes surfaces existantes aujourd'hui qui ont un titre de propriété à côté des concessions des missions et des premières maisons de commerce anglaises (John Holt, U.A.C.).

(8) Cité administrative regroupant bureaux et logements des fonctionnaires.

(9) Il s'agit d'un obstacle technique dont il est possible de s'affranchir. L'exemple de San Pedro en Côte d'Ivoire est là pour en témoigner. On n'a pas hésité à écrêter les collines et à remblayer les marécages.

(10) Voir annexe 1.

(11) West Afrikanische Pflanzung-Gesellschaft Victoria.

(12) Archives O.R.S.T.O.M., Centre de Yaoundé.

Les administrations allemande et britannique ont évité de concéder des titres fonciers en dehors des cas cités plus haut. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'administration a construit elle-même sur les terres dont elle disposait des habitations pour son personnel moyen et supérieur, les employés subalternes devant se loger hors de la Station. Le régime foncier appliqué aux rares particuliers s'installant sur les terres d'État était celui du permis d'occuper un lot de terres moyennant une redevance annuelle relativement élevée. Celui qui obtenait ce permis recevait ainsi le droit d'occuper son lot en principe pour 99 ans avec toutefois l'obligation de construire dans le délai de 4 ans. Ce régime est encore en vigueur (13) mais depuis les années cinquante, des lotissements ont été créés en vue de rationaliser l'occupation de l'espace sur les terres de la Couronne. Le service du Lands and Surveys était chargé d'appliquer le système. Il semble que le montant de la redevance annuelle et la lenteur du processus d'attribution des permis d'occuper («certificates of occupancy») aient découragé la masse des immigrants, contraints soit de se loger sur la réserve indigène, soit d'édifier une case sur les terrains sous contrôle des particuliers ou des missions, ou même, de s'installer sans permis d'occuper sur les terres du gouvernement. Ce système n'a pas empêché, d'ailleurs, la spéculation de se développer. Certains terrains bien placés sont concédés à des Camerounais, nettement avantagés sur le plan de la redevance annuelle à payer, qui les «cèdent» à des sociétés ou à des étrangers moyennant une commission annuelle confortable (14).

L'administration a laissé, par contre, se développer sans réglementation foncière particulière les quartiers situés hors des terres lui appartenant. Elle n'est intervenue que par le biais de la création de la voirie et des contrôles sanitaires du Health Department.

Dans la réserve indigène, les terres sont régies par les droits coutumiers. En principe, et pour toujours, chaque famille appartenant à la communauté des natifs dispose de terres pour y bâtir la case familiale et cultiver un lopin de terre. La terre n'appartient à la communauté native dans son ensemble que si elle n'a jamais été mise en valeur ou si tout un groupe familial s'est éteint. Comme le précise, en 1944, Manga Williams, chef de Victoria : «now in Victoria, each native in individual has his own farm plot belonging to him or his family for ever. The term communal gives no right to anybody to occupy same without recognition of the ownership of that individual». L'installation d'étrangers dans cette partie de la ville était subordonnée à l'autorisation du chef de famille natif à qui appartenait le terrain. Ainsi, se sont développées les ventes de terrain à bâtir et la location pièce par pièce de maisons construites surtout par les natifs.

Dans les «freehold lands» des particuliers, des terrains à bâtir de petite taille ont été vendus et de grandes maisons destinées à la location ont été construites puisque aucune réglementation foncière n'y était appliquée : 90 % de ces terres sont actuellement occupées.

Dans la situation actuelle (voir annexe 3), l'extension de la ville ne peut se faire que sur les terres appartenant à l'État, occupées seulement à 57 %, et surtout dans la réserve indigène. Une bonne part des terres vacantes sont toutefois inconstructibles en raison, soit de la nature du terrain, soit de la pente. L'accroissement en surface ne peut se faire sur une grande échelle qu'aux dépens des terres de la C.D.C. Il semble donc probable, à moins de changements importants dans la politique d'aménagement, que l'on assistera à une densification de l'occupation du sol dans les quartiers anciens situés à la périphérie de la Station.

La politique urbaine a été, jusque vers les années quarante, inexistante. L'administration s'est comportée sur ses terres comme une société de plantation construisant les équipements nécessaires à son

(13) Le gouvernement central de Yaoundé semblait décidé en 1973 à appliquer la réglementation foncière en vigueur au Cameroun Oriental. Cela va s'avérer difficile, voire impossible, sans aménagements tenant compte de la situation foncière existante.

(14) Voir le rapport de la commission d'enquête sur les activités du Lands and Surveys : «Report of the Commission of Inquiry into the affairs of the West Cameroon Department of Lands and Surveys, 1st April to 23rd June 1967, Government Printer, Buea, 188 p.

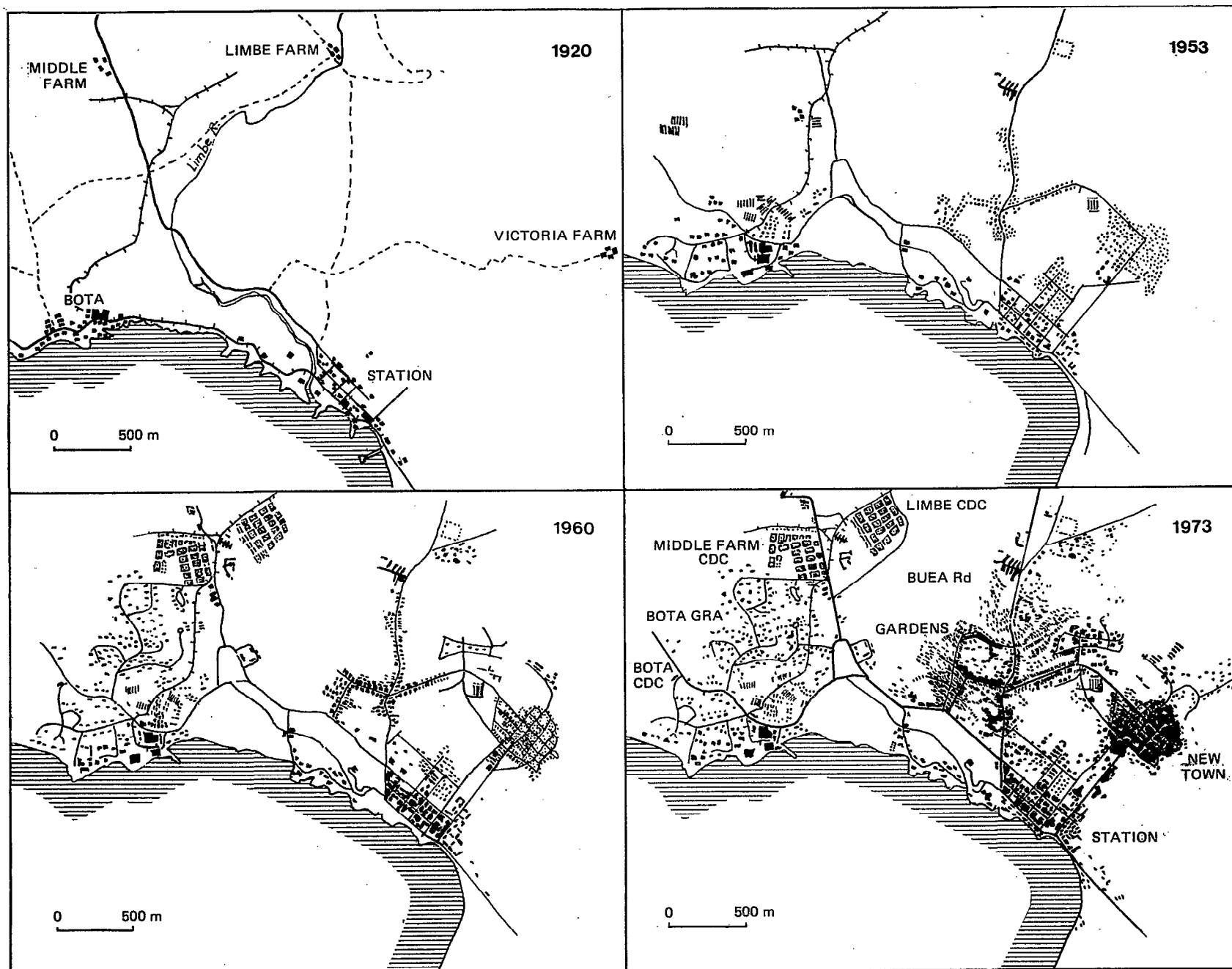


Figure 2 – Croissance de l'espace urbain (Growth of the town)

activité (bureaux, entrepôts, garages, etc..) ainsi que les logements de ses cadres moyens et supérieurs. La population africaine (native et immigrante) avait été cantonnée dans la ville créée pour elle : New Town.

L'action de l'administration a consisté, en 1944-45, à établir le premier plan d'urbanisme fixant sur une carte la répartition des grandes zones d'activité et de résidence déjà existantes. L'établissement d'un futur quartier de hauts fonctionnaires européens fut proposé à Morton Point, à l'extrémité sud-est de la ville, les Britanniques voulant conserver intact le jardin botanique. On choisit d'installer ce quartier à Bota à proximité des logements réservés aux cadres des plantations («senior service quarters»).

Avec l'implantation du Lands and Surveys et du Health Department dans le Cameroun sous mandat britannique vers les années cinquante, a été entreprise une politique plus active de création de lotissements sur les terres de l'État et de contrôle de l'habitat dans tous les quartiers. Parallèlement, on assistait à l'amélioration de la voirie en particulier à la création d'un dense réseau de pistes se coupant à angles droits à New Town. Cette politique s'est poursuivie jusqu'en 1972, date à laquelle un service de l'urbanisme a été créé.

2 - CROISSANCE DE L'ESPACE URBAIN : REMPLISSAGE DES ESPACES NON URBANISÉS, DENSIFICATION DES NOYAUX D'HABITAT ANCIEN

A l'époque baptiste, Victoria était un établissement minuscule, réputé malsain, et composé de quelques bâtiments dont l'église, l'école, la résidence des missionnaires (Brookmount, bâtie en 1877), des factoreries de John Holt, Woermann et Ambas Bay Trading Co. Il était occupé par un tout petit nombre d'Européens et d'esclaves libérés venus des Antilles britanniques ou du Liberia et autour, s'étaient fixés un petit nombre de natifs convertis. Cet embryon urbain avait son centre dans la partie orientale de l'actuelle Station non loin de la préfecture. De cette époque, il ne reste aucun témoignage dans le paysage.

La période allemande s'est traduite par la mise en place des quatre noyaux de peuplement qui constituent la structure actuelle de l'agglomération.

La Station, véritable petite ville en réduction, se composait du port à l'est avec tout autour les entrepôts des plantations et des maisons de commerce britanniques et allemandes et les bâtiments de l'administration et, à l'ouest, des édifices de la mission de Bâle qui avait succédé à la mission baptiste de Londres, de la concession de John Holt et des deux hôpitaux publics, celui des indigènes et celui des Européens. Les logements des descendants des premiers habitants de Victoria venus de l'extérieur comme Martin, Burnley, Johnson, ou d'origine locale comme Manga Williams ou Manga Room, étaient dispersés entre la côte et le cimetière. Les quelques villas construites à l'extrémité sud-est du jardin botanique servaient de résidence aux Européens travaillant dans l'administration. A l'emplacement de l'actuel Atlantik Beach se trouvait le laboratoire de Von Preuss, le créateur du jardin botanique, devenu par la suite successivement case de passage, maternité, hôpital puis hôtel. Dominant le tout, sur un piton de quelques 30 m, se situait la résidence du Bezirksleiter, restée par la suite la demeure du senior district officer britannique et du senior divisional officer camerounais (préfet).

La Station était reliée à Bota, terme du chemin de fer (type Decauville) de plus de 40 km qui parcourait les plantations de la W.A.P.V., par une voie ferrée longeant le bord de mer sur 2 km. Près du wharf et des entrepôts, avait été édifiée une huilerie. A proximité, se trouvaient les logements du personnel africain et européen employé à l'usine ou au port. Des baraquements longs et étroits servaient de logement au personnel africain, des maisons en bois et tôle sur pilotis au personnel expatrié.

A quelques kilomètres de là, au nord, les natifs avaient constitué trois hameaux de culture, Middle Farm, Limbe Farm et Victoria Farm. Les cultures vivrières étaient destinées au ravitaillement de la ville et des camps de plantation voisins.

Dans l'île de Mondolé, un temps occupée par une léproserie, vivait une petite colonie de Monroviens servant d'employés subalternes dans l'administration, les missions ou les plantations.

La création de New Town, la ville indigène, le double de Victoria Station, au-delà des marécages de Dockyard Creek, a permis de préserver la ville administrative de l'afflux des immigrants prompts à reconstituer l'habitat villageois, et de donner à la population native des terres cultivables en compensation de celles qui avaient été récupérées par l'administration.

Le district officer Allen (15) décrit ainsi l'origine de New Town : «Many of the best sides were required by the government, either for public buildings or for the houses of officials and, as compensation for these acquisitions, a large track of level ground behind Victoria was set aside for native habitation and was given the name New Town. Gradually this became the native centre as the european population of Victoria increased until the african residents in the latter township were reduced to the descendants of the few old families and the clerks and other employees of government and commercial firms».

Au moment du départ des Allemands en 1915, le décor est planté : la ville va se développer à partir des noyaux d'habitat ancien épousant les formes du relief, poussant d'abord ses tentacules dans les vallons où sont tracées les voies de communication et colonisant les interstices du tissu urbain occupés par des cours, des terres cultivées ou laissées en friche.

L'attention des autorités coloniales s'est avant tout portée sur la Station qui était à la fois le centre de direction et le lieu de résidence des Européens.

Dans l'entre-deux-guerres, la Station est réaménagée. L'activité portuaire est concentrée à Bota et le gouvernement utilise les installations situées dans l'est de la Station pour y loger les services administratifs et leurs employés. Un premier ensemble de logements pour fonctionnaires moyens est édifié au nord. Le marché et les abattoirs, par mesure d'hygiène, sont déplacés à New Town. Dans les années trente, la Station est devenue la ville des fonctionnaires, des missionnaires et des gros commerçants. Les planteurs sont établis à Bota, tandis que la vie africaine est confinée à New Town.

Après la deuxième guerre mondiale, la poussée démographique impose des changements : transfert des services hospitaliers dans le nouvel hôpital sur la route de Buea, édification d'un quartier de logements de «clerks» et de baraquements de police. Juste avant l'indépendance, la création de services techniques nouveaux (Marketing Board, Electricity Corp.) et l'extension d'anciens départements appelés à jouer un plus grand rôle (P.W.D.) nécessitent la construction de vastes édifices.

Dans les cases en semi-dur situées en arrière de l'avenue du bord de mer, les commerçants ibo se sont progressivement substitués aux natifs et vendent tout un bric-à-brac d'objets manufacturés importés. Le long des axes conduisant à New Town, Buea et Bimbia s'ouvrent des locaux commerciaux, des entrepôts, voire de petites fabriques.

La fonction de résidence de ce quartier diminue après 1950 (voir annexe 3) : un nouveau quartier européen est créé à Bota et on chasse les immigrants installés à Cow Fence au nord du cimetière allemand.

New Town, la ville africaine, s'accroît par contre brutalement, passant de 3 000 h en 1953 à près de 10 000 h en 1970. Par son histoire, New Town rappelle New Bell, le quartier africain de Douala créé pour les natifs chassés par les Allemands : même afflux d'immigrants logés dans des bâtiments édifiés autour des cours intérieures d'abord, dans leur centre ensuite, mêmes fortes densités développant un habitat de fortune et accentuant l'insalubrité. Deux différences cependant du point de vue de l'aménageur : une différence d'échelle d'abord, une différence dans la composition ethnique ensuite.

New Town compte 100 ha au maximum contre 500 pour New Bell et la population y est, au bas mot, vingt fois moindre. Deuxième atout pour l'urbaniste actuel : l'administration a, tant bien que mal, canalisé la croissance de ce quartier pour des raisons d'assainissement mais aussi de maintien de

(15) ALLEN, J.G.C. - 1938 -.

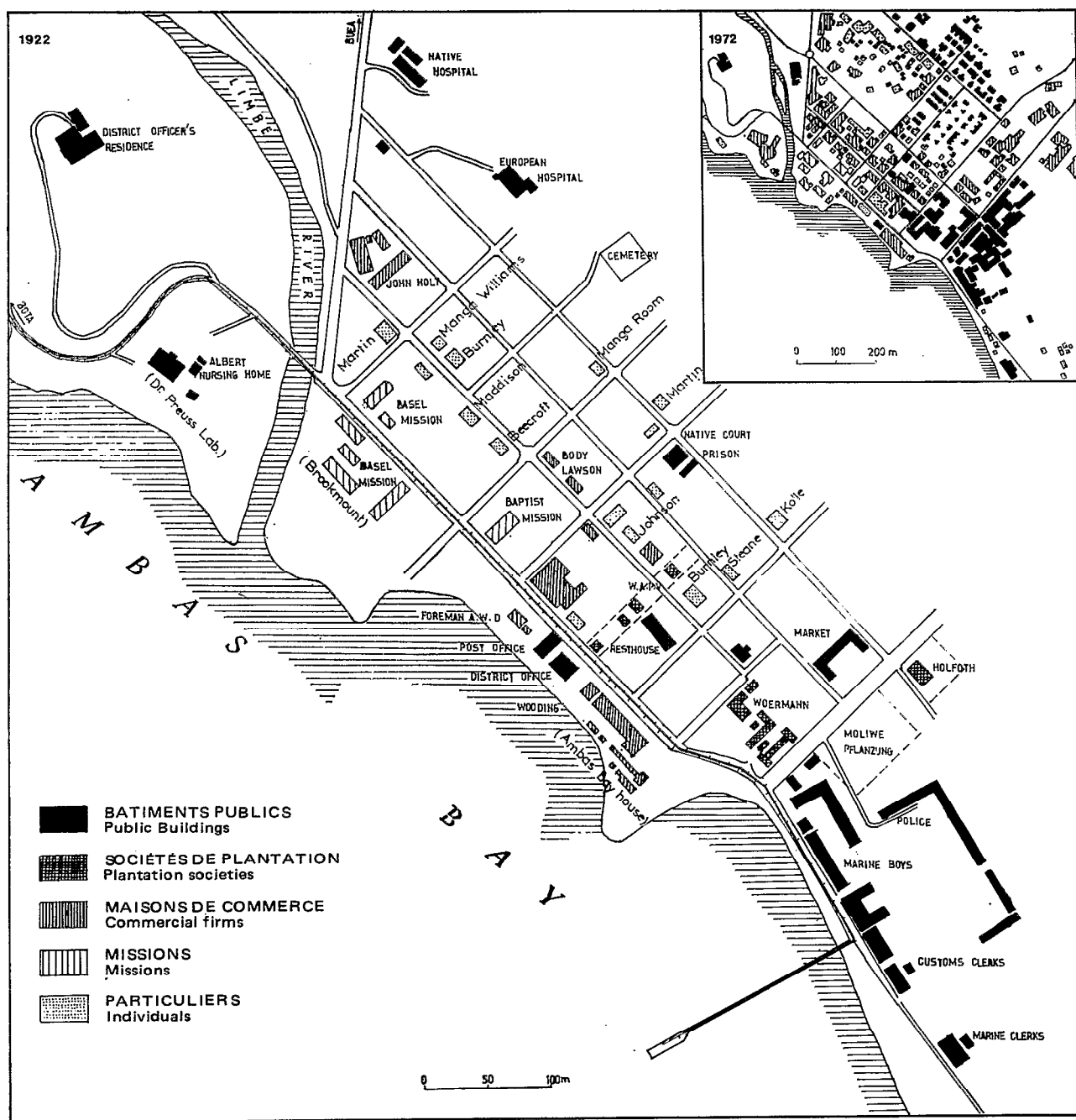


Figure 3 - Victoria Station, 1922-1972

l'ordre. Un dense réseau de pistes se coupant à angle droit y a été créé en même temps que s'établissait à proximité la principale caserne de policiers de la ville à l'époque où sa population était faible. De part et d'autre de ces pistes, défoncées par les pluies, des fossés profonds ont été tracés qui récupèrent les eaux pluviales et usées et toutes sortes de déchets. Tout autour de chaque îlot ainsi délimité par les voies de communication, se dressent en ligne continue, des cases en planches aux toits de tôle posées sur une assise de ciment, la plupart comprenant une véranda sur laquelle ouvrent des chambres-salons, interrompue parfois par un bâtiment en dur - bar, hôtel ou commerce déjà « assis » - . Des abris servant de cuisine, des latrines communes rudimentaires et des chambres de célibataires occupent la partie centrale de la plupart des îlots.

Il ne semble pas que l'administration ait eu à faire face à une forte opposition des propriétaires fonciers comme à Douala. Il est possible que leur association à la gestion de la ville, ainsi que le refus britannique de « valider » les droits coutumiers, aient été favorables à l'aménagement du quartier.

Comme New Bell, New Town est devenu le vrai centre de la ville, le quartier le plus animé. Le transfert du marché et des activités annexes à New Town en 1928, l'ouverture de routes vers la Station et Buea Road à la même époque, ont contribué à son animation. Mais l'arrivée des Ibo, véritables organisateurs du commerce et de l'artisanat, a été un puissant facteur de promotion du quartier. A une autre échelle, les Bamiléké ont fait de New Bell le centre camerounais des affaires grandes ou petites.

Il n'en reste pas moins que New Town est actuellement congestionné. Après la deuxième guerre mondiale, quelques immigrants ont commencé à s'installer sur les terres des particuliers, notamment le long de Buea Road-Nambeke Street et de Mokeba Street (Gardens). Le mouvement s'est par la suite accéléré : Gardens est ainsi passé de 980 h en 1953 à 3 238 h en 1967.

Dans ces quartiers, un autre type d'habitat s'est instauré. En dehors des abords de Mokeba Street, occupés par des ateliers d'artisans et des boutiques, se sont édifiées partout de vastes maisons en planches composées d'un assez grand nombre de cellules (véranda + salon + chambre + abri cuisine) louées. Rares sont les maisons occupées par un seul groupe familial. On ne trouve pas non plus dans ces quartiers cet inextricable mélange d'ateliers, de commerces, de bars et d'habitations, qui constitue la caractéristique de New Town et lui donne paradoxalement un air de vieille ville.

Sur les terres de l'État, le Lands and Surveys inaugure dans les années soixante une politique de lotissement, notamment en face de l'hôpital, à Half Mile, Lumpsum Quarters et près du Community Centre. Dans le centre de lots de 1 000 m² maximum, s'implantent des maisons en dur avec garage. Au fond, des baraquements en planches ou en ciment servent de boys' quarters, de cases de passage pour la « famille » en visite ou sont loués pièce par pièce. Quelques commerces occupent les lots établis le long de Church Street, entre la mission catholique et Half Mile.

Tout oppose ces quartiers, lotis par l'administration, aux quartiers bâtis sur les terres des particuliers qui sont pourtant étroitement imbriqués dans l'espace. Dans les lotissements vivent des familles relativement réduites de cadres moyens ou supérieurs aux revenus élevés. Dans les zones d'habitat spontané sans permis d'occuper se côtoient dans la même maison un ou plusieurs célibataires, une famille étendue, le propriétaire et sa famille usant tous du même espace. De commun, ces quartiers ont une même absence d'animation en dehors des axes routiers et une fonction presque exclusive de résidence. En somme, un phénomène de banlieue ...

A Cassava Farm, apparaît un dernier type d'habitat : des cases végétales ou en planches occupent le centre de concessions clôturées par une palissade entre lesquelles sont cultivés manioc, maïs, macabo, etc.. Là, se sont installés depuis peu des agriculteurs de la zone forestière qui ont reconstitué leur habitat d'origine. Il est cependant question de lotir cette zone, ce qui risque d'obliger les habitants actuels à régulariser leur situation ou à partir.

A Bota, rien d'irrationnel, camp de travailleurs et pavillons de cadres se sont édifiés entre 1950 et 1970 selon un plan établi d'avance. Ici, pas de commerces ou de bars bruyants ; à la place, des clubs pour manœuvres, petits fonctionnaires d'autorité, cadres autochtones et expatriés. Le marché, l'hôpital, les trois églises en dur sont situés hors de l'espace construit. Le calme règne.

Aux maisons sur pilotis du bord de mer sont venus s'ajouter des bungalows établis au milieu de pelouses délimitées par des haies d'hibiscus du G.R.A. (Governmental Residential Area) et des extensions du Senior Service Quarters. En arrière des bungalows, des logements pour le personnel de service. De petites routes circulaires coupées par des cassis sillonnent tout le quartier. Là, habitent la plupart des cadres européens et des cadres supérieurs autochtones avec leur famille. Il s'agit de logements de fonction. Ceci explique la faible croissance relative du quartier dont la population ne s'est accrue que de 50 % en l'espace de quinze ans.

Les cinq camps situés dans le périmètre urbain de Bota ont, malgré quelques différences, des points communs : les habitations alignées et très rapprochées, comprenant plusieurs logements occupés chacun par une famille de travailleur. Ces logements servent essentiellement de chambres, le plus souvent de dortoir. Les abris-cuisines sont utilisés par plusieurs familles ainsi que les W.C. et les points d'eau. Ici, 15 à 20 m² doivent suffire à une famille contre 100 à 150 m² dans les bungalows du G.R.A. tout proche. Il est vrai que les genres de vie diffèrent et, dans les camps, la vie à l'extérieur est primordiale. Il y manque cependant ces lieux de rencontre et d'animation que sont les boutiques et bars de la ville africaine.

Selon leur âge, les camps présentent des façades plus ou moins propres, des accès plus ou moins bien aménagés. Bota, le plus ancien, s'oppose à Limbé, le plus récent. Les camps de gendarmes et de douaniers offrent des logements plus vastes et mieux conçus que ceux proposés aux manœuvres par la C.D.C., mais leur aspect ne semble guère plus accueillant. Le nombre de logements dans ces camps n'a pas augmenté depuis 1960, la décennie précédente ayant vu l'achèvement du camp de Limbé. On assiste toutefois à l'afflux dans ces camps urbains de dépendants attirés par la ville : enfants d'âge scolaire, filles à marier, jeunes adultes en quête d'un «job».

La croissance spatiale de l'agglomération dans les 25 dernières années s'est ainsi traduite d'abord par un accroissement du nombre des logements dans les quartiers anciens à New Town et dans les camps de la C.D.C. de Bota, et par la création de nouveaux quartiers de manière spontanée ou dirigée (Gardens, Buea Road à Victoria, G.R.A. à Bota). On a vu s'accroître plus récemment le nombre de personnes par logement, surtout à New Town et, dans une moindre mesure, dans les camps de la C.D.C. Ce processus de densification des quartiers les plus anciens ne s'observe pratiquement pas dans les zones loties par l'État. Rares en effet, sont les lots occupés par des habitations composées de cellules indépendantes destinées à être louées par des ménages de petite taille ou aux faibles moyens. Encore faut-il reconnaître que, quand ces logements existent, ils sont à la fois plus modernes et plus coûteux que ceux des quartiers d'habitat spontané (2 à 5 000 F CFA la chambre-salon contre 1 à 3 000 F CFA).

3 - L'ESPACE URBAIN ACTUEL (dichotomie, hiérarchie, hétérogénéité) (16)

Le paysage urbain actuel se caractérise par une division binaire fondamentale de l'espace, par une hiérarchie plus ou moins ressentie des quartiers entre eux et par une diversité de fait de l'habitat entre quartiers et à l'intérieur de certains quartiers.

L'agglomération se divise en deux zones d'est en ouest à partir des pôles d'activité qu'ont constitué, d'un côté, les plantations à Bota, de l'autre, le commerce, l'administration et les missions à Victoria. Relativement imbriquées à l'époque allemande grâce à l'activité portuaire de Victoria, elles n'ont recommencé à vivre de concert qu'après l'installation du G.R.A. à Bota. Elles restent aujourd'hui encore séparées, physiquement, par la Limbé et le cratère de Bota, socialement et juridiquement, par le niveau de revenus et le statut des occupants, géographiquement, par la manière d'occuper l'espace, sociologiquement, par le niveau et le style de l'animation urbaine.

(16) Voir les cartes : Structure de l'espace et Victoria-Bota, l'espace urbain en 1973.



Figure 4 - Victoria-Bota : l'espace urbain 1973 (Urban area 1973)

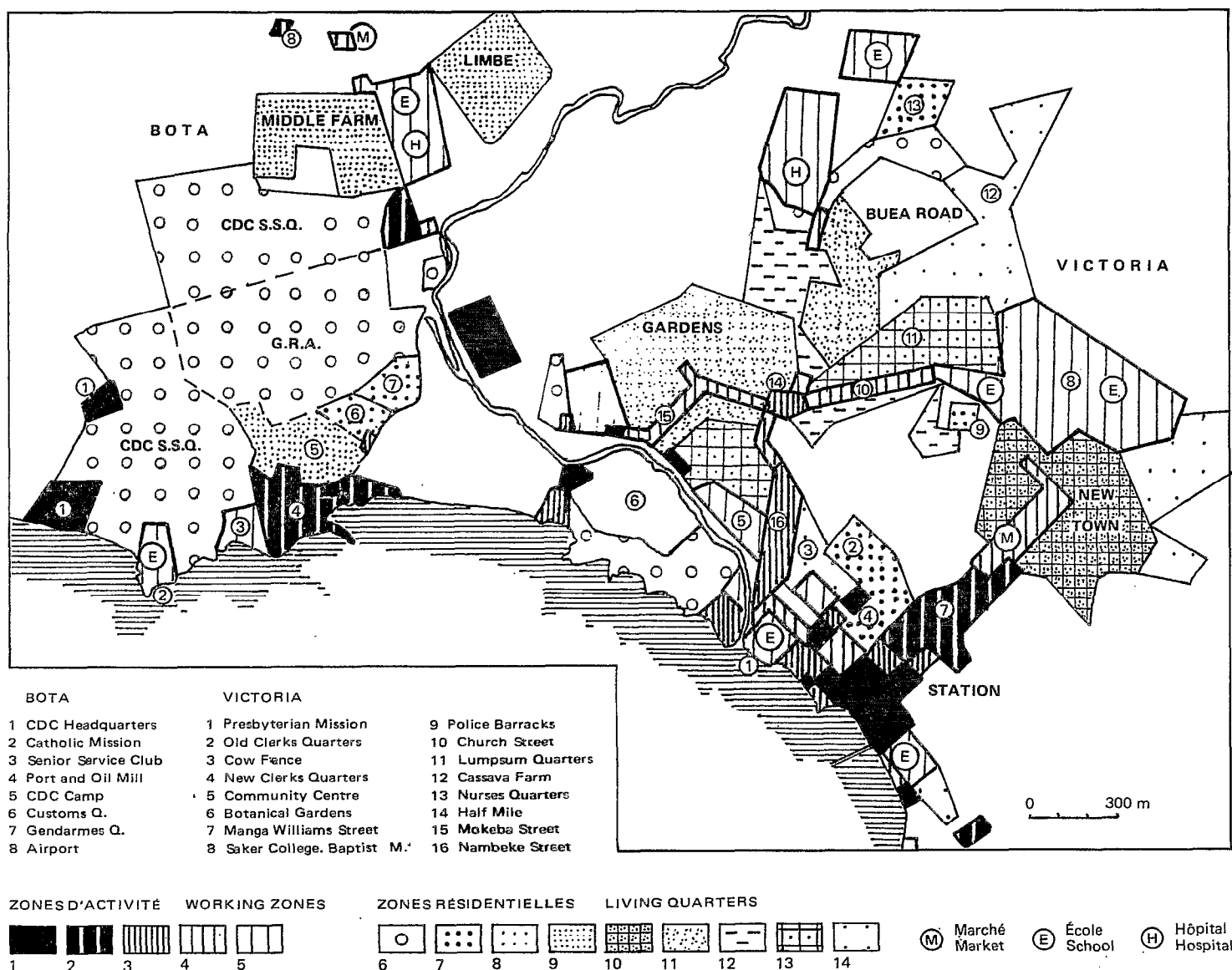


Figure 5 - Structure de l'espace (Space Structure)

1 Administration – 2 Infrastructures économiques : port, industries, entrepôts (Economic infrastructures : port, factories, stores) – 3 Commerces modernes, y compris banques et hôtellerie (Modern shops, banks and hotels included) – 4 Commerces et artisanat traditionnels (Traditional commerce and native industry) – 5 Infrastructures sociales (Social amenities) – 6 Quartiers de cadres supérieurs (Senior service quarters) – 7 «Cités» de cadres moyens (Junior service quarters) 8 Camps de fonctionnaires (Camps of civil servants) – 9 Camps de manœuvres (Labourers' camps) – 10 Habitat spontané restructuré (Reorganized spontaneous Habitat) – 11 Habitat spontané dense - terres des particuliers (Dense spontaneous Habitat - private lands) – 12 Habitat spontané dense - terres de l'État (Dense spontaneous Habitat - state lands) – 13 Lotissements de l'État (State layouts) – 14 Habitat spontané dispersé (Scattered spontaneous Habitat).

A Bota, résident des salariés dont les revenus mensuels s'étalent en moyenne entre 5 000 et 250 000 F CFA et qui occupent tous un logement de fonction. A Victoria vit le petit peuple de la ville africaine avec sa grande variété de situations matérielles. A Bota, l'occupation de l'espace reflète la position de chacun dans la hiérarchie de la C.D.C. ou de l'administration : les bungalows et lots de grande taille (plus de 1000 m²) sont attribués aux «big massa» (17), petites maisons et appartements sont réservés aux cadres moyens de la C.D.C. ou de la coopération, employés de bureau, contremaîtres, gendarmes disposent de plusieurs pièces tandis que les manœuvres n'ont droit qu'à la cellule élémentaire d'habitat quelle que soit, par ailleurs, l'importance de leur famille. A Victoria, au contraire, de nombreux types d'habitat voisinent : le bungalow en dur implanté sur son lot à côté de la construction en planches occupée par plusieurs ménages, le magasin, l'entrepôt ou le bar avec pignon sur rue et l'habitat précaire en retrait. En dehors des cadres supérieurs expatriés cantonnés au jardin botanique ou en face de l'hôpital, toute la gamme des personnes constituant la société locale se côtoient dans l'espace. Le mode de vie africain, bridé à Bota, peut se donner libre cours autour du marché de New Town et dans les bars des principales rues (Church Street, Mokeba Street notamment). Mille petits métiers plus ou moins parasites permettent de subsister et créent, avec le bruit du high life (18) diffusé dans la rue à partir des bars et boutiques et l'éclat des néons de couleur dans les rues de New Town et autour de Half Mile, des foyers d'animation qui attirent du monde jour et nuit. Ceci contraste avec l'atmosphère compassée et victorienne qui règne dans les clubs de Bota vastes et déserts, avec les maigres lumières qui éclairent les rues des camps, avec l'extrême rareté des petits commerces (vente de pain, de cacahuètes, d'allumettes, de sardines, etc...). Ici, nulle fantaisie, rien ne vient distraire le travailleur, manœuvre ou cadre, du travail quotidien.

Dans l'ordre architectural, les constructions en dur traduisent à la fois un certain puritanisme et une absence de grand dessein. Pas de construction baroque comme on en voit au Cameroun francophone, tout est conçu de manière pratique, sans caractère monumental. Aux maisons bicolores sur pilotis de l'époque allemande sont venus s'ajouter les bungalows britanniques, ternes et bas, nichés dans une végétation subtilement maîtrisée et, plus récemment, quelques constructions modernes en béton à toit plat et à un étage composées de deux appartements en duplex. Sur le front de mer, en dehors de ces bâtiments d'habitation, sont venus s'ajouter de petits hôtels aux couleurs criardes avec piscine et paillottes pour touristes, et l'immeuble des Travaux Publics, de béton, verre et aluminium. Petitesse et absence de recherche architecturale caractérisent les églises, catholique de Bota et presbytérienne de Victoria, qui figurent parmi les monuments les plus anciens avec la préfecture.

Le front de mer présente ainsi un aspect discontinu, inachevé. Tous les styles y voisinent et semblent perpétuer le passé. Ici se trouve résumée l'atmosphère qui règne dans l'agglomération, aussi bien dans la ville africaine qui semble avoir quelque retenue à exprimer sa joie de vivre, que dans la ville morose des planteurs.

III – DÉCLIN DES FONCTIONS URBAINES

Dans le même temps que l'agglomération devenait plus peuplée, elle s'étendait sur des espaces auparavant occupés par des «chop farms» ou champs vivriers des natifs isubu ou bimbria et elle perdait progressivement de ses fonctions. Évolution paradoxale mais commune à bien des villes africaines (19) qu'il nous faut maintenant étudier.

(17) Homme important en pidgin-english. L'équivalent francophone est à mi-chemin entre «grosse légume» et personnage à respecter en raison de sa position dans la hiérarchie politique ou l'importance de ses relations ou sa richesse apparente.

(18) Musique africaine moderne venue du Nigeria.

(19) Deux cas spectaculaires de déclin des fonctions, à la suite d'une décision politique, lié à une croissance numérique de la population, peuvent être signalés : Mamfé au Cameroun (6539 h en 1953, plus de 10 000 en 1967) et St-Louis au Sénégal (54 000 h en 1954, 100 000 en 1970).

1 - UNE FONCTION PORTUAIRE A L'ÉTAT EMBRYONNAIRE

Même si cette fonction n'apparaît pas au visiteur pressé, c'est bien à son port que l'agglomération doit d'exister. L'ancien wharf, à Victoria, et les installations portuaires de Bota en témoignent, mais traduisent également le peu de poids de cette activité de nos jours.

Les possibilités nautiques de la baie d'Ambas - remarquables pour la côte occidentale africaine - ont retenu depuis longtemps l'attention mais n'ont jamais été exploitées. Le port a souffert de tout temps de la concurrence de Douala pour la desserte des pays du Mungo et des plateaux de l'ouest du Cameroun ou de Calabar pour les plaines de la Cross River. L'action de ces deux grands ports s'est exercée avec toute sa rigueur quand les frontières politiques de l'arrière-pays se déplaçaient et dès que les communications s'amélioraient.

Au niveau local même, pour l'exportation des productions des plantations industrielles comme pour l'importation des produits nécessaires à cette activité pour laquelle le wharf de Bota a été créé, la concurrence de petits débarcadères s'est fait sentir dès l'origine. Après la première guerre mondiale, une sélection s'est opérée au profit des deux ports les mieux reliés aux plantations par chemin de fer et les plus accessibles par mer à des navires de petit tonnage : Bota et Tiko au fond d'un bras du delta du Wouri. Les plantations les plus isolées étaient et sont, parfois aujourd'hui encore, reliées par barges à ces deux ports, malgré une considérable amélioration des liaisons routières, à la faveur des investissements réalisés pour le «Plan Palmier» (20).

Dès le début de leur exploitation par les sociétés de plantations, chacun de ces deux petits ports a été spécialisé dans l'exportation d'un certain nombre de produits : huile, palmistes, cacao pour Bota ; bananes, caoutchouc et bois pour Tiko. Aussi bien dans l'importation de denrées alimentaires que de produits industriels finis, Bota a toujours affirmé sa supériorité sur Tiko. Au total cependant, le trafic de Tiko a porté sur de faibles tonnages (une centaine de milliers de tonnes par an environ) et, seules, les exportations de bananes et de bois, dans les années soixante, ont permis de dépasser ce seuil.

Le faible développement de l'arrière-pays en dehors de la zone occupée par les plantations industrielles, une situation de concurrence avec des ports mieux équipés, l'existence d'un port complémentaire à Tiko, permettent de comprendre pourquoi le trafic du port de Bota n'a jamais dépassé les 75 000 tonnes annuelles.

Depuis 1963, époque où les barrières douanières entre Cameroun anglophone et francophone furent supprimées, la situation ne s'est pas améliorée. En 1967, la création du chemin de fer Kumba-Mbanga a permis d'évacuer sur Douala une bonne part des exportations de la région de Kumba : palmistes des plantations de la Pamol, cacao et café des petits planteurs des départements de la Meme et de la Manyu, bois du sud du département de la Meme. L'ouverture de la route Tiko-Douala en 1969, la réfection du tronçon Victoria-Tiko en 1972, l'application de taxes portuaires plus favorables à Douala qu'à Bota ou Tiko, ont touché mortellement les ports du Cameroun anglophone (21) en leur enlevant tout le trafic du bois et des bananes ainsi qu'une large fraction des importations.

En supposant que Tiko ne se relève pas de cette situation, Victoria garde toutes ses chances devant l'encombrement de Douala, port d'estuaire à l'entretien coûteux, inaccessible aux grands navires

(20) Plan visant à accroître considérablement la production d'huile de palme par le remplacement des palmiers âgés et l'extension des surfaces plantées des complexes agro-industriels. La C.D.C. a reçu, à ce titre, des prêts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), du Fonds Européen de Développement (F.E.D.) et de l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.).

(21) Trafic des ports de Tiko et Bota : 1971/72, 57 575 t ; 1970/71, 64 797 t ; 1969/70, 86 883 t. Rappelons qu'en 1960, le même trafic était de 292 000 t et qu'en 1929 il atteignait 113 000 t. En 1972/73, la situation ne s'est pas améliorée malgré l'harmonisation des droits portuaires.

actuels, notamment pétroliers. L'importance des choix politiques et des investissements à réaliser pour créer une véritable infrastructure portuaire ne permettent pas de prévoir l'avenir à moyen et long terme de Victoria. Tout au plus, peut-on voir dans la création d'une raffinerie sur la West Coast, à quelques kilomètres de Victoria, et dans la réfection de la route Tiko-Victoria, l'amorce d'un choix favorable à la ville et ce, malgré l'opinion d'experts hostiles au projet et malgré l'opposition des responsables de Douala.

2 - DES FONCTIONS D'ENCADREMENT DE PLUS EN PLUS LIMITÉES

Que ce soit de nos jours ou à l'époque coloniale, le pouvoir politique au Cameroun s'est bien gardé de concentrer dans une même ville l'ensemble des services et des pouvoirs à caractères nationaux. Il a préféré d'autre part, choisir pour capitales politiques des villes d'altitude au climat agréable, plutôt que des villes portuaires au climat d'étuve. Ainsi, sont nées Buea au Cameroun anglophone, à 1 000 m d'altitude, capitale politique de 1901 à 1909 et de 1961 à 1972, et Yaoundé au Cameroun francophone, capitale depuis 1916. Victoria, comme Douala, sont restées des villes commerçantes, et à leur activité commerciale, s'est greffée une industrie de biens de consommation.

Si Yaoundé, à 200 km de Douala, a monopolisé sans problèmes l'ensemble des services publics hormis les douanes, il n'en fut pas de même pour Buea à 20 km seulement de Victoria. Durant toute la période du mandat britannique et récemment encore, des directions de services ont été transférées de l'une à l'autre. Il fut même question, à certaines périodes, notamment en 1944, de transférer le centre de la province de Buea à Victoria.

Dès l'époque allemande, étaient installées à Victoria, les directions des services douaniers, maritimes, financiers, ainsi que le siège des Travaux Publics. Sont venus s'y adjoindre par la suite les sièges de la caisse de stabilisation des produits agricoles (Marketing Board), de la compagnie d'électricité (Electricity Corporation) et la direction des services de Santé. Une redistribution des directions des grands services publics entre Buea et Victoria est intervenue récemment si bien qu'actuellement, Victoria a perdu la direction des services de la Santé mais possède les directions provinciales des impôts, de l'urbanisme, de la géologie et des mines, en plus du siège des sociétés d'État précitées. Par ailleurs, les services publics n'ont plus compétence que dans la province du Sud-Ouest (l'ancienne Cameroons Province) et leur indépendance a été réduite en raison de l'adoption des us, coutumes et lois du monde francophone depuis la réorganisation politique et administrative de 1972-1973. Malgré tout, le nombre des fonctionnaires (22) à Victoria n'a pas diminué - bien au contraire - mais leur rôle est nettement moindre.

Bien malgré elle, Victoria est redevenue une simple préfecture chapeautée par Buea dans presque tous les domaines et exerçant son influence sur le département du Fako après avoir englobé auparavant le Rio-del-Rey, le pays bamboko et même, vers 1918, la région de Kumba, c'est-à-dire toutes les zones où des plantations industrielles avaient été implantées par les Allemands.

Si le processus d'unification a permis au pouvoir central de réduire à néant l'autonomie des services de l'État fédéré anglophone et de les transformer en appendices locaux à influence géographique limitée, la réunification a joué le même rôle pour ce qui est des maisons de commerce ou des banques.

Jusque dans les années soixante, Victoria a servi d'entrepôt et de direction régionale aux maisons de commerce européennes opérant sur l'ensemble du Cameroun anglophone qu'il s'agisse de maisons allemandes dépendant des plantations disparues en 1939 (W.A.P.V., D.W.H., Holforth) ou des firmes anglaises (Spear and Co, John Holt and Co, Amba Bay Trading Co) qui ont subi toutes le même sort à la fin du mandat britannique. Seule, Amba Bay Trading Co, devenue African and Eastern Trade Corp. puis United

(22) En 1969, nous avons estimé à 1 450 le nombre de fonctionnaires résidant à Victoria dans les services à compétence régionale contre 2 050 à Buea (COURADE, G. - 1974 - p.114).

African Co, a été intégrée, à l'indépendance, au groupe R. and W. King installé à Douala et possède aujourd'hui deux magasins de gros. Dans le domaine bancaire, même phénomène : la Barclays Bank D.C.O. a cédé ses succursales à la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun (B.I.C.I.C.), filiale d'une banque française nationalisée. En 1972, la Cameroon Bank, banque de l'ex-État fédéré, est passée sous le contrôle de Yaoundé.

Dans le secteur du grand commerce, les firmes installées en pays francophone n'ont pas, dans beaucoup de cas, assuré la relève des établissements britanniques, par contre, la quasi-totalité des banques et assurances ont ouvert des succursales qui n'ont, précisons-le, qu'un rôle local. Les quelques sociétés commerciales dépendant de Douala et aujourd'hui installées à Victoria s'intéressent seulement à des secteurs du commerce nécessitant un soutien industriel : sociétés concessionnaires de marques de voitures, commerces de boissons en gros, imprimerie, etc.. Les magasins de gros et de détail de type moderne, peu nombreux, périlissent. Les entreprises et la clientèle riche des villes du Fako hésitent de moins en moins à parcourir 80 km pour aller s'approvisionner à Douala en biens d'équipement ou de consommation. Pour ceux qui ne parlent pas français, aucune difficulté, le pidgin-english sert de langue véhiculaire.

Survivance des temps où les plantations industrielles symbolisaient la puissance économique du Cameroun anglophone, Bota conserve encore le «quartier général» (headquarters) de la principale société, la Cameroon Development Corporation (C.D.C.) créée en 1946 et regroupant en un seul ensemble les douze sociétés de plantations gérées et possédées jusque-là par des sociétés allemandes. La seconde société, la Pamol (Cameroun) Ltd, trois fois moins importante que la précédente, vient de transférer son siège social de Victoria à Lobé. Il ne reste actuellement à Bota que les services administratifs et financiers généraux de la C.D.C. Elle a, de plus, demandé à l'État camerounais, son unique actionnaire, de prendre à sa charge la gestion de l'hôpital qui lui appartient en raison de son actuel déficit financier. De nombreux services généraux comme ceux de l'approvisionnement, de la recherche, du transport et du génie civil, se trouvent dispersés dans le département du Fako. Toutefois, début 1973, près de 13 000 salariés dépendaient administrativement de Bota.

3 - L'ABSENCE DE POIDS ÉCONOMIQUE ET L'AFFAIBLISSEMENT RELATIF DU SECTEUR TERTIAIRE DE SERVICE

A regarder le splendide bâtiment édifié en 1972 pour la chambre de commerce et d'industrie dans les marécages de Dockyard creek, on pourrait être amené à penser que le secteur industriel vient compenser les faiblesses des autres fonctions urbaines. Il n'en est malheureusement rien et l'on veut espérer qu'il vient symboliser la vocation industrielle future de la région.

Actuellement, dans l'agglomération même, il n'existe plus aucune usine depuis que l'huilerie de Bota, entrée en service en 1910, a été désaffectée en 1972. Et ce ne sont pas les quelques entreprises du bâtiment et des Travaux Publics ainsi que les petits ateliers de confection, de menuiserie ou d'impression qui peuvent donner à Victoria un caractère industriel. La seule zone industrielle créée en pays anglophone a été celle d'Ombé, à mi-chemin entre Tiko, Victoria et Buea, où n'ont été édifiées que de petites usines (des fabriques de boissons gazeuses et de parapluies, un atelier de confection, une fabrique de meubles) et des entrepôts. Il serait, d'ailleurs, parfaitement illusoire d'attendre de la petite raffinerie qui doit s'édifier à quelques kilomètres de Victoria un quelconque essor industriel ou un déblocage du marché de l'emploi.

Le seul secteur qui végète sans régresser est celui du petit commerce traditionnel. Sous l'impulsion des Ibo et des hommes d'affaires du Bamenda, il a tendu à remplacer les grandes sociétés commerciales dans certains domaines avec, parfois un certain succès notamment dans le transport, la fourniture du petit matériel et de pièces détachées variées. Mais, comparé à celui de Tiko, Kumba ou Bamenda, il apparaît comme moins dynamique. Pour ce qui est du ramassage des produits agricoles d'exportation, ce sont les «businessmen» des villes de l'intérieur qui ont la part belle et dans la redistribution des produits importés la concurrence des Bamiléké de Douala se fait sentir depuis quelques années.

La pêche maritime de type traditionnel ou moderne, si elle a retenu pendant les deux premiers plans de développement l'attention des responsables régionaux, n'a pas été évoquée dans le troisième. Il est vrai que les expériences menées par l'aide chinoise après l'indépendance ou par un entrepreneur d'origine espagnole ensuite, n'ont pas été couronnées de succès. La pêche traditionnelle aux mains des Nigériens suffit à couvrir les faibles besoins locaux. Il s'agit d'une activité somme toute marginale. Et ceci, en dépit de la richesse des fonds marins.

Le secteur tertiaire de service est relativement développé dans certains domaines, faible ou inexistant dans d'autres. La ville possédait les seuls commerces rares existant dans la colonie britannique : des pharmacies, des librairies, des banques et assurances, des cabinets de membres de professions libérales, des éditeurs de journaux, etc.. Depuis l'indépendance, on a assisté à l'essaimage de ce genre de commerce dans les principales villes du Cameroun anglophone. Dans le domaine hôtelier, Victoria conserve un léger avantage sur Bamenda depuis qu'elle dispose de deux hôtels relativement bien équipés. L'équipement hospitalier, bien qu'insuffisant, place tout de même la ville en première position au Cameroun anglophone juste avant Bamenda dont les installations sont plus récentes. Le rayonnement de l'hôpital régional de Victoria s'étend sur tout le département du Fako et sur l'arrondissement de Bamusso et de Ndian. Il est cependant moindre que celui de Bamenda. Par l'équipement éducatif post-primaire, Victoria se place après Bamenda, Buea, Kumba et Mamfé qui disposent depuis peu de nombreux équipements sur place ou dans leurs environs.

Au total donc, on constate que Victoria, depuis l'indépendance, a perdu des avantages qu'elle possédait auparavant au profit des villes de l'intérieur et, en premier lieu, de Bamenda qui vient d'être érigée à nouveau en chef-lieu de province après avoir été subordonnée au tandem Buea/Victoria, durant toute la période de la fédération camerounaise. Comme le développement du secteur tertiaire de service dépend étroitement des initiatives de l'État, il y a tout lieu de s'attendre à un dépérissement relatif de ce secteur dans l'agglomération tant que la priorité sera donnée à l'équipement des villes de l'intérieur délaissées jusque-là par le colonisateur.

IV – L'IMMIGRATION : TRAITS GÉNÉRAUX

Dans une ville qui ne comprend que 12 % de personnes issues des ethnies locales et dans une agglomération qui compte 29 % de personnes nées sur place et n'ayant jamais résidé ailleurs, on devine toute l'importance que tient l'immigration. Celle-ci est tout autant responsable de l'accroissement démographique de la ville et de sa croissance spatiale que de la physionomie des quartiers et du caractère des groupes sociaux qui les animent. Il n'est que de voir les quartiers africains de Victoria pour s'en convaincre. A Victoria, de plus, les descendants des occupants les plus anciens ont une place insignifiante contrairement à Buea ou même à Douala où ils jouent un rôle important, non seulement sur le plan foncier, mais dans la vie économique de la ville.

L'étude numérique de l'immigration a été rendue possible par le dépouillement exhaustif des fiches du recensement administratif de 1967 et notamment des rubriques «date of birth, subdivision of birth, occupation» (23), par l'utilisation des notes complémentaires des agents recenseurs sur les éléments du train de vie ou les signes extérieurs de richesse et du type d'impôt acquitté par la personne recensée.

Tous les problèmes posés par l'exploitation d'un tel recensement effectué par un personnel sans formation particulière et à des fins fiscales et administratives ont été évoqués ailleurs (24). Bornons-nous à rappeler les principaux défauts de ce document : imprécision des dates de naissance, mauvaise connaissance

(23) Date de naissance, arrondissement de naissance, profession.

(24) Voir notamment : FRANQUEVILLE, A. - 1972 - Les immigrés du quartier de la «Briqueterie» à Yaoundé (Cameroun) in *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*. Tome 2. Colloque CNRS, Talence, oct. 1970, C.N.R.S. Paris, pp. 567-587.

des arrondissements existant au Cameroun francophone et au Nigeria, absence de rigueur statistique dans la définition de l'activité des personnes recensées (type, branche et secteur d'activité, statut du travailleur). Soulignons enfin les lacunes : absence d'indication sur l'appartenance ethnique, aucune précision sur les étapes de la «trajectoire» du migrant entre son lieu d'origine et son lieu de résidence actuel, sur ses divers emplois, impossibilité de connaître si son lieu de naissance est urbain ou rural. !

Nous avons pu ainsi extraire une image statique incomplète de l'immigration sans pouvoir connaître son déroulement temporel, spatial et social, au fond sa véritable dimension humaine. En fait, l'étude numérique est finalement destinée à décrire la toile de fond objective de l'immigration, ses dimensions démographique, géographique et socio-professionnelle. Les biographies de migrants nous permettront d'entrevoir sa réalité vivante.

1 - 1964-1967. CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES ET VALEUR DES RECENSEMENTS

Entre 1964 et 1967, la population serait passée de 22 152 à 23 474, soit une augmentation de plus de 1 000 personnes. Globalement, la sous-estimation n'est sans doute pas supérieure à 10 % (2 500 individus environ). Est-ce dire qu'elle est égale dans tous les quartiers ? Certainement pas. Le tableau ci-dessous indique les variations de population constatées à deux ans d'intervalle (25).

«Beach» (Station, New Town, Saker college, Buea Road)	:	+ 7,2 %
Bota (G.R.A., C.D.C.)	:	+ 4,8 %
Mokeba Farm (ou Gardens)	:	+ 23,3 %
Middle Farm (Middle Farm et Limbe C.D.C.)	:	- 6,8 %

Le taux d'accroissement est variable selon l'ancienneté des quartiers (26) et l'on constate une diminution dans le quartier Middle Farm, ce qui semble s'expliquer par la baisse d'activité dans les plantations. Il paraît probable, par contre, que la sous-estimation est plus forte pour les nouveaux quartiers, Mokeba Farm et Buea Road, et que l'accroissement démographique réel y est supérieur.

La superposition des pyramides des âges obtenues dans les deux recensements est instructive (Fig. 7). Pas de différence notable dans la forme des deux figures ; tout au plus, l'écart atteint-il 12 % dans la tranche des enfants de sexe masculin de 1 à 4 ans. Dans le détail, cependant, on voit les tranches d'âge de 0 à 4 ans et de 15 à 34 ans sous-représentées en 1967 ; dans ces deux catégories, il y a eu diminution, de 7,7 % pour les moins de 5 ans et de 1 % pour les jeunes adultes. On peut donc conclure que le recensement de 1967 n'a pas inclus un grand nombre d'enfants en bas âge et a sous-estimé le nombre des jeunes adultes parmi lesquels se trouve la masse des immigrés (6 sur 10). Il montre, par contre, un gonflement relatif du nombre des personnes âgées.

La comparaison des structures par âges des personnes nées hors de l'arrondissement de Victoria révèle bien mieux le phénomène évoqué plus haut.

L'augmentation du nombre des «jeunes adultes» est nettement trop faible, celle des plus de 55 ans trop forte pour qu'on les considère comme reflétant fidèlement la réalité. Mais, peut-on avoir une confiance absolue dans le recensement de 1964, celui des statisticiens ? Le pourcentage d'augmentation des immigrés

(25) Le recensement de 1964 a eu lieu fin 1964 (novembre-décembre). Le recensement de 1967 s'est étalé sur les années 1966 et 1967.

(26) Voir annexes 5 et 6 pour une analyse plus détaillée.

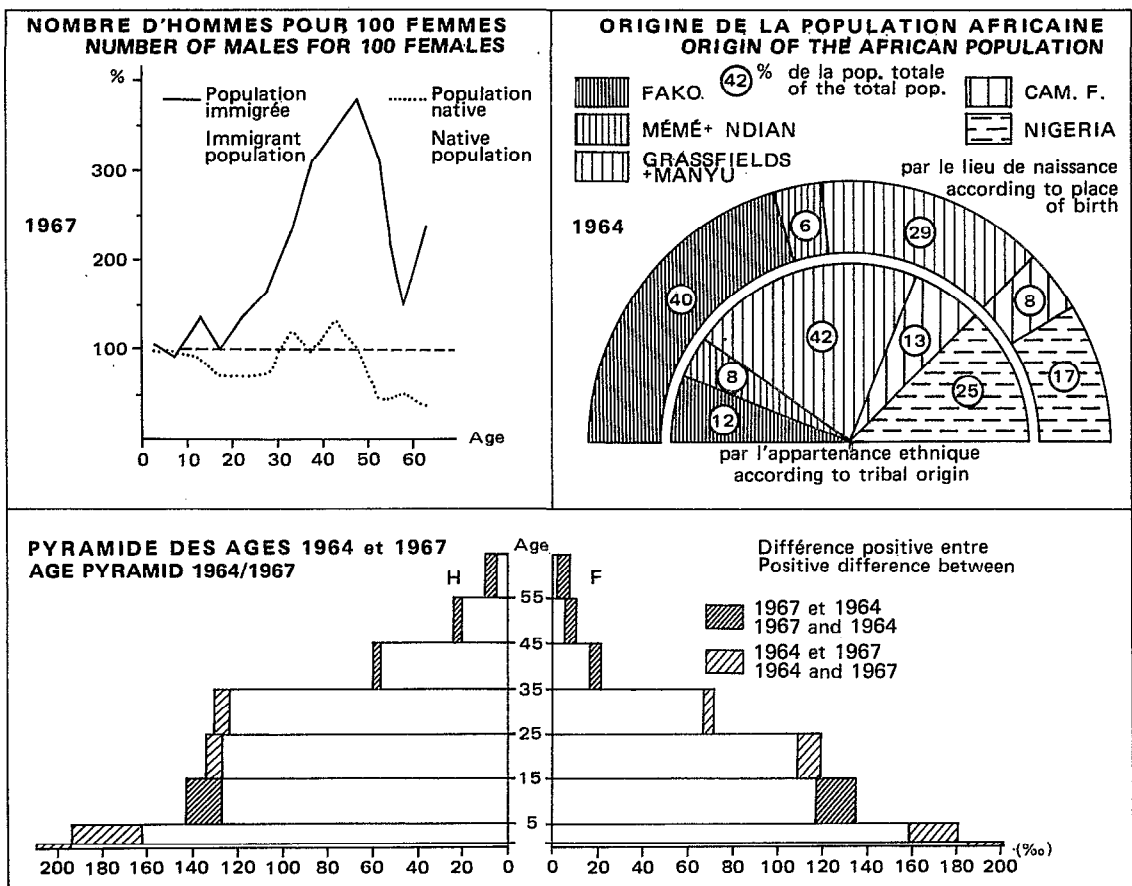


Figure 6 - Données démographiques générales (Basic demographic data)

Tableau 3
Nombre d'immigrés * selon l'âge

	1964	1967	% d'augmentation
moins de 15 ans	2 872	3 800	+ 32,3
15 - 34 ans	8 533	8 571	+ 0,5
35 - 54 ans	1 798	2 429	+ 35,1
plus de 55 ans	94	272	+ 189,4
Total	13 297	15 072	+ 13,4
* personnes nées hors de l'arrondissement de Victoria (1967) hors du département de Victoria (1964).			

de 13,4 % peut être considéré comme un minimum. Si le nombre des immigrés de 15 à 34 ans avait augmenté de la même manière que les deux classes d'âge qui l'entourent, il y aurait une augmentation de 35 % pour le nombre d'immigrés et de 18 % pour la population totale de l'agglomération, ce qui ne semble pas éloigné des hypothèses que nous avons, par ailleurs, retenues.

Les causes de ces erreurs sont à rechercher dans la lenteur de l'exécution du recensement de 1967, dans son absence de rigueur, dans le désir des personnes de se vieillir ou de se rajeunir en l'absence d'état-civil, dans l'instabilité géographique des jeunes adultes immigrés et leur volonté d'échapper au fisc.

Le lieu de naissance de la population africaine a fortement varié entre 1964 et 1967 dans la plupart des régions constituant le «bassin démographique» de Victoria, mis à part le Nigeria. Les personnes nées dans la Meme ou la Ndian, départements les plus proches, semblent avoir afflué en grand nombre entre ces deux recensements, suivies par les natifs du Cameroun francophone et ceux de la province du Nord-Ouest et de la Manyu. Le nombre des personnes nées dans le Fako (dont Victoria est le chef-lieu) aurait diminué.

Tableau 4
Lieu de naissance de la population africaine en 1964 et en 1967

Lieu de naissance	1964	%	1967	%	% d'augmentation
Fako	8 855	40,0	8 502	36,4	- 4,0
Meme-Ndian	1 385	6,2	1 786	7,7	+ 29,0
reste du Cameroun anglophone	6 399	28,9	7 086	30,4	+ 10,7
Cameroun francophone	1 688	7,6	1 966	8,4	+ 16,5
Nigeria et divers	3 825	17,3	3 986	17,1	+ 4,2
Total	22 152	100	23 326	100	+ 5,3

Globalement toutefois, la part des populations de différentes origines dans la composition de la ville n'a pas fondamentalement changé. Aucun élément statistique d'origine différente ne vient confirmer ou infirmer ces tendances. On peut cependant avancer les éléments suivants :

- il n'y a aucune raison particulière pour que la sous-estimation constatée ailleurs ait porté plus sur une région que sur une autre ; à la rigueur, on peut penser que les étrangers au Cameroun anglophone, en raison des sentiments que la population locale leur porte, aient tenté plus que les autres de dissimuler leur véritable lieu de naissance et d'échapper au recensement ;

- la population est particulièrement instable et se renouvelle à un rythme rapide : en 1964, 3 500 personnes venues de l'extérieur résidaient dans l'agglomération depuis moins d'un an (44 % des nouveaux venus avaient de 15 à 34 ans) ; les départs, pour être moins nombreux, n'en sont pas moins importants, il semble donc difficile d'avoir un « instantané » de la situation démographique.

Au total, il semble raisonnable de considérer que le tableau 4 traduit les tendances générales tout en les sous-estimant.

La comparaison des structures socio-professionnelles en 1964 et 1967 à laquelle nous avons procédé s'avère délicate et les résultats demeurent difficiles à interpréter pour de multiples raisons : définitions différentes des termes utilisés, insuffisance des annotations complémentaires et manque de rigueur formelle en 1967. Ceci est particulièrement net pour les catégories de cadres, de tâcherons et de chômeurs. La notion d'actif elle-même ne peut être rigide. La distinction entre activité principale et secondaire effectuée en 1964 laisse rêveur. Le classement commode proposé dans le tableau 5 ne doit pas être pris au pied de la lettre tant les réalités qu'il recouvre sont différentes des normes européennes. On a de la peine à classer, par exemple, des journalistes du Cameroon Outlook ou du Cameroon Times, des juges ou des avocats locaux dans la catégorie « professions libérales », tant leur train de vie semble différent de celui de leurs collègues européens.

Tableau 5
Structure socio-professionnelle 1964 - 1967

Professions	1964	1967	% d'augmentation
Professions libérales et cadres	518	865	+ 47,7
Employés de bureau	1 002	1 049	+ 4,7
Commerçants	1 352	968	- 28,4
Conducteurs	432	397	- 8,1
Agriculteurs	1 320	419	- 68,3
Manœuvres et tâcherons	2 381	2 964	+ 24,5
Travailleurs manuels	1 542	1 617	+ 4,9
Forces de l'ordre	118	122	+ 3,4
Prostituées	108	205	+ 89,8
Divers actifs	135	180	+ 3,3
Total actifs	8 908	8 786	- 3,1
Chômeurs	460	699	+ 5,2
Écoliers	4 261	5 671	+ 33,1
Ménagères	2 550	3 438	+ 34,8
Divers inactifs	5 973	4 880	- 18,3
Total inactifs	13 244	14 688	+ 10,9

Le tableau 5, aussi imparfait qu'il puisse paraître, révèle un certain nombre de faits essentiels à la compréhension de la société de Victoria. Un actif fait vivre deux inactifs. Rappelons que, si quelques actifs ont des revenus dépassant 200 000 F CFA par mois, l'immense majorité des habitants ne dispose que de 3 à 15 000 F CFA. Ceci est, d'ailleurs, lié au fait qu'un actif sur trois effectue une tâche ne nécessitant aucune qualification particulière. La rapide progression du nombre d'écoliers révèle toutefois l'extraordinaire appétit d'apprendre, ce qui risque, à moyen terme, de modifier la société : les emplois de manœuvres, en l'absence de création massive d'emplois de cadres moyens et subalternes, vont être occupés par des « intellectuels certifiés » vraisemblablement moins souples que la masse des analphabètes actuels. Ajoutons que la place de l'agriculture y est relativement modeste en raison sans doute du manque d'espace agricole malgré les tolérances de la C.D.C. à l'égard des « chop farms ». Activité secondaire, elle aide pourtant bien des ménages « à joindre les deux bouts » et elle permet au chômeur et à l'immigrant de subsister dans l'attente d'un hypothétique travail salarié.

Les agriculteurs, qui constituaient le quatrième groupe actif, auraient diminué de 70 % en l'espace de deux ans. En fait, le nombre d'agriculteurs masculins est passé de 310 à 167 et celui des agricultrices de 928 à 169. La majorité des femmes ayant un petit champ vivrier ont déclaré être « ménagères ». Le nombre des agriculteurs masculins a, lui aussi, diminué mais dans de plus faibles proportions. Les agriculteurs ayant une « small chop farm » se sont-ils abstenus de le déclarer et ceci, surtout si elle se trouve sur les terres de la C.D.C. ? On peut penser que leur nombre a pu également diminuer.

Le nombre des commerçants est, lui aussi, en baisse. Conséquence de la réunification qui a orienté progressivement les circuits commerciaux sur Douala et a entraîné un repli relatif des Ibo sur le Nigeria ou sous-estimation d'une catégorie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'aime pas les enquêteurs soupçonnés d'appartenir au fisc ? Ces deux hypothèses sont plausibles.

Si l'on excepte les prostituées dont le nombre a doublé et les cadres et manœuvres dont la progression est due à une définition statistique différente entre 1964 et 1967, les autres catégories ont peu varié. En ce qui concerne les prostituées, le chiffre de 1964 ne comprenait pas les « occasionnelles » : 64.

Dans le domaine socio-professionnel, le recensement de 1967 apparaît comme critiquable ; il nous permettra cependant d'étudier les activités en fonction de l'origine des immigrants.

2 - CARACTÈRES DÉMOGRAPHIQUES GÉNÉRAUX

Le groupe des immigrants de l'agglomération présente un certain nombre de traits démographiques qui le distinguent des autochtones : une forte proportion d'hommes, notamment adultes, et une pyramide des âges se caractérisant par une silhouette obèse.

a - Répartition des immigrants par sexe (27)

Il existe un fort déséquilibre entre les sexes et principalement dans la population immigrée. Si, de 0 à 20 ans, le nombre des hommes et celui des femmes est sensiblement identique, mise à part la surmasculinité des 10-15 ans dans la population immigrée (135 %), il n'en va pas de même dans les autres classes d'âge. Dans les classes d'âge comprises entre 35 et 55 ans de la population immigrée, le nombre des hommes est trois fois supérieur à celui des femmes ; le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes dans la population native ayant de 10 à 20 ans ou plus de 50 ans.

Ces variations reflètent la place que prennent dans l'immigration les jeunes adultes célibataires. La ville perd également des hommes nés sur place parmi les jeunes mais aussi parmi les personnes âgées, les femmes s'avérant plus stables en raison de leur plus grande dépendance familiale.

Il semble que les composantes migratoires de la ville soient relativement complexes en raison de l'ancienneté des courants de migration. Elle attire des hommes de l'extérieur tout en laissant partir des natifs. Toutefois, le déséquilibre entre sexes est nettement plus fort dans la population immigrée, indice d'une immigration plus forte que l'émigration.

b - Structure par âge

La comparaison des pyramides des âges de la population native et immigrée vient confirmer l'analyse faite précédemment.

La pyramide des âges des natifs repose sur une base très large et s'atrophie très rapidement : les moins de 15 ans constituent 73 % de l'ensemble. Cette pyramide est légèrement dissymétrique au profit des femmes pour les tranches d'âge comprises entre 5 et 30 ans (13 % en plus) et pour les personnes de

(27) Voir annexe 7 et Fig. 7.

plus de 50 ans (120 % en plus). Dans le groupe des personnes âgées de 30 à 50 ans, le nombre des hommes est supérieur de 14 % à celui des femmes.

Cette structure un peu surprenante s'explique vraisemblablement par l'émigration d'hommes nés à Victoria mais n'appartenant pas aux ethnies locales, lors du départ des Allemands pour les plus de 50 ans et sous l'administration anglo-nigériane pour les jeunes adultes.

Cette émigration a pu être, soit un retour au pays d'origine des parents après un laps de temps passé dans les plantations, soit un départ vers les villes du Nigeria plus prospères, pour y être éduqué en l'absence de tout lycée au Cameroun anglophone ou pour y trouver du travail, ou en raison d'une mutation administrative.

La pyramide des âges de la population immigrée est renflée en son centre, indiquant toute l'importance des adultes, spécialement entre 10 et 35 ans (69 % du total). La base de la pyramide est étroite traduisant le faible nombre de familles entières immigrées. Le nombre d'hommes est toujours plus élevé que celui des femmes car un grand nombre d'immigrés sont des célibataires. C'est entre 10 et 40 ans que la majorité d'entre eux arrivent (76,5 % du total), entre 10 et 20 ans pour y être élève ou apprenti, plus tard pour y chercher un emploi rémunéré. Les femmes viennent plus jeunes : entre 5 et 30 ans pour les trois-quarts d'entre elles.

On peut donc imaginer le schéma migratoire suivant : l'émigration touche essentiellement les jeunes hommes adultes avec une attraction élevée pour ceux qui ont de 20 à 30 ans ; pour les femmes, moins touchées, le maximum se situe entre 15 et 30 ans ; subsidiairement le mouvement touche les enfants en âge scolaire venus là pour y recevoir une éducation ou dans l'attente du mariage pour les filles. La jeunesse relative des immigrés se comprend aisément sur le plan psycho-sociologique : que l'on songe seulement aux possibilités de promotion sociale pour ceux qui s'adaptent le mieux à la vie urbaine dans le cadre de l'aide que tous sont en droit d'attendre de leur famille déjà installée ou des «big massa» originaires de leur village ou de leur ethnie. Les femmes viennent en ville, soit en quête d'un époux (elles sont placées dans ce cas chez un parent), soit amenées par un immigré ayant fait quelques économies et revenu dans son village y choisir une épouse, parfois même à la sortie d'un lycée pour travailler dans un bureau. Dans le détail, ces phénomènes généraux ne doivent pas nous faire oublier la variété des situations individuelles.

3 - ORIGINE ET VARIATIONS DES CARACTÈRES DÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION IMMIGRÉE

a - Appartenance ethnique et lieu de naissance (Figure 6)

L'origine de la population immigrée peut être étudiée sous deux angles : selon l'appartenance ethnique et selon le lieu de naissance. Le deuxième volet de cette étude sous-estime la place des immigrés dans la population urbaine dans la mesure où une partie des enfants d'«étrangers» à la ville y naissent. Le recensement de 1967 n'a pas cru bon d'intégrer la donnée ethnique pour des raisons politiques évidentes : il est facile de gommer, dans un travail de ce genre, ce qui existe et qu'on souhaite atténuer, voire faire disparaître. Nous avons donc eu recours au recensement de 1964 pour comparer ces deux éléments d'information, ce qui donne des indications essentielles sur la place des groupes d'immigrés dans le passé et le présent.

Les gens appartenant à une ethnie du Fako (Bakweri, Bimbria essentiellement) ne représentent que 12 % de la population, alors que 40 % sont constitués par des personnes nées dans le Fako et habitant l'agglomération. Ceci souligne l'ancienneté de l'immigration et la faible représentation des autochtones. Les originaires des Grassfields et de la Manyu constituent le groupe le plus important de la ville (42 % par l'appartenance ethnique) mais il est hétérogène. Il est suivi par les Nigerians (Ibo pour les trois-quarts), les Camerounais francophones et enfin les groupes du Fako. Notons que le groupe ibo, constituant le groupe homogène le plus important, totalise plus du double du groupe bakweri, deuxième en nombre.

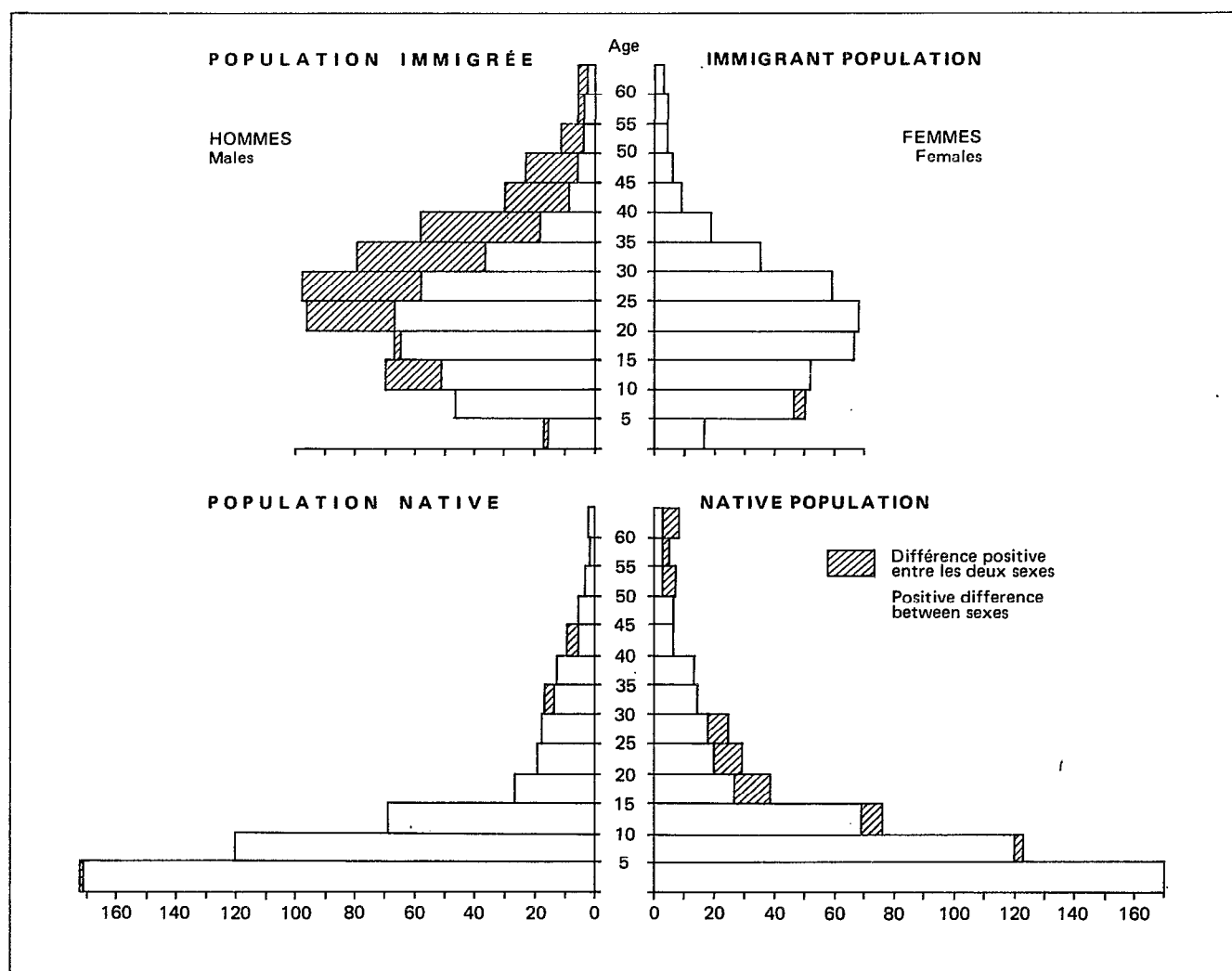


Figure 7 - Structure par âges de l'agglomération (‰) (Age structure of the agglomeration (‰))

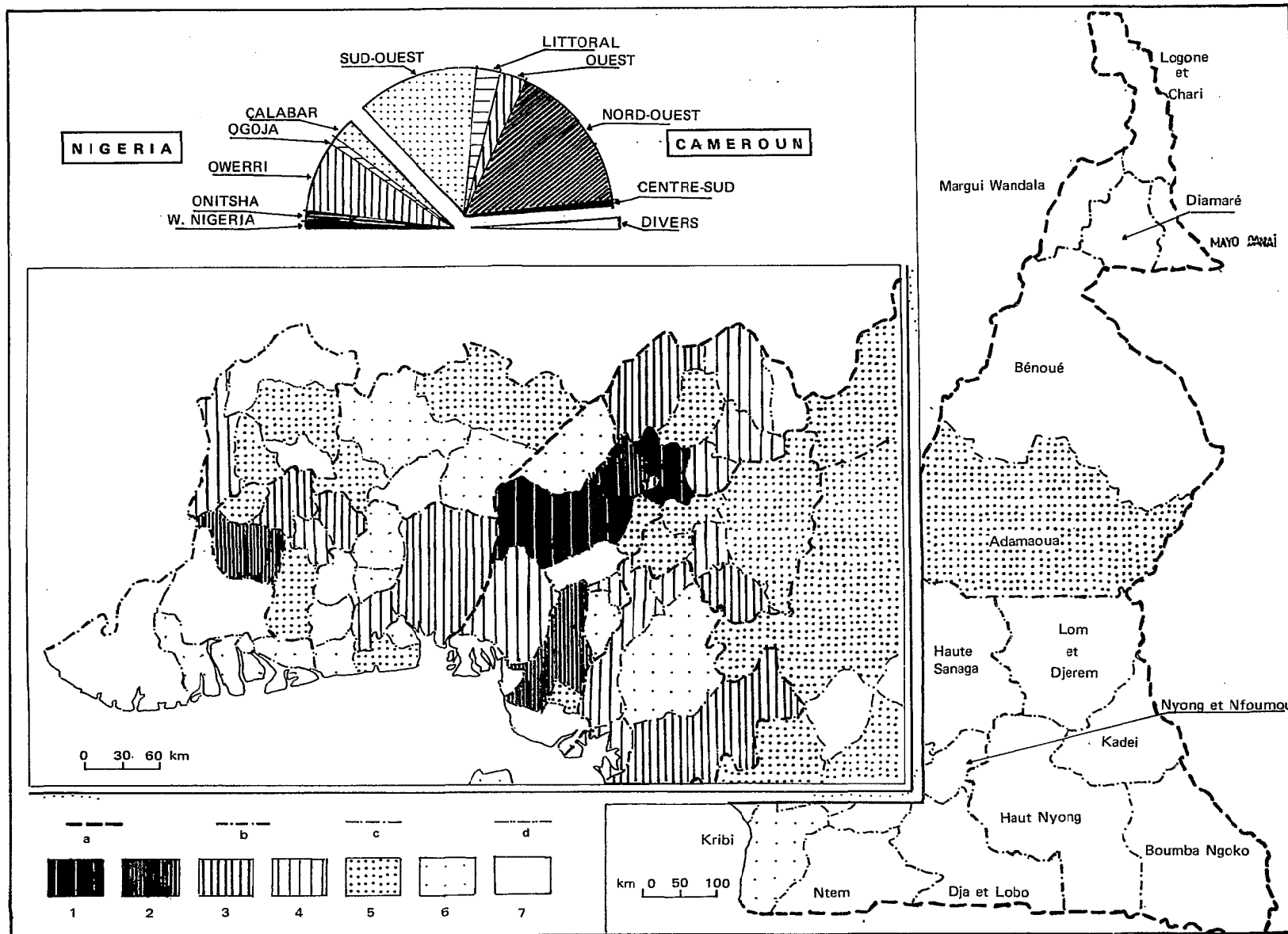


Figure 8 - Origine des immigrés (Immigrants origin)

a. Frontière internationale (International boundary) - b. Limite provinciale (Provincial boundary) - c. Limite départementale (Divisional boundary) - d. Limite d'arrondissement (Subdivisional boundary)

% Population immigrée (Immigrants)

1 : Plus de (More than) 130‰ - 2 : 60 - 100‰ - 3 : 20 - 60‰ - 4 : 10 - 20‰ - 5 : 2 - 10‰ - 6 : 0,5 - 2‰ - 7 : Moins de (Less than) 0,5‰

Si, toutefois, l'on regarde le fonds de peuplement de la ville le plus ancien en même temps que le plus stable, c'est-à-dire les adultes nés sur place et n'ayant jamais résidé ailleurs, on constate un renversement des positions des groupes ethniques (tableau 6).

Tableau 6
Population âgée de plus de 15 ans, née sur place et n'ayant jamais résidé ailleurs,
selon l'appartenance ethnique (1964)

Groupes ethniques	N'ayant jamais résidé ailleurs		Total par ethnie		% de personnes stables /total ethnie
Fako	334	(53,1 %)	1 528	(12,2 %)	21,9
Cameroun francophone	160	(25,4)	1 785	(14,3)	9,0
Nigeria et autres	79	(12,6)	3 005	(24,0)	2,6
Grassfields + Manyu	48	(7,6)	5 193	(41,5)	0,9
Meme + Ndian	8	(1,3)	1 000	(8,0)	0,8
Total	629	(100)	12 511	(100)	5,0

Ce tableau traduit les changements survenus dans l'origine des immigrés, changements liés en partie aux politiques successives menées par les maîtres de la région.

b - Lieu de naissance des immigrés en 1967

Les huit-dixièmes des immigrés résidant à Victoria en 1967 étaient nés dans trois régions seulement : le Bamenda ou province du Nord-Ouest, la province du Sud-Ouest ou zone forestière du Cameroun anglophone et la région orientale du Nigeria. Chacune de ces régions contribuait pour au moins un quart (un tiers pour le Bamenda) à l'immigration vers Victoria. Les régions francophones du Cameroun n'y participaient que dans la proportion de 13 %. Les 3,5 % restants provenaient pour les deux-tiers des régions occidentales et septentrionales du Nigeria et pour un tiers de pays variés. On ne notait pas de différences significatives entre les lieux de naissance des immigrés adultes et ceux de l'ensemble des immigrés.

A l'intérieur des grandes régions pourvoyeuses en émigrants, les différences entre arrondissements sont parfois remarquables ainsi que le montre la carte «Origine des immigrés».

Si l'arrondissement de Bamenda-Bali fournit la moitié des émigrants de la province du Nord-Ouest, celui de Nwa ne participe pas au courant migratoire. Gwofon (actuel département de la Momo) et Wum, gros pourvoyeurs en travailleurs des plantations se situent après Bamenda avec respectivement 7 et 5 % des immigrés de Victoria. Nkambe, Ndop et Nso, arrondissements plus septentrionaux et plus riches, se situaient dans la tranche des 1 à 2 %. L'arrondissement de Njinikom au centre du Bamenda, plus isolé que les autres, avait une très faible participation.

Dans la province du Sud-Ouest, c'est l'arrondissement de Mamfé, à près de 200 km de Victoria, qui arrive largement en tête avec 51 % du contingent d'émigrés. Des arrondissements moins actifs mais mal reliés à Victoria, Nguti, Bamusso, Akwaya et Fontem, n'ont qu'une participation dérisoire au mouvement migratoire. Tombel, plus prospère, échappe totalement à l'attraction de Victoria, mais peut-être pas à celle des villes du Mungo. Bangem, Ndian et Muyuka envoient chacun 1 % des immigrés de Victoria. Kumba, avec plus d'un tiers des émigrés de la province du SW est la seule région prospère à participer activement au mouvement.

De cette série d'observations, on peut déduire, avec toutes les précautions d'usage en matière de généralisation, les éléments suivants :

Tableau 7
Lieu de naissance des immigrés par province et pays *

Province ou Pays	Total	%	Plus de 15 ans	%
Sud-Ouest	4 028	26,7	2 800	25,5
Nord-Ouest	4 944	32,8	3 863	35,1
Ouest	851	5,7	653	5,9
Littoral	783	5,2	517	4,7
Centre-Sud	274	1,8	210	1,9
Nord	52	0,4	49	0,5
Est	6	-	6	-
Cameroun	10 938	72,6	8 098	73,6
Nigeria oriental	3 627	24,1	2 535	23,0
Nigeria occidentale	273	1,8	195	1,8
Nigeria septentrional	44	0,3	39	0,4
Nigeria	3 944	26,2	2 769	25,2
Europe	107	0,7	74	0,7
Amérique	31	0,2	25	0,2
Divers	52	0,3	32	0,3
Total	15 072	100	10 998	100
* voir annexe 9 pour plus de détail				

- les arrondissements urbains (Bamenda, Mamfé, Kumba) sont ceux qui participent le plus activement au flux migratoire en direction de Victoria : 37 % des immigrés étaient nés dans ces trois circonscriptions administratives ; il semble donc que l'enracinement est moins grand dans les arrondissements où se trouve une ville promue au rang de chef-lieu administratif depuis l'arrivée des Européens ; il se peut aussi que ces villes servent de relais, de premier stade à l'émigration ;
- les arrondissements ruraux les plus touchés par l'émigration vers Victoria sont en même temps ceux qui fournissent les gros bataillons de manœuvres des plantations : Wum et Gwofon (plus de 10 % du total) ;
- il n'y a pas, enfin, de relation directe entre pauvreté et propension à l'émigration comme en témoigne le faible nombre d'immigrés provenant des arrondissements marginaux ; il semble y avoir, par contre, une certaine corrélation entre l'importance du réseau routier et le nombre des départs.

Dans le Nigeria oriental, deux provinces, celles d'Owerri et de Calabar envoyaient les quatre cinquièmes des immigrés. En fait, quatre divisions fournissaient les deux-tiers du contingent : Owerri, Bende, Okigwe et Calabar. Dans sept autres divisions étaient nées de 100 à 200 personnes résidant à Victoria. Il s'agit de zones rurales surpeuplées du pays ibo (plus de 300 h au km²) ou, dans le cas de Calabar, de zones très tôt reliées à Victoria par terre et par mer.

Du Cameroun francophone, ne sont arrivés à Victoria que de faibles contingents venus de deux pôles principaux : le pays bamiléké (et notamment les arrondissements de Bangangté, Bafoussam et Bafang) et le Littoral (Sanaga maritime et Moungo). Yaoundé, capitale du pays, ne participait que pour 1 % au total des immigrés. Ont joué les liens anciens (période allemande et antérieure) avec les pays bassa, bamiléké, douala et ewondo. La réunification n'a pas renforcé considérablement ces liens. On peut toutefois noter que ce sont les arrondissements qui alimentent en hommes l'ensemble des villes du Cameroun francophone qui sont les mieux représentés à Victoria.

La population immigrée résiduelle est composée de personnes témoignant par leur présence des avatars historiques de la ville : Guinéens de Fernando Poo rappelant l'origine de la ville écartelée entre les

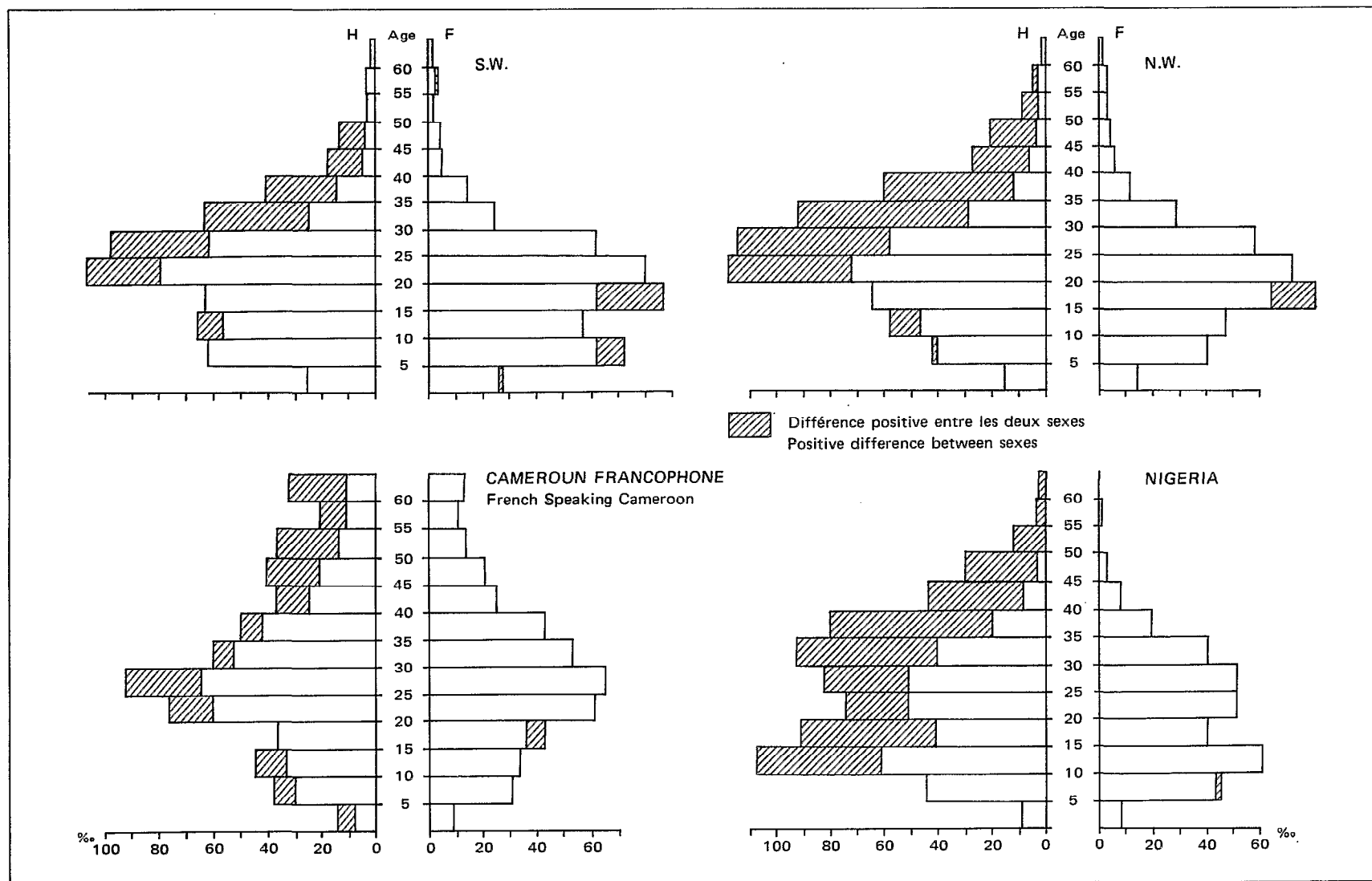


Figure 9 - Structure par âges de la population immigrée selon la région d'origine (‰)
 (Age structure of the immigrant population according to the region of birth (‰))

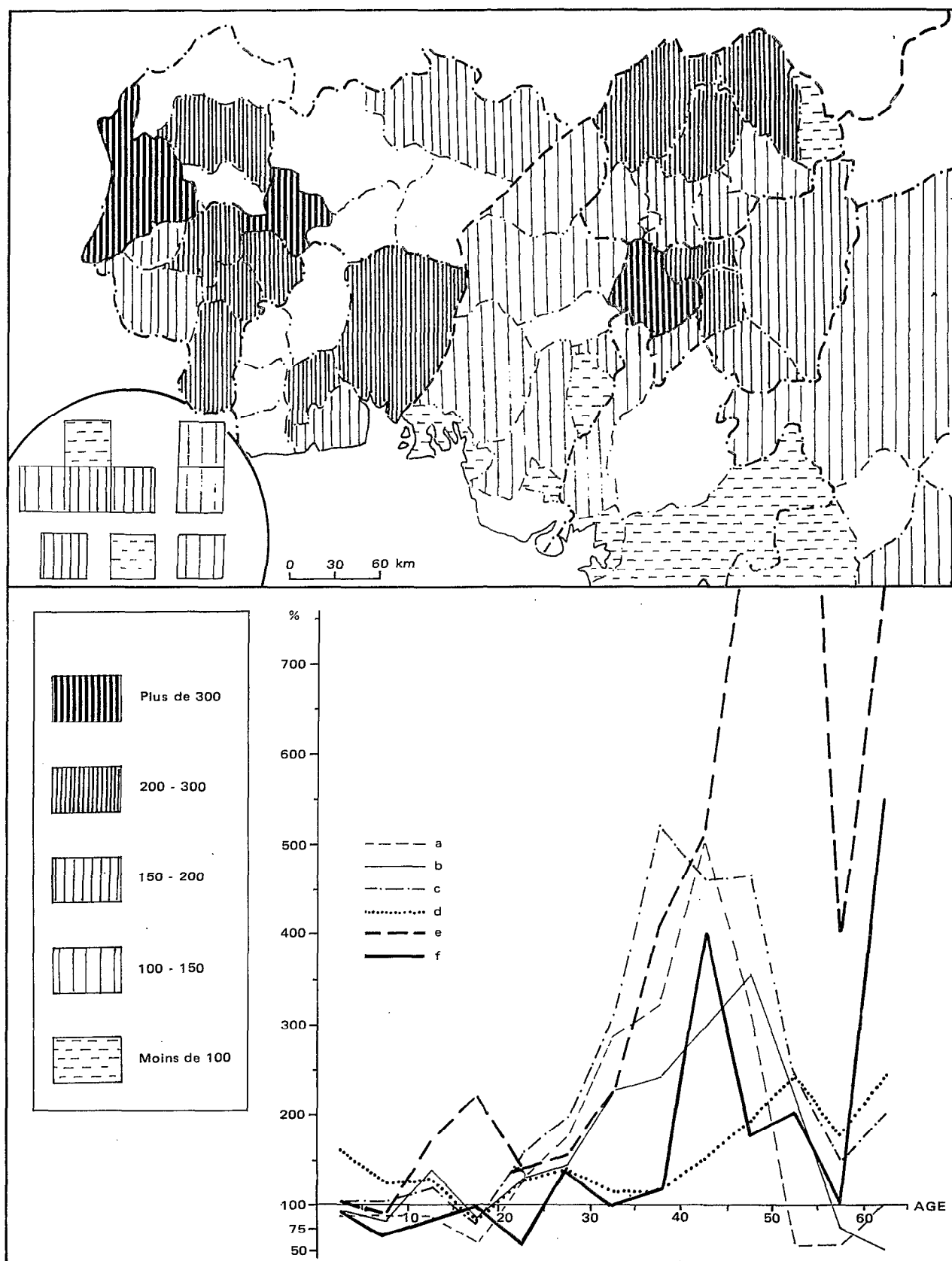


Figure 10 - Nombre d'hommes pour 100 femmes selon l'origine
 (Number of males for 100 females according to birthplace)
 a - SSW (Fako, Meme, Ndian) - b - NSW (Manyu) - c - NW - d - Cameroun francophone (French speaking Cameroon) - e - Nigeria - f - autres pays (other countries).

pirates de Bota venus de l'île et les Douala du cap Bimbisa, Sierra-Léonais rappelant la tentative du pasteur Saker de créer une ville composée d'esclaves libérés, Ghanéens, Indiens et Anglo-Saxons rappelant le mandat britannique, Suisses et Allemands rappelant l'impulsion germanique dans les activités missionnaires et de plantations, Français rappelant l'appui de la France en matière de coopération culturelle à son ancien territoire camerounais sous mandat, devenu le leader de l'éphémère fédération camerounaise.

c - Immigrés hommes et femmes selon l'origine

Les hommes viennent-ils des mêmes régions que les femmes ? Pour une même région, quel est le nombre d'hommes et de femmes ? Ce rapport est-il identique quel que soit l'âge ou varie-t-il et, s'il varie, le lieu de naissance influe-t-il sur cette variation ? Autant de questions auxquelles nous allons nous efforcer d'apporter une réponse.

Première constatation (28) : les hommes ne viennent pas exactement des mêmes régions que les femmes. Sur 100 hommes, 29 provenaient du Nigeria contre 23 femmes, 34 de la province du Nord-Ouest contre 32 femmes. Par contre, la Manyu fournissait 16 femmes pour 13 hommes, le Littoral 7 femmes pour 4 hommes, le Fako, la Meme et la Ndian 15 femmes pour 11 hommes.

Les zones les plus proches de Victoria contribuaient proportionnellement plus à la formation de la population féminine immigrée que les régions les plus éloignées. La distance semble être un facteur limitatif de l'émigration féminine plutôt que masculine.

Le nombre d'hommes pour 100 femmes (29) varie considérablement en fonction du lieu de naissance et de l'âge. Pour 100 immigrées, il y avait 157 immigrés dans l'ensemble. Cette proportion était plus forte chez les groupes venant du Nord-Ouest (179), de l'Ouest (189) et du Nigeria (198). A l'inverse, elle l'était moins chez les originaires de la Manyu (135), le Centre et le Nord du Cameroun francophone (129), la partie sud de la province du Sud-Ouest (119) et chez les Européens. Cas particulier : le Littoral. Il y avait en effet plus d'immigrées que d'immigrés.

L'analyse cartographique confirme ces constatations. Au Nigeria, dix circonscriptions administratives envoyaient deux fois plus d'hommes que de femmes et trois, trois fois plus d'hommes. Dans les Grassfields et le pays bamiléké (NW et W), sept circonscriptions sur quatorze fournissaient un contingent d'immigrés double de celui des immigrées et, deux d'entre elles, un contingent triple. Ces trois grandes régions constituaient les trois-quarts de la population immigrée. Il semble donc que plus la population émigrant vers Victoria est élevée, plus elle est composée d'hommes.

Au contraire, certains arrondissements apportant une faible contribution à l'émigration vers Victoria, ont un rapport entre les deux sexes plus favorable aux femmes. Dans cette catégorie, se classent les départements de la Sanaga maritime, le Wouri, le Nyong et Kellé (50 à 350 immigrés) et quatre arrondissements ayant moins de 100 immigrés chacun et situés au Cameroun anglophone.

Les circonscriptions urbaines (Bamenda, Kumba, Mamfé) ont un taux de masculinité proche du taux général : un peu plus d'hommes que de femmes en viennent.

C'est en général au-delà de 30 ans que s'accroît le fossé entre hommes et femmes. Il y a ainsi plus de deux hommes pour une femme entre 15 et 20 ans et au-delà de 30 ans chez les Nigériens, entre 30 et 55 ans chez les originaires des Grassfields et de la Manyu, entre 30 et 50 ans pour ceux qui sont nés dans le sud de la province du Sud-Ouest. Les Européens et autres étrangers, entre 40 et 55 ans, les Camerounais francophones de plus de 50 ans présentaient également un taux de masculinité supérieur à 200.

(28) Sur 100 immigrés, 24 provenaient de la province du NW, 29 du Nigeria, 24 du SW ; sur 100 immigrées, 32 étaient nées dans la province du NW, 31 dans celle du SW et 23 au Nigeria.

(29) Voir Figure 10 «Nombre d'hommes pour 100 femmes».

Il se dégage donc de cette étude des immigrés par sexe une impression de variété attachée au lieu de naissance et, en fait, à l'appartenance ethnique.

d - Structure par âge des immigrés selon l'origine

Tableau 8
Les circonscriptions administratives selon la structure par âge de leurs immigrés

Prédominance des	Cameroun francophone	Cameroun anglophone	Nigeria
Enfants (0-15 ans)	Wouri (Douala)	Muyuka	Lagos
Jeunes adultes (15-30 ans)	Menoua Mifi Moungo	Akwaya Bali Bamenda Bui (Nso) Fontem Fundong (Njinikom) Mamfé Momo (Gwofon) Ndian Ndop Nkambe Tombel Wum	Afikpo Eket Uyo
Adultes âgés (30-45 ans) + Jeunes adultes (15-30 ans)	Bamoun Bamboutos Haut Nkam Ndé N. Cameroun Sanaga maritime		Aba Bende Calabar Nigeria occidentale Ogoja Onitsha Orlu Owerri Umuahia N. Nigeria
Adultes âgés (30-45 ans)			
Vieux (+ de 45 ans) + jeunes adultes	Mbam		
Vieux (+ de 45 ans)	Méfou (Yaoundé) Nyong et Kellé		

Les deux cartes intitulées «Lieu de naissance des immigrés(ées) par tranches d'âge» nous éclairent sur la structure par âge des groupes d'immigrés en fonction de leur origine géographique. Une carte divisée en quatre cartons a été établie pour chaque sexe. Sur chaque carton est reporté, arrondissement par arrondissement, le pourcentage de personnes immigrées du sexe étudié appartenant à une des quatre classes d'âge : les enfants (0 - 15 ans), les jeunes adultes (15 - 30 ans), les adultes âgés (30 - 45 ans) et les vieux (plus de 45 ans) (30). De la confrontation des huit cartons se dégage un certain nombre de types de structure par âge. Il est ainsi possible de distinguer sept groupes de circonscriptions administratives où l'on trouve, parmi les immigrés, essentiellement :

(30) Que l'on ne s'étonne point de ce découpage en classes d'âge qui correspond à la réalité locale en raison de l'espérance de vie, de la mise en activité et de l'arrêt de l'activité des individus.

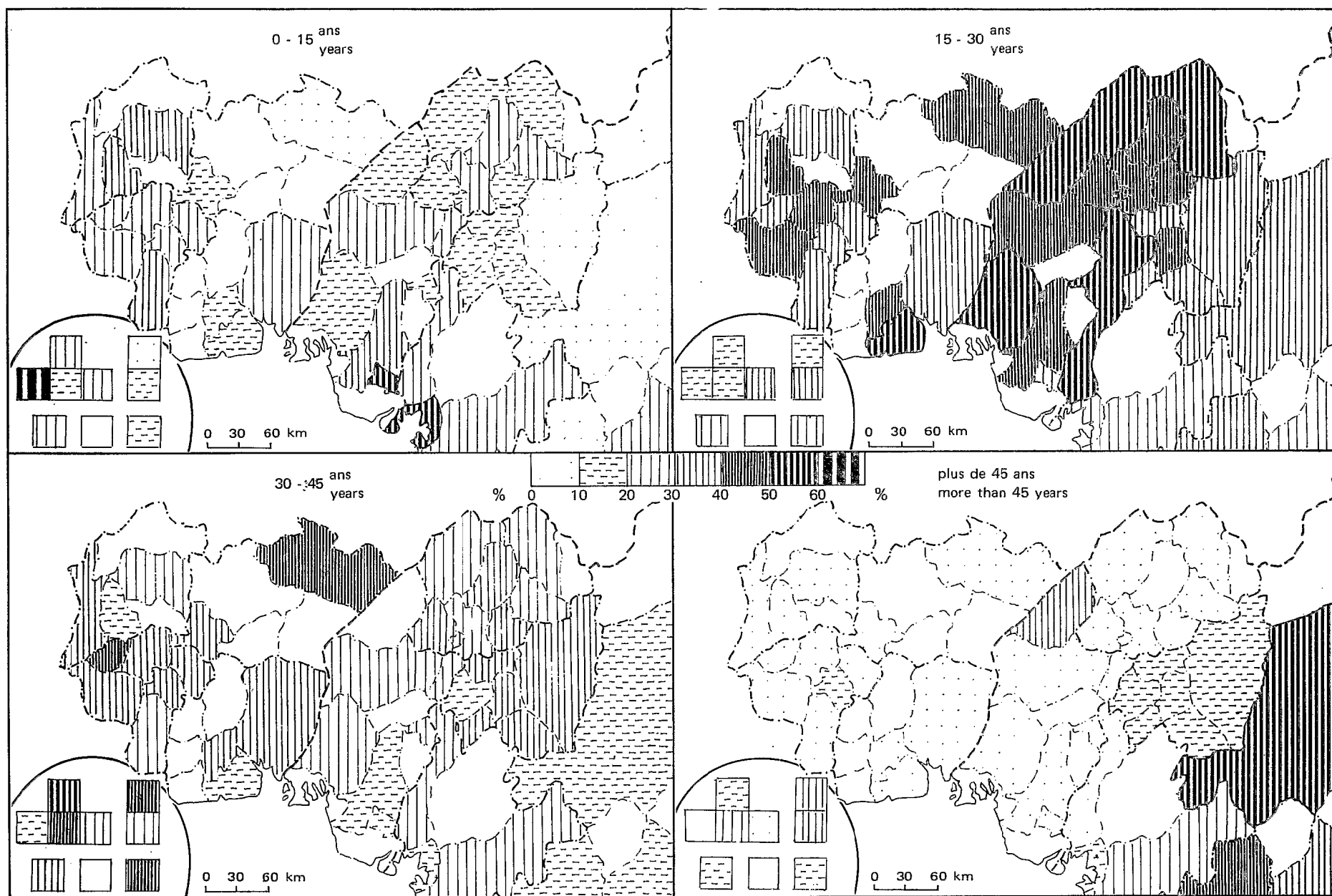


Figure 11 - Lieu de naissance des immigrants par tranches d'âge (Birthplace of male immigrants per age groups)

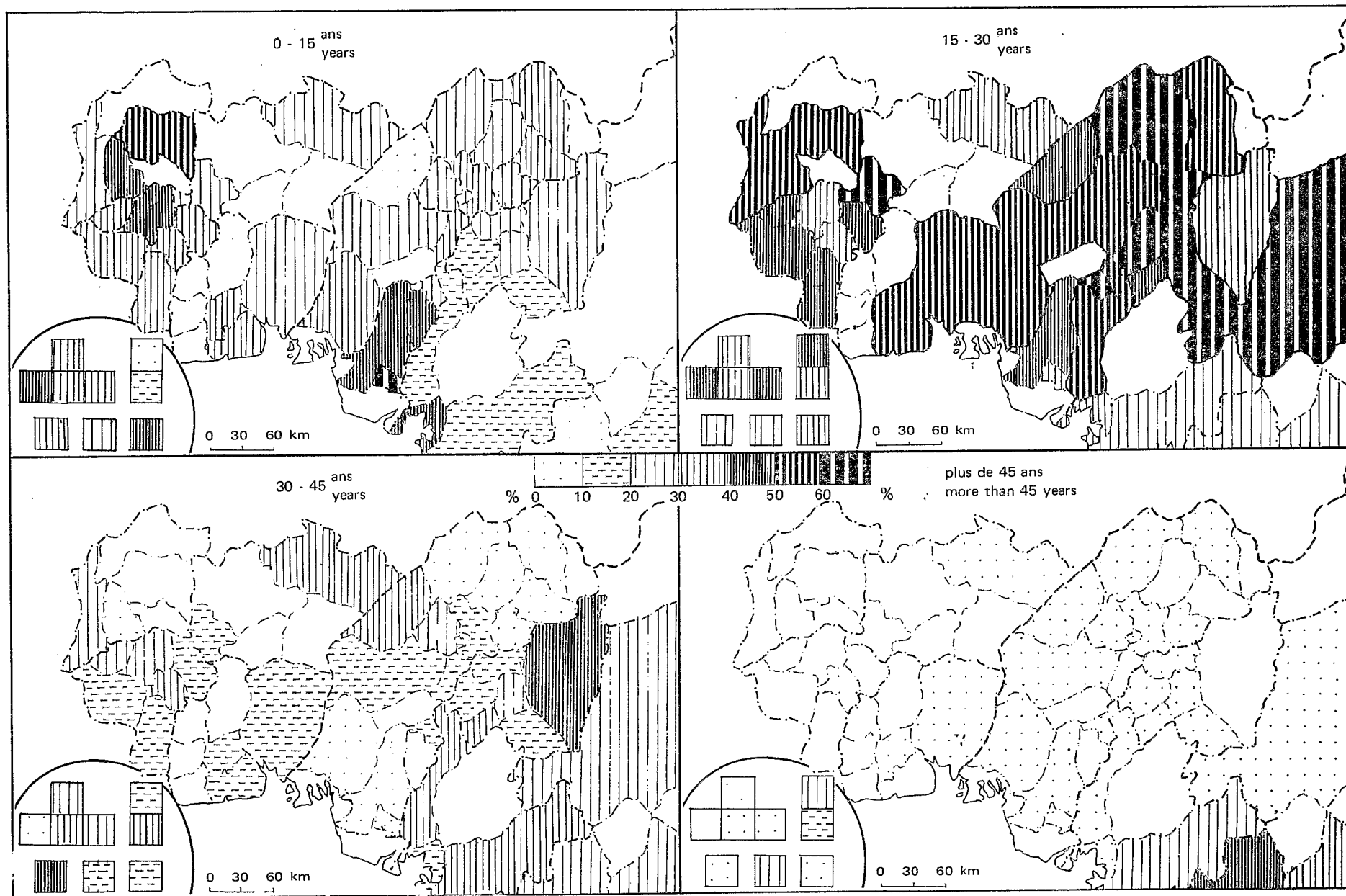


Figure 12 - Lieu de naissance des immigrées par tranches d'âge (Birthplace of female immigrants per age groups)

- 1 - des enfants (exemple : Muyuka) ; 2 - de jeunes adultes et des enfants (ex. : Kumba) ;
 3 - de jeunes adultes (ex. : Wum) ; 4 - des adultes âgés et jeunes (ex. : Owerri) ;
 5 - des adultes âgés (ex. : Nigeria septentrional) ; 6 - des vieux et des adultes jeunes (ex. : Mbam) ;
 7 - des vieux (ex. : Nyong et Kellé).

Les groupes composés uniquement d'enfants proviennent des circonscriptions proches (Douala, Muyuka) à l'exception de Lagos. Ceux qui sont composés de vieux sont originaires du Centre-Sud du Cameroun. Les jeunes adultes sont majoritaires dans les groupes venus du Cameroun anglophone (14 sur 17). Parmi les groupes nigériens et bamiléké, la plupart des contingents sont composés d'adultes âgés et jeunes, les femmes étant beaucoup plus jeunes que les hommes.

Ces variations nous semblent la traduction des variations des phases migratoires : les vieux venus d'Eséka, Édéa et Bafia, seraient arrivés à l'époque allemande, les adultes âgés du Nigeria et du pays bamiléké se seraient principalement installés au cours du mandat britannique, l'après-guerre aurait vu s'affirmer le courant en provenance du Cameroun anglophone et depuis l'indépendance l'émigration en provenance du Cameroun de l'ouest et du Littoral aurait repris, le principal courant venant toutefois du Cameroun anglophone.

4 - L'ACTIVITÉ DES IMMIGRÉS

La recherche d'une activité permettant de vivre - survivre serait le terme sans doute le plus approprié - est une des raisons de la venue de personnes à Victoria. Il n'est donc pas étonnant qu'elles occupent dans les activités une place prépondérante, supérieure en tout cas à leur nombre relatif.

Les immigrés constituent, en effet, 64 % de la population totale de l'agglomération, mais 87 % de la population active. Ils forment donc l'immense majorité de la population active comme l'indique le tableau 9.

Tableau 9
Natifs et immigrés par branches socio-professionnelles (1967)

	Natifs	Immigrés
Agriculteurs, pêcheurs, «vignerons»	17 %	83 %
Artisans, travailleurs manuels	17	83
«Services» divers	23	77
Commerçants	7	93
Serviteurs, aides, tâcherons	8	92
Mancœuvres	6	94
Chauffeurs, conducteurs	15	85
Techniciens, contremaîtres	19	81
Employés de bureau	19	81
Personnel d'encadrement	18	82
Forces de l'ordre	7	93
Missionnaires, enseignants	19	81
Total actifs	13	87
Chômeurs	24	76
Scolaires	50	50
Ménagères	21	79
Inactifs divers	74	26
Total inactifs	50	50

Les natifs prennent une part importante de l'activité de la branche «services» divers en raison du nombre de loueurs de case professionnels autochtones (53 %) et de celui des prostituées d'origine locale (24 %). Ils occupent une place proportionnellement plus importante que leur nombre dans les activités supposant une instruction, une compétence technique ou donnant des responsabilités : entre 15 et 20 % du personnel d'encadrement, des missionnaires et enseignants, des employés de bureau, des techniciens et contremaîtres, des chauffeurs et des travailleurs manuels sont nés dans l'arrondissement de Victoria. Ils sont également agriculteurs (19 % du total de la catégorie). Dans les branches d'inactifs, ils représentent 50 %. Il faut toutefois en retrancher les enfants en bas âge et les scolaires nés sur place pour avoir une idée du degré réel d'inactivité des natifs adultes.

Les immigrés occupent de fortes positions dans les secteurs du commerce, dans les forces de l'ordre et dans des emplois ne nécessitant que peu ou pas de qualifications. Ils sont présents dans tous les autres secteurs mais y ont une représentation relativement moins importante.

Une étude minutieuse de l'origine des personnes actives regroupées en quarante branches socio-professionnelles a permis de réaliser un regroupement de ces branches en fonction du poids relatif de chaque région : les résultats sont exposés dans les constructions graphiques de la figure 13.

Sur quarante secteurs socio-professionnels, une région constituait 50 % du total des actifs du secteur dans neuf cas et, dans dix-neuf cas, plus de 33 %. C'est dire qu'une certaine spécialisation ethno-géographique existe dans l'éventail professionnel de la ville. Ainsi, voit-on les Nigériens dominer les secteurs des aides, serveurs et domestiques, des bouchers, des réparateurs, des pêcheurs, des commerçants et des tailleurs ; les natifs sont nombreux à être travailleurs des métaux ou contremaîtres tandis que les représentants des forces de l'ordre ou les vendeurs de vin de palme seraient originaires, plutôt, du Bamenda.

Les personnes nées à Mamfé sont particulièrement nombreuses parmi les prostituées, les électriciens et les employés de bureau. Les «vignerons» ou collecteurs de vin de palme, pour 45 % d'entre eux, sont nés dans l'actuel département de la Momo (Gwofon) connu pour son activité de collecte du vin de palme au Cameroun anglophone. Les Européens sont nombreux à être missionnaires ou cadres mais leur place est minime par rapport à celle qu'ils occupent à Douala par exemple.

Parfois, deux zones ou plus peuvent se disputer le monopole d'une profession. C'est le cas des travailleurs médicaux (Victoria, Bamenda), du bâtiment (Nigeria, Bamenda), du bois (Victoria, Bamenda), des hommes d'affaires (Nigeria, Bamenda).

Ce phénomène s'explique par la force de l'«atavisme» ethnique : les parents initient leurs enfants aux techniques qu'ils connaissent ou favorisent leur entrée dans l'entreprise ou l'administration dans laquelle ils se trouvent (31). Il peut y avoir concurrence entre groupes également compétents dans le même secteur. Presque toujours cependant, l'un d'entre eux est parvenu à éliminer l'autre ou à réduire son influence grâce à l'efficacité des réseaux d'entraide dont il dispose. Il en a été sans doute ainsi pour les pêcheurs nigériens face à leurs homologues camerounais, pour les commerçants ibo face aux bamiléké, pour les «vignerons» de la Momo face à leurs concurrents de la Sanaga maritime, pour les bouchers ibo face à leurs homologues des Grassfields (Bali, Aghem).

Les administrations ont également joué leur rôle bien qu'il ne faille pas le surestimer en sélectionnant les enfants dignes d'aller à l'école ou en favorisant tel ou tel groupe dans les plantations, les forces de l'ordre ou les divers services de l'État ou des collectivités locales. Les groupes les mieux installés près des leviers de commande de l'État sous l'administration britannique ou dans l'ex-État fédéré ont systématiquement poussé en avant les gens de leur famille, de leur village ou de leur groupe : Nigériens et Bakweri sous l'administration britannique, gens des Grassfields et Banyang depuis l'indépendance.

(31) Parmi les travailleurs manuels, pour 100 travailleurs indépendants il y avait 22 apprentis en 1967. Le nombre des apprentis variait de 7 % chez les bouchers à 59 % chez les mécaniciens.

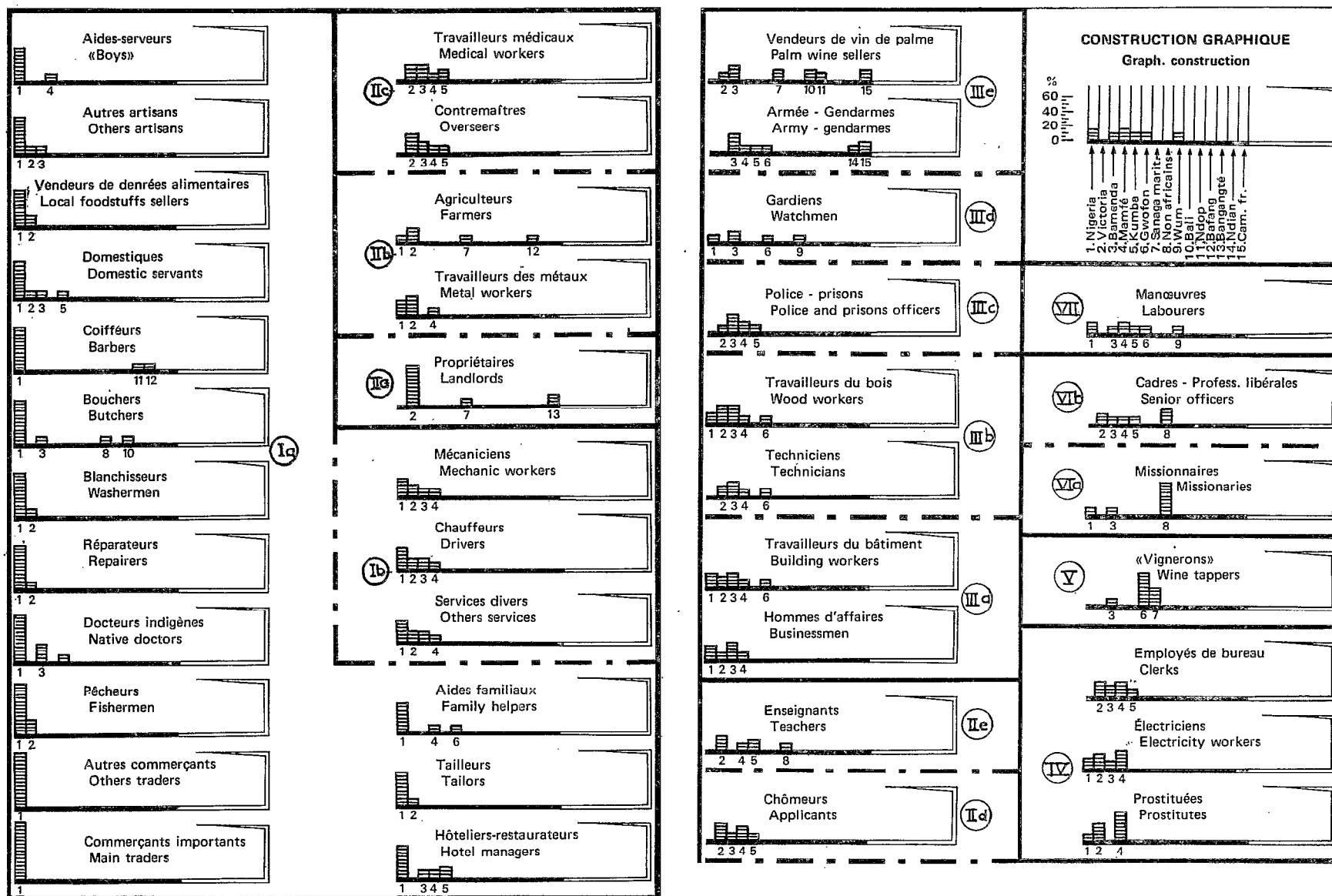


Figure 13 - Lieu de naissance de la population active de l'agglomération de Victoria selon les professions
(Birthplace of the active population of Victoria agglomeration according to occupations)

En 1967, toutefois, trois groupes jouaient un rôle prépondérant dans les activités de la ville : les Nigériens (Ibo, Ibibio) et les originaires des arrondissements de Bamenda (Bafut, Ngemba) et de Mamfé (Banyang, Ejagham). Les personnes nées dans le Nigeria oriental représentaient plus de 10 % des actifs dans 28 professions sur quarante, celles nées à Bamenda, plus de 10 % dans 25 professions et celles nées à Mamfé, plus de 1 actif sur 10 dans 22 professions. Les Camerounais nés en pays francophone ne sont présents que dans les métiers d'agriculteur, de loueur de case, de vigneron, de gendarme, de coiffeur et de vendeur de vin de palme. Cette faible place indique que si les deux parties du Cameroun sont intégrées politiquement, elles ne le sont pas encore sur le plan humain. Tout laisse à penser cependant que le repli des Nigériens risque d'être comblé par les gens du Bamenda comme cela se voit chez les hommes d'affaires.

Parmi les scolaires fréquentant les établissements d'enseignement de l'agglomération, plus de 50 % étaient nés hors de l'arrondissement de Victoria. L'origine des immigrants scolaires était quelque peu différente de celle de la totalité des immigrés comme le montre le tableau 10.

Tableau 10
Scolaires selon l'origine géographique

	Scolaires		Immigrés
	Total	%	%
Arrondissement de Victoria	2 809	49,5	35,8
Arrondissement de Muyuka + Meme + Ndian (S.S.W.)	483	8,5	8,0
..... dont arrondissement de Kumba	(387)	(6,8)	(6,2)
Manyu	465	8,2	9,1
..... dont arrondissement de Mamfé	(447)	(7,9)	(8,8)
Nord-Ouest	1 070	18,9	21,1
..... dont arrondissement de Bamenda	(523)	(9,2)	(8,9)
Cameroun francophone	266	4,7	8,4
..... dont Douala	(64)	(1,1)	(0,9)
Nigeria	546	9,6	16,8
Divers	32	0,6	0,8
Total	5 671	100	100

Le nombre d'immigrants scolaires était proportionnellement plus élevé que celui de la totalité des immigrés dans la zone proche et paradoxalement dans certains arrondissements urbains comme Kumba, Bamenda ou Douala. Le nombre des scolaires provenant du Nigeria était largement inférieur à la place occupée par les originaires de ce pays dans la ville. L'attraction de la ville dans le domaine de l'éducation s'exerce donc prioritairement dans le Cameroun anglophone et sur d'autres villes pourvues d'équipements scolaires. Ce dernier point est difficilement explicable dans la mesure où Victoria ne dispose que d'un équipement scolaire secondaire incomplet. Il n'en reste pas moins que l'immigration scolaire constitue le cinquième de l'immigration totale et il ne fait pas de doute que cette forme d'immigration contribuera fortement à modifier le visage social de la ville.

L'immigration féminine, pour être moins importante que son pendant masculin n'en contribue pas moins à l'activité de la ville pour une part non négligeable. Un immigré actif sur sept est une femme.

Les femmes n'ont accès qu'à un certain nombre d'activités, et, dans ces activités, n'occupent que des positions subalternes. On notait cependant à Victoria relativement plus de femmes que dans les villes francophones dans des emplois traditionnellement occupés par des hommes : chauffeur de taxi, gardien de prison, chef d'un service administratif ou médecin. Cela est à mettre au compte du libéralisme anglo-saxon qui a, dans ce domaine, marqué la région. Il n'en reste pas moins que la majorité des femmes ont une occupation ne nécessitant aucune qualification : vendeuses de denrées locales en petite quantité, domestiques, aides familiales ou serveuses, prostituées, petites agricultrices, loueuses de cases. Ces activités occupaient

72 % des femmes actives et revêtaient une grande importance économique et sociale dans la cité. Entre natives et immigrées cependant, des différences sont perceptibles. Les natives travaillent proportionnellement plus que leurs consœurs immigrées et elles sont, par ailleurs, mieux représentées dans les emplois supposant une certaine qualification que dans les autres types d'emploi, comme le montre le tableau 11.

Tableau 11
Femmes natives et immigrées selon l'activité

	Total	Natives	Immigrées
a - Professions ne nécessitant aucune qualification			
domestiques, aides, serveuses	385	20 %	80 %
vendeuses	288	15	85
prostituées	205	24	76
agricultrices	169	28	72
loueuses de case	61	75	25
Total	1 108	24	76
b - Professions supposant une certaine qualification			
employées de bureau	145	45 %	55 %
travailleuses médicales	93	35	65
enseignantes	75	24	76
couturières	54	35	65
divers	56	50	50
Total	423	39	61

5 - LES IMMIGRÉS DANS LA VILLE

Les immigrés, par leur nombre, leur répartition et leur activité, contribuent à modeler les quartiers de l'agglomération et à leur donner un profil original.

Pour en rendre compte, nous avons établi trois cartes intitulées :

- composition géographique de chaque quartier,
- pyramide des âges de chaque quartier,
- activités de la population immigrée selon les quartiers.

Dans les deux premières cartes, l'agglomération a été divisée en six quartiers : Station, New Town, Gardens, Buea Road, Bota G.R.A. et les camps de Limbé, Middle Farm et Bota. Dans la troisième, le camp de Bota, situé en bord de mer a été dissocié des deux autres camps situés à l'intérieur. Ce découpage de l'espace a été choisi en fonction des paysages urbains et des regroupements rendus possibles par la manière dont a été établi le recensement administratif.

a - Composition géographique de chaque quartier

Les natifs représentent de 30 à 40 % de la population de chaque quartier. C'est à New Town qu'ils sont les plus nombreux. Et si l'on ne tient compte que de la population native adulte, c'est 41 % de cette population qui vit à New Town contre 19 % dans les camps de la C.D.C., 18 % à Buea Road et beaucoup moins dans les trois autres quartiers (3 à 11 %). New Town est donc bien le quartier natif le plus important de l'agglomération.

Les groupes d'immigrés eux-mêmes sont loin d'avoir une répartition semblable dans les six quartiers. Certains d'entre eux ont même tendance à se regrouper en un ou deux quartiers. Ainsi, 91 % des Nigériens sont concentrés à New Town (57 %) et Buea Road, 66 % des Européens au G.R.A. et dans le

jardin botanique, plus de 64 % des Camerounais francophones dans le G.R.A. et à New Town. Il semble cependant que les immigrés venus des zones les plus lointaines aient eu tendance à se regrouper plus que ceux des régions proches.

Tableau 12
Les quartiers selon l'origine géographique de leurs habitants en %

Régions d'origine	Bota GRA	Buea Rd	Gardens	Limbe M.F. Bota CDC	New Town	Station	T
Victoria	30,5	33,6	31,3	40,2	36,8	37,2	36,0
S. S. W.	20,5	5,4	7,3	12,4	5,5	8,7	8,0
N. S. W.	2,9	9,3	11,9	9,9	8,0	8,6	9,1
Nord-Ouest	18,4	23,7	21,7	30,9	12,4	16,3	20,7
Cameroun francophone	9,7	14,5	11,8	2,9	7,9	4,5	8,4
Nigeria	7,8	12,8	16,0	3,7	29,1	22,0	17,0
Divers	10,2	0,7	--	--	0,3	2,7	0,8
Total	100	100	100	100	100	100	100
en gras : représentation supérieure à la moyenne							

Le tableau 12 montre la présence, à Victoria, d'un quartier où dominent les gens du sud de la province du Sud-Ouest et les Européens (Bota G.R.A.), un quartier de Nigériens et de natifs (New Town), un quartier de Nigériens et d'Européens (la Station) et trois quartiers peuplés de Camerounais où dominent les gens des Grassfields : les camps de la C.D.C., Buea Road et Gardens. Les trois premiers jouent un rôle de direction dans l'agglomération, les trois autres constituent des réservoirs de main-d'œuvre.

b - Structure par âge des quartiers de l'agglomération

Les structures par âge des six quartiers de l'agglomération peuvent se regrouper autour de deux types : les uns (Gardens, Bota G.R.A. et Buea Road) caractérisées par une forte proportion de jeunes adultes masculins immigrés âgés de 20 à 35 ans, les autres par une pyramide des âges plus équilibrée. Dans le premier cas, ces jeunes adultes représentent 50 % des hommes immigrés, dans le second 40 % seulement. Ceci traduit la jeunesse relative de ces quartiers où vont habiter la majorité des nouveaux immigrés.

Les vieux quartiers s'individualisent pourtant au niveau du nombre d'hommes pour 100 femmes. New Town a ainsi un taux de masculinité des immigrés élevé (174) alors que la Station a un taux proche de la moyenne de l'agglomération (161) et les camps de la C.D.C. un taux inférieur (144). Ceci traduit la composition géographique des quartiers : les immigrés nigériens constituent 46 % des immigrés résidant à New Town, 35 % de ceux habitant dans la Station et seulement 5 % de ceux vivant dans les camps de la C.D.C. Or, nous avons vu plus haut qu'ils avaient le taux de masculinité le plus élevé.

c - Place des immigrés dans l'activité des quartiers

86,6% des actifs sont des immigrés pour l'ensemble de l'agglomération mais cette proportion est supérieure dans les quartiers de Gardens (91,2%), Buea Road (87,4%) et dans les camps de la C.D.C. (87,3%).

Ces actifs ont à charge un faible nombre d'inactifs - femmes, enfants, écoliers, amis en séjour prolongé - et il est en effet assez curieux de constater que la station et les camps de la C.D.C. ont une charge d'inactifs de guère plus de 1 par actif, ce chiffre atteignant à Bota C.D.C. 125 inactifs pour 100 actifs. De plus, dans ces trois quartiers, le nombre de chômeurs déclarés était de l'ordre de 10% des actifs. Ceci

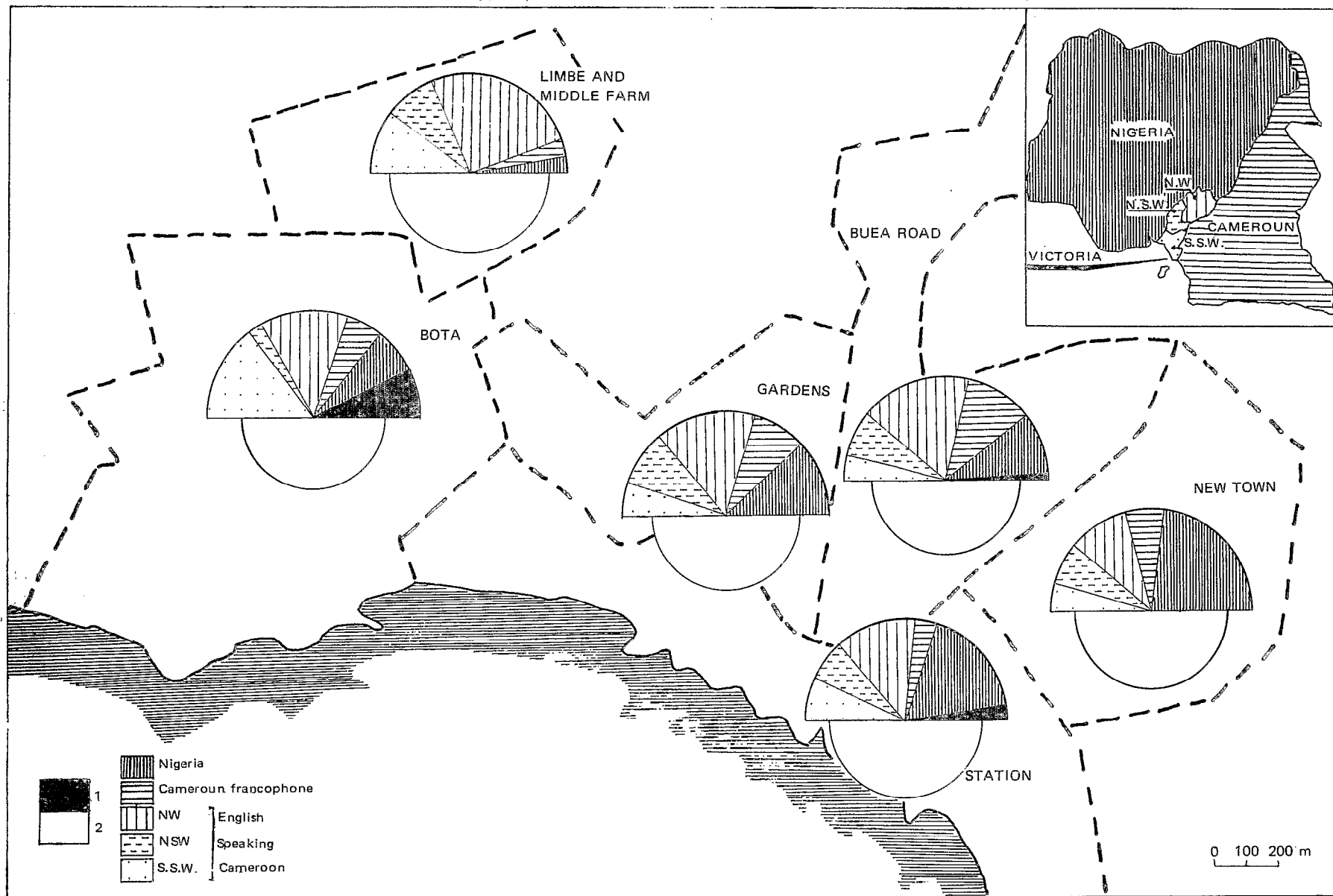


Figure 14 - Composition géographique de chaque quartier (Geographic origin of the population of each quarter)
1. Europe, Amérique - 2. Natifs (natives)

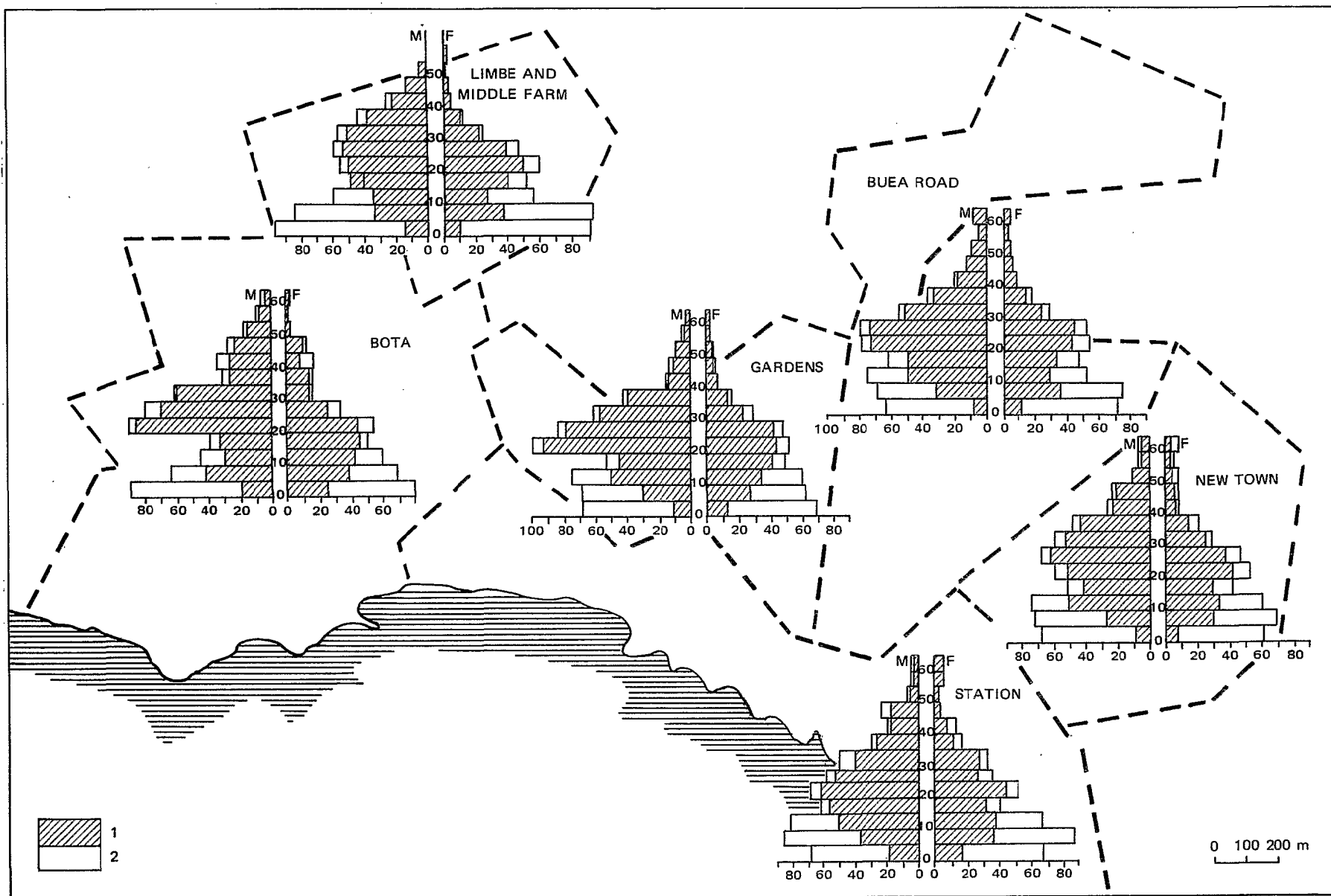


Figure 15 - Pyramide des âges de chaque quartier (Age pyramid of each quarter)
1. Natifs (natives) – 2. Immigrants

s'explique sans doute par le grand nombre de salariés ayant un emploi relativement stable présents dans ces quartiers où l'immigration est ancienne. A New Town ou Gardens par contre, celle-ci est inférieure à 80 inactifs pour 100 actifs. Cela reflète une structure familiale plus simple, la présence d'un grand nombre de personnes seules, une plus grande instabilité dans le travail et la famille, une moins grande hospitalité.

La répartition de la population active immigrée trahit un certain cloisonnement des quartiers, une spécialisation en même temps qu'une politique délibérée de découpage de l'espace en fonction des activités. Ainsi, voit-on se dessiner des quartiers de cadres et de domestiques, de manœuvres et d'employés de bureau, d'artisans et de marchands. Force est de constater que la division de l'espace est plus une division socio-économique que raciale. Il n'y a plus une ville européenne et une ville africaine, mais des quartiers où se regroupent ceux qui disposent de l'autorité et d'autres où vivent ceux qui forment la masse de la main-d'œuvre subalterne des plantations et de l'État et, en marge de ces quartiers, la ville des travailleurs indépendants auxquels se mêlent un certain nombre de salariés. Cette division recoupe à peu près celle de la richesse et surtout des genres de vie : il y a la ville des hauts revenus (Bota, Station) et celle des revenus très bas (le reste de la ville), mais surtout la ville aménagée par les plantations et l'État (Bota G.R.A., camps de la C.D.C., Station) et la ville organisée par ses habitants en fonction de leurs possibilités et de leurs goûts (New Town, Buea Road, Gardens).

Neuf marchands sur dix, huit agriculteurs sur dix, huit travailleurs manuels sur dix (et même pratiquement toutes les prostituées) habitent dans un des trois quartiers situés au nord de la Station : New Town, Buea Road, Gardens. Par contre, un manœuvre sur deux vit dans un camp de la C.D.C. et plus d'un cadre supérieur sur deux habite Bota G.R.A. ou Victoria Station. Les cadres moyens, techniciens, contremaîtres et chauffeurs sont également répartis dans les divers quartiers de la ville et servent de traits d'union entre les quartiers.

L'analyse cartographique des résultats de la répartition des immigrés permet de distinguer quatre types de quartiers à l'intérieur de l'agglomération :

- un quartier résidentiel de cadres, Bota G.R.A., composé d'un tiers de cadres moyens et supérieurs et de 50% de domestiques ;
- un quartier mixte résidentiel et actif, la Station, où vivent des cadres moyens et supérieurs (30% du total), 10% de marchands et 30% de domestiques et serveurs ;
- un quartier de travailleurs des plantations (les camps de la C.D.C.) où se logent des manœuvres (35%) mais aussi des employés de bureau, des techniciens et des contremaîtres et où apparaissent quelques activités annexes ;
- trois quartiers actifs et résidentiels populaires où, tantôt on voit l'activité artisanale dominer (Gardens, Buea Road), tantôt l'activité commerciale (New Town) et, tandis que Buea Road abrite 20% des cadres moyens, les deux autres quartiers accueillent des employés subalternes, des manœuvres ou des tâcherons qui forment 1/3 de la population.

Au total, par leurs activités, les immigrés façonnent la géographie sociale de la ville dans le sens voulu à la fois par les planteurs, l'État et les natifs propriétaires du sol.

V – LES DIMENSIONS HUMAINES DE L'IMMIGRATION

Pour essayer d'approcher la signification individuelle de la migration à Victoria, nous avons recueilli les biographies de 50 chefs de famille installés dans 17 maisons choisies au hasard dans New Town, la «ville» africaine la plus ancienne de Victoria.

Ces personnes ne sont pas un «échantillon représentatif» de la population de l'agglomération, au sens statistique du terme. Le but poursuivi était autre que celui de fournir une masse de données couvrant tous les aspects des migrations selon l'origine des migrants. Il s'agissait pour nous de saisir le déroulement

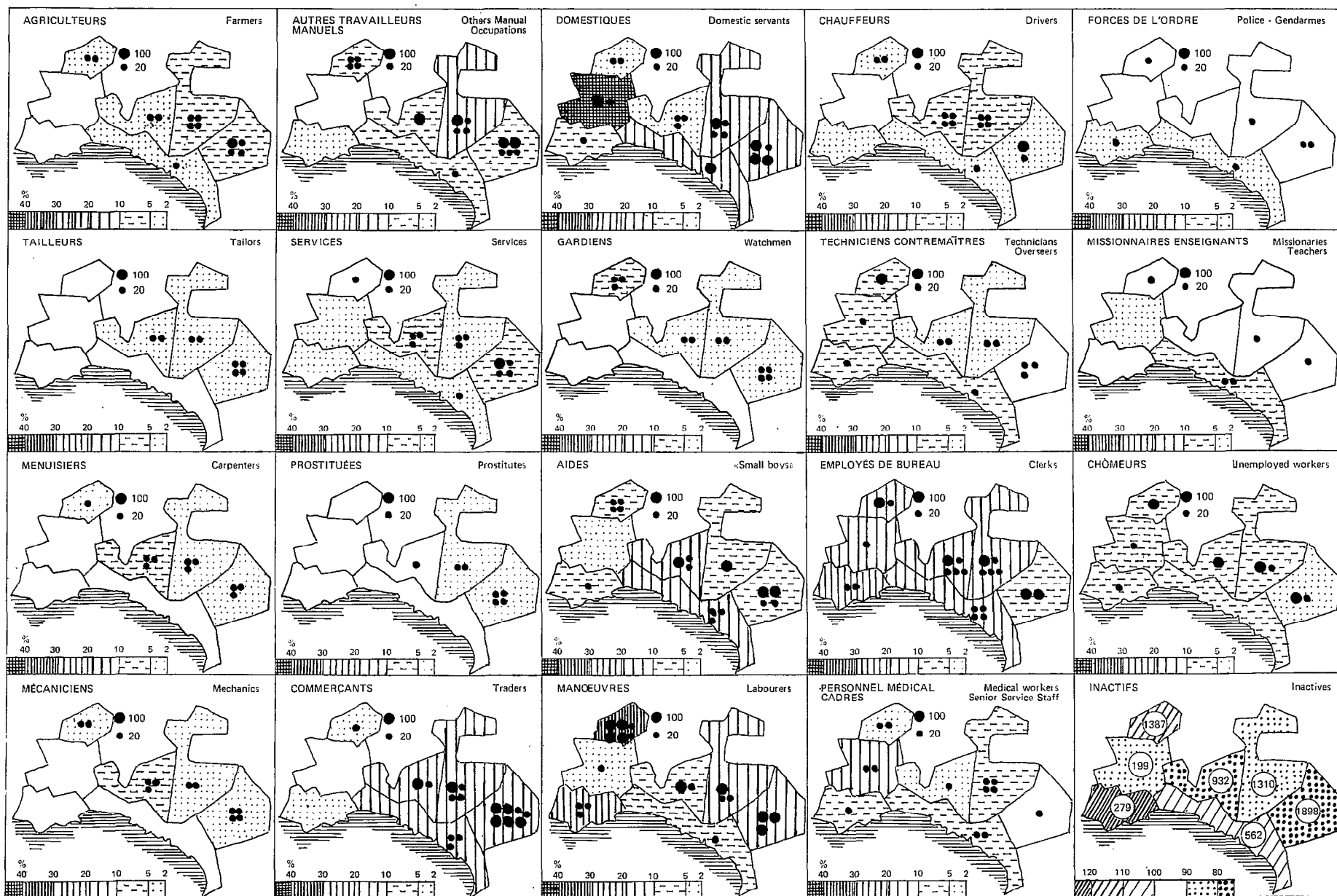


Figure 16 - Activités de la population immigrée selon les quartiers (Occupations of the immigrants according to the quarters)
 % Population active (% Working population)

de la migration, l'itinéraire de l'émigrant depuis sa naissance jusqu'au moment de l'enquête, de voir les changements majeurs (leurs causes) survenus dans sa vie sur le plan de sa résidence, de sa situation familiale, matrimoniale, socio-professionnelle et matérielle. Cette enquête avait donc pour objet de discerner les raisons pour lesquelles on émigre à Victoria, les difficultés rencontrées au cours de cette migration et la manière de les résoudre.

Dans chaque ménage, nous avons procédé au recueil de la biographie (32) du chef de ménage, en utilisant un questionnaire précis comportant un ensemble de questions « fermées » (33). Ces questions portaient sur l'état-civil des personnes présentes, absentes ou visitant le ménage, les éléments du train de vie, les activités et les revenus de toute origine, le niveau culturel, la date d'arrivée à Victoria, les échanges avec le village et les projets d'avenir ; un espace en blanc servait à la transcription du récit de la vie du chef de ménage racontée par lui-même. Ce travail a supposé la présence d'un enquêteur, instituteur du quartier qui est revenu à plusieurs reprises dans le même ménage pour éclairer les points obscurs et résoudre certaines contradictions entre les diverses parties du questionnaire. Le résultat est loin d'être sans taches. Comment, en effet, ne pas douter parfois de la mémoire de la personne qui se raconte, même s'il s'agit de faits apparemment objectifs ?

Les résultats de ces investigations sont livrés ici sous deux formes complémentaires : une forme analytique consistant à démonter pièce par pièce et selon l'ordre chronologique le puzzle que constitue une vie d'immigré, et une forme synthétique comportant la biographie de certains immigrants considérée comme particulièrement caractéristique.

Nous avons ainsi établi, dans la vie de chacun des migrants, des points d'observation à l'année du départ, lors de la première étape et lors du premier emploi. Nous avons d'autre part observé restropectivement la « trajectoire » géographique et professionnelle du migrant entre le moment du départ et celui de la date de l'enquête, afin d'établir un bilan et une classification des types de migrants.

Pour corriger l'arbitraire du découpage par tranches de la vie du migrant, nous avons présenté le récit de la vie de certains immigrants. Méthode ancienne et quelque peu littéraire, mais irremplaçable. Il y manque toutefois la saveur et l'authenticité que donne la langue véhiculaire, le Pidgin-English, qui reflète les idées et les soucis de l'immigré qui sait les traduire en langage imagé (34)

- L'étude des migrations est en définitive fort complexe car elle touche à tous les aspects de la vie de l'homme : la durée, l'espace, la société et le système de production. Par là même, elle suppose une approche interdisciplinaire et la mise au point d'une méthodologie très fine pour en saisir tous les aspects.

1 - L'ÉCHANTILLON ÉTUDIÉ (Annexe 17 - 1)

Les cinquante chefs de famille interrogés appartenaient à 21 groupes ethniques. Trois groupes comptaient plus de huit membres : les groupes ibo (12), takamanda ou anyang (8) et bakweri (8). Ont été

(32) Cette méthode biographique, découverte depuis peu par les géographes francophones, a été depuis longtemps utilisée par les sociologues américains qui lui ont donné ses lettres de noblesse avec O. LEWIS. Elle pose cependant de nombreux problèmes : au niveau de l'enquête, il faut un enquêteur d'autant plus compétent que le niveau culturel des enquêtés est faible ; au niveau de l'exploitation, le dépouillement par ordinateur s'impose dès que l'on atteint un nombre respectable d'interviews sous peine de perdre une bonne partie de l'information..

(33) Questions dont les réponses ont été inventoriées avant l'enquête.

(34) Langue de contact entre la culture traditionnelle et moderne, le Pidgin English est la langue de l'immigré. Pauvre en mots empruntés pour la plupart à l'Anglais mais aussi à d'autres langues européennes, rudimentaire dans ses structures grammaticales, elle reste étonnamment vivante dans une région sous-scolarisée jusqu'à l'indépendance. Bien que dénigrée par les élites européennes, elle est pratiquement parlée par tous les gens vivant dans les villes de l'ouest du Cameroun et à Douala. C'est vraisemblablement la langue véhiculaire qui est le plus largement parlée au Cameroun.

ainsi enquêtés : 31 hommes et 19 femmes. Trois étaient nés à Victoria, 6 dans le reste de l'arrondissement, 15 dans le reste de la province du Sud-Ouest, 9 dans la province du Nord-Ouest, 13 au Nigeria et 4 au Cameroun francophone. Si nous n'avons pas dans le détail une parfaite représentation de la mosaïque ethnique de New Town, nous pensons avoir interrogé des chefs de famille ou de ménage dont la vie illustre assez bien celle qu'ont eue des personnes provenant des six grandes zones géographiques définies plus haut.

Vingt-neuf chefs de famille sur quarante-huit avaient de 20 à 39 ans au moment de l'enquête, quatorze résidaient dans la ville depuis plus de vingt ans contre vingt et un depuis moins de dix ans. Les Bakweri et les Camerounais de l'Est étaient parmi les plus anciens résidents ; les Nigeriens sont venus entre 1940 et 1960 tandis que les originaires du Sud-Ouest et du Nord-Ouest constituent le gros des résidents de fraîche date (moins de dix ans).

Trente et un chefs de ménage avaient une activité indépendante : 6 dans le secteur primaire, 8 dans le commerce, 4 dans l'artisanat, 5 dans les «services» et 8 étaient prostituées. Dix personnes seulement étaient des travailleurs salariés dont six sans aucune qualification. Les neuf autres n'avaient pas d'activité : quatre se disaient propriétaires et tiraient leurs ressources de la location de cases ; deux se déclaraient chômeurs ; il y avait en plus deux visiteurs et une «ménagère».

On trouvait parmi les trente et un hommes, 20 hommes mariés, 9 célibataires et deux veufs. Chez les femmes chefs de ménage, 12 sur 19 étaient divorcées ou séparées, 3 veuves, 3 célibataires et 1 mariée.

Dépendaient des quarante-huit chefs de ménage présents, cent-vingt personnes dont 86 résidaient habituellement à Victoria. On comptait en plus 27 absents et 7 visiteurs dont 2 chefs de ménage.

Au total, cet échantillon réduit présente une large gamme de situations et nous permettra de mieux saisir la genèse et le processus de migration vers Victoria, de distinguer ce qui est spécifique à la ville de ce qui est général en Afrique Noire et d'apprécier les variantes individuelles.

2 - LA SITUATION DU MIGRANT AU MOMENT DE LA MIGRATION (Annexe 17 - 2)

«Home is where one starts from», le «chez soi» est le lieu d'où l'on part, dit T.S. ELIOT. Ceci traduit bien l'attitude de l'immigrant vis-à-vis du lieu où il est né. Ce «chez soi», c'est le milieu dans lequel il devrait avoir naturellement sa place, qu'il connaît et dont il a apprivoisé le cadre naturel et humain. Pourtant, le migrant part malgré la distance à parcourir et la somme d'obstacles à franchir pour subvenir à ses besoins, constituer une famille et devenir une personne indépendante. Ses atouts ? sa jeunesse, sa connaissance du Pidgin-English, sa disponibilité de célibataire ou de séparé, un parent déjà installé et prêt à l'aider. Ses handicaps ? une absence ou un niveau très bas d'éducation et de savoir-faire, une grande distance à parcourir dans une région parsemée de frontières politiques, un nombre limité de moyens de communications, un marché de l'emploi restreint.

La majeure partie des immigrants (3 sur 4) sont nés à plus de 200 km de Victoria. La zone proche de Victoria - elle-même zone d'accueil de migrants - n'a pas joué un grand rôle dans la croissance démographique de la ville parce que peu peuplée, enclavée et possédant des plantations industrielles attirant une masse de main-d'œuvre. Toujours est-il que nous nous trouvons dans une situation curieuse de ville moyenne à large rayon attractif, puisant sa substance démographique dans les Grassfields, le bassin de la Cross River (ou Manyu) et le pays ibo.

Au moment de quitter leur lieu de naissance, la moitié des migrants avait de 10 à 19 ans, parfois moins. Au Nigeria et dans le Sud-Ouest, les départs à un âge plus tardif étaient fréquents.

Plus de la moitié des migrants n'avaient reçu aucune instruction. Toutefois, les Nigeriens constituaient le contingent le plus éduqué. Sur le plan religieux, catholiques et presbytériens constituaient les trois-quarts des migrants. Le nombre des animistes était faible (un sur dix). On pouvait donc conclure que

les idées européennes avaient relativement mieux pénétré le groupe des futurs migrants que le reste de la population qui avait un niveau d'instruction encore plus faible et où l'animisme était plus fort (35).

Sept migrants sur quarante-quatre comprenaient l'Anglais, mais la totalité parlait le Pidgin-English et treize d'entre eux parlaient d'autres langues que leur langue maternelle telles que le Douala, le Bali, l'Efik, langues des commerçants ou des écoles indigènes de l'époque coloniale.

Trente et un sur quarante quatre étaient célibataires et seulement sept étaient mariés.

Sur le plan professionnel, neuf avaient une occupation indépendante, essentiellement dans l'agriculture, vingt aidaient leurs parents dans une exploitation agricole pour la plupart, les autres étaient inactifs ou à l'école.

La plupart des futurs migrants étaient donc disponibles pour un départ éventuel. Ils étaient jeunes, sans engagement matrimonial ou professionnel et ils avaient subi, par le canal de l'éducation et de la religion, une influence européenne.

3 - LA MIGRATION (Annexe 17 - 3)

a - Le déclenchement de la migration (Annexe 17 - 3a)

Qu'est-ce qui a incité les migrants à partir de leur village de leur plein gré dans neuf cas sur dix ? Problème complexe dans lequel interfèrent des causes objectives tenant à la situation socio-économique de la zone de départ (surpeuplement et pauvreté relatives, scolarisation poussée, système d'héritage défavorable aux cadets, etc.), des raisons historiques telles que le travail forcé autrefois ou la guerre du Biafra récemment, et, enfin, des motivations individuelles. Le migrant est loin de saisir toutes les raisons de son départ et il n'est pas évident que les raisons qu'il avance aient été les plus déterminantes. Nous nous sommes toutefois accommodés de ces réponses dans le cadre limité de cette étude.

Pour les femmes, le mariage peut être l'occasion du départ : un émigré masculin revient prendre femme dans son village, après avoir amassé l'argent de la dot en ville et il l'amène avec lui. Sept femmes disent avoir quitté leur village ainsi.

Le divorce est aussi un motif de migration. La nécessité de rembourser l'argent de la dot que le père a bien souvent « mangé » et que les frères ne peuvent ou ne veulent rendre, contraint ainsi cinq femmes à émigrer et à se prostituer. On peut ajouter que l'attrait d'une vie indépendante relativement moins soumise aux impératifs de la coutume et à l'homme a joué un rôle dans la décision de divorcer ou de se séparer du mari et de venir en ville. Ainsi, voit-on deux filles célibataires déclarer avoir fui le village, l'une parce qu'elle refusait d'épouser quelqu'un de son village choisi par sa famille, l'autre parce qu'elle désirait se prostituer sans que son père le sache.

L'indépendance et la promotion sociale que la ville procure à la femme (la prostitution est perçue par beaucoup comme une forme de promotion sociale) est un puissant facteur d'attraction dans une région où sa situation dans les campagnes n'a rien d'enviable. Et l'éducation qui accroît la perception de ces avantages va être un accélérateur de l'émigration féminine, moindre que celle des hommes pour l'instant. Se pose déjà le problème du mariage des filles éduquées à la campagne : comment, en effet, une fille instruite accepterait-elle d'épouser un petit planteur n'étant jamais allé à l'école dans la société fondamentalement inégalitaire où elle vit ?

(35) En 1964, 85 % de la population adulte du Cameroun anglophone était analphabète et les animistes constituaient 29 % de la population totale. En 1953, 95 % de la population adulte de la région orientale du Nigeria n'avait reçu aucune instruction et 50 % de la population était animiste.

Pour les hommes, vient d'abord la raison éducative. Ayant reçu une instruction même minime, cinq hommes ont estimé qu'ils ne pouvaient exercer leurs compétences dans leur village de naissance. Ils sont donc partis.

Pour d'autres, la mort du père a été décisive. Ayant perdu leur principal appui dans la vie, ils décident de tenter leur chance ailleurs.

Ne pas pouvoir hériter de tout ou partie de l'exploitation du père pour les enfants de certains groupes des Grassfields incite également au départ.

La recherche d'argent et d'un emploi salarié reste la préoccupation principale du migrant.

Quelques-uns sont partis car ils étaient dégoûtés par la vie trop monotone au village ; d'autres désiraient avoir un brillant avenir, enfin la curiosité a joué pour certains.

Pourtant, les avantages du village sont connus et on y a recours quand on subit un revers dans la vie. Comme le disaient les lycéens de Victoria invités à disserter sur les mérites comparés de la ville et de la campagne : « au village, il n'y a pas de famine, pas de contrôles policiers, la vie est moins chère, il y a le silence et c'est là que l'on apprend le principal. En ville, on voit beaucoup, on apprend beaucoup. On peut s'y distraire, s'y instruire (fréquenter), s'y faire soigner par des médecins compétents, y trouver un emploi salarié. On est plus libre de faire ce qu'il plaît, sortir avec des femmes, jouer au «big massa», essayer de suivre la mode. Toutefois, on n'est jamais en sécurité : il y a des fripons et des voleurs, les citoyens n'ayant pas de métier ont des soucis énormes. Le bruit des bars et des moteurs fait mal à la tête. Chacun vit dans sa concession alors que l'on s'entraide au village ». Mais la ville est un endroit où la «civilisation se développe».

Pour accéder à cette «civilisation» donc, on a recours à un parent installé déjà sur place, un frère aîné pour un tiers des cas, un autre membre de la famille pour un autre tiers, un homme de la même ethnie ou un étranger pour le dernier tiers. Cette personne amène le migrant, le prend en charge au début, peut lui donner l'argent du voyage, lui trouver un travail ou le prendre comme aide-familial, apprenti ou boy chez lui ou dans son commerce, en un mot lui faciliter l'insertion dans un autre monde.

b - La première étape et la première activité (Annexe 17 - 3b)

Victoria est la première étape pour plus de la moitié des migrants. Ceci est particulièrement vrai pour les Nigériens qui arrivent souvent à Victoria directement de leur lieu de naissance. Les relais peuvent être un village proche du lieu de naissance pour trois femmes mariées, un village éloigné pour deux hommes, le chef-lieu de la circonscription de naissance pour trois personnes (Mamfé, Bamenda), les plantations pour trois hommes, une autre ville enfin pour sept personnes.

Dans cette première étape, les émigrants sont hébergés par un membre de leur famille dans plus d'un cas sur deux, un ami ou un homme de la même ethnie dans un cas sur cinq, par l'employeur dans les autres cas.

Leur première activité est souvent dépendante : ils aident la personne qui les héberge dans son champ vivrier, son commerce ou sa famille ; ils sont apprenti-payant, ou boy, de celui qui les a pris en charge.

Quelques-uns, toutefois, deviennent manœuvres dans les plantations industrielles où ils sont hébergés et bénéficient d'avantages sociaux. Les Ibo, qui ont reçu un pécule ou un capital d'un membre de leur famille (père ou frère), ouvrent immédiatement un commerce de produits vivriers locaux s'ils ont peu d'argent, de produits importés s'ils en ont suffisamment.

c - Le déroulement de la migration (Annexe 17 - 3c)

Chez les 44 chefs de famille migrants, quatre cas se sont présentés dans le déroulement géographique de la migration :

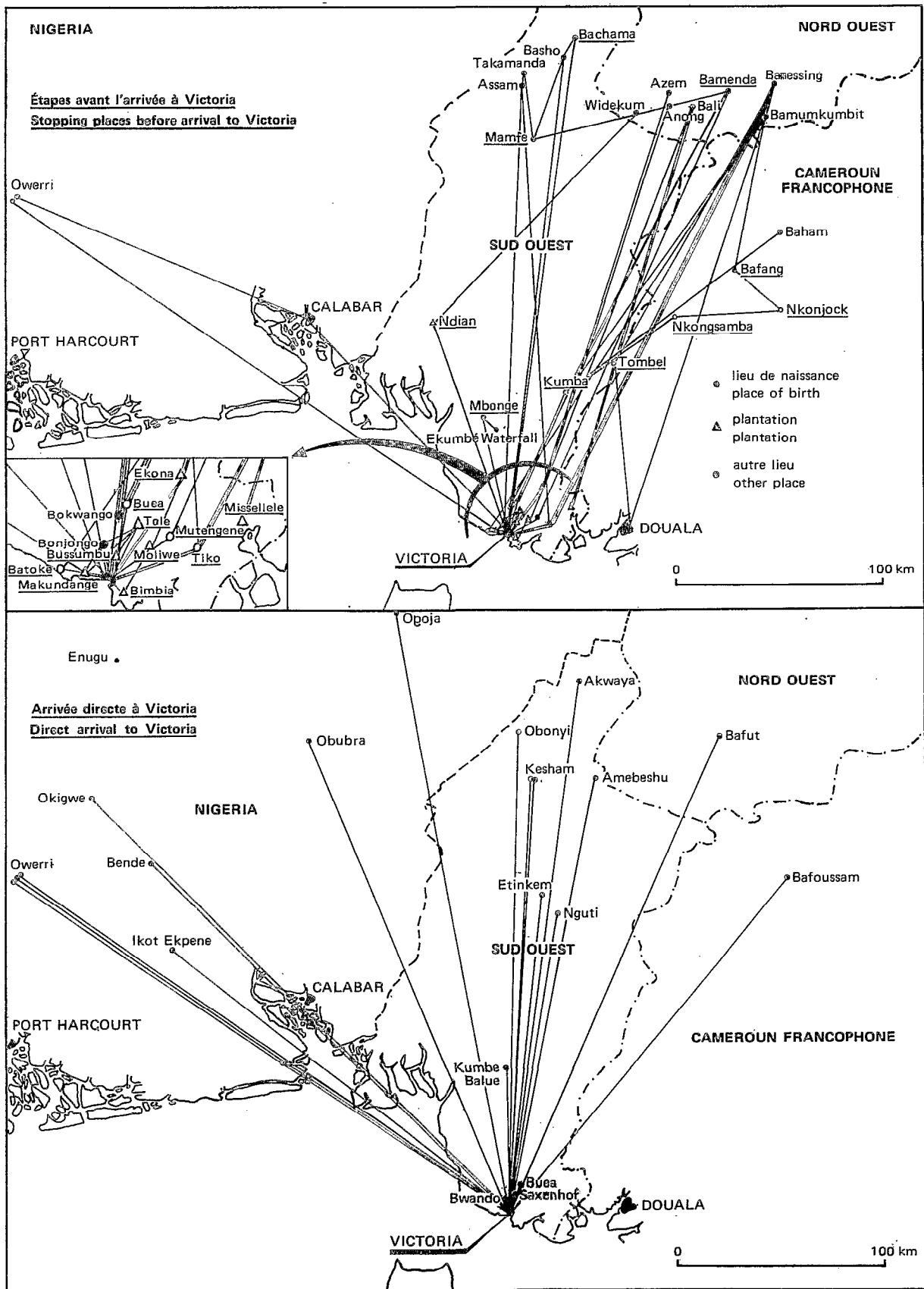


Figure 17 - Itinéraires de migrants (Migrants' routes)

- premier cas : arrivée directe à Victoria (21) ;
- deuxième cas : étapes de durée variable avant l'arrivée à Victoria (15) ;
- troisième cas : déplacements après une arrivée directe à Victoria (7) ;
- quatrième cas : déplacements après une arrivée non directe à Victoria (1).

Nous avons transcrit graphiquement les déplacements des deux premiers groupes de personnes dans la figure 17. Dans le premier cas, nous trouvons essentiellement des chefs de ménage en provenance du Nigeria et du Sud-Ouest. Par contre, la majeure partie des originaires du Nord-Ouest aboutissent à Victoria après plusieurs étapes (pour un tiers : plus de 4 étapes). Il s'agit des personnes qui sont restées le plus longtemps dans les plantations industrielles durant la migration. Les Nigerians ont passé seulement 12 % du temps écoulé depuis leur départ du village dans les plantations, contre 81 % dans l'artisanat et le commerce. Les femmes originaires du Sud-Ouest arrivent directement à Victoria pour y devenir prostituées.

Le séjour dans les plantations avant l'arrivée à Victoria est important pour trois catégories de personnes : les gens des Grassfields, du Sud-Ouest et les natifs. Ils y ont passé du quart au tiers du temps écoulé entre leur départ du village et 1970. Toutes les catégories, sauf les Nigerians, ont eu un emploi salarié dans une entreprise du secteur moderne ou aux Travaux Publics : les natifs viennent en tête suivis par les originaires du Sud-Ouest, les Camerounais francophones et les personnes du Nord-Ouest. Les Nigerians se taillent la part du lion dans le commerce et l'artisanat, suivis de loin par les Camerounais francophones (les Bamiléké).

Les originaires du Nord-Ouest ont été les seuls à être écoliers au cours de leur migration, tandis que le chômage a surtout touché les gens du Sud-Ouest et du Cameroun de l'Est.

Dès le départ, il semble donc y avoir un éventail de choix professionnels déterminé à l'avance pour chaque groupe. L'Ibo devient rarement manœuvre dans les plantations - ou à titre transitoire - et il s'oriente très vite vers le commerce et l'artisanat. Le Bakweri lui, brigue les emplois salariés qu'il semble obtenir ; on voit se développer la même attitude chez les autres originaires du Cameroun anglophone à quelques variantes près. L'originaire du Nord-Ouest semble avoir « plusieurs cordes à son arc » : il peut devenir manœuvre dans les plantations ou employé de bureau puisqu'il émigre aussi pour s'instruire. Il n'hésite pas à cultiver un champ vivrier (« chop farm ») ou à être « vigneron » et il peut avoir une place d'artisan quand on lui a appris un métier chez lui, ou d'apprenti-artisan s'il désire se former. Les gens venus du Cameroun francophone ont une prédilection pour les emplois salariés en dehors des plantations, le commerce et les emplois de boys.

Tout cela est lié à la position de chaque groupe dans la ville et la région. Le migrant pris en charge par un membre de la famille ou un homme du même groupe ethnique est orienté vers une des activités dans laquelle son groupe a une position dominante. Il ne se risquera que rarement dans un autre domaine socio-professionnel. Et, s'il le fait, ce sera de courte durée, à titre de « dépannage ». Ainsi, l'Ibo ne devient salarié que pour réunir une certaine somme et ouvrir un commerce ou s'acheter, par exemple, une machine à coudre pour être tailleur.

Sur un plan plus général, on peut dire que l'immigration à Victoria n'a pas pour résultante une mobilité plus grande sur le plan professionnel. Est-ce un phénomène propre à Victoria, aux petites villes, ou est-ce un phénomène général ? Les travaux similaires manquent pour apporter une réponse à cette question.

Le déroulement de la migration se faisant dans le cadre ethnique, celle-ci garde à la structure socio-professionnelle locale sa rigidité et sa faible plasticité. Cela signifie que l'implantation d'une activité qui nécessite une main-d'œuvre ayant une compétence n'entrant pas dans le répertoire des groupes représentés, impose de faire appel à des groupes étrangers. Cette attitude des employeurs a très souvent cours alors qu'il y a localement des chômeurs.

Le migrant, au bout d'un certain temps, et s'il a réuni une certaine somme, va constituer une famille. Il se marie et ramène sa femme du village dix ans en moyenne après son départ : sur 18 migrants mariés, deux s'étaient mariés deux ans après leur départ, dix entre 6 et 12 ans après et six après avoir quitté leur village depuis plus de 12 ans.

Tableau 13
Exemples de migration

Date	Age	Lieu	Activité (1)	Constitution du ménage	Date	Age	Lieu	Activité (1)	Constitution du ménage
Cas n° 1 - Martin I. (Bakweri, 47 ans)					1959	31	Bota	manœuvre (C.D.C.)	naissance 2e enfant
1923	0	Bwando (2)	-	-	1966	38	Victoria	chômeur	naissance 3e enfant
1950	27	"	agriculteur et fabricant de nattes	naissance 1er enfant	1967	39	"	vendeur de viande	naissance 4e enfant
1952	29	C.D.C. Bota	maçon (C.D.C.)	naissance 2e enfant	Cas n° 4 - Clément O. (Ibo, 40 ans)				
1953	30	"	"	premier mariage	1930	0	Owerri (6)	-	-
1955	32	"	"	naissance 3e enfant	1941	11	Mokundange (7)	boy (armée)	-
1957	34	"	"	naissance 4e enfant	1944	13	"	manœuvre (Castor plantation, C.D.C.)	-
1960	37	Victoria	garçon de courses (U.A.C.)	-	1945	14	Tole (8)	manœuvre (C.D.C.) et apprenti étameur	-
1961	38	"	"	naissance 5e enfant et divorce	1946	15	Bussumbu (8)	manœuvre (C.D.C.)	-
1962	39	"	vendeur (Printania)	-	1948	17	Victoria	étameur	mariage et naissance du 1er enfant
1963	40	"	"	deuxième mariage	1950	19	"	"	naissance 2e enfant
1964	41	"	"	naissance 6e enfant	1952	21	"	"	naissance 3e enfant
1965	42	"	redevient fabricant de nattes	-	1954	23	"	"	naissance 4e enfant
1967	44	"	manœuvre (V.A.C.)	naissance 7e enfant	1956	25	"	"	naissance 5e enfant
1970	47	"	en chômage	-	1958	27	"	"	naissance 6e enfant
Cas n° 2 - Esther N. (Balundu, 22 ans)					1960	29	"	"	naissance 7e enfant
1948	0	Ekumbe (3)	-	-	1961	30	"	"	renvoi de toute sa famille au Nigeria
1964	16	Waterfall Mbonge	«ménagère»	mariage avec un employé de bureau (Coop. de Mbonge)	Cas n° 5 - Gabriel T. (Bamiléké, 58 ans)				
1967	19	Mbonge / Victoria	"	divorce	1912	0	Baham (9)	-	-
1968	20	Victoria	prostituée	-	1938	26	Kumba	commerçant (huile et poulets)	-
1969	21	"	serveuse dans un bar	-	1941	29	Buea Victoria	policier (2 mois)	-
Cas n° 3 - Timothy G. (Ndop, 42 ans)					1945	33	"	marchand de cacahuètes grillées	-
1928	0	Bamessing (4)	-	-	1954	42	"	marchand de produits de contrebande (avec Douala)	-
1938	10	Tiko	écolier	-	1961	49	"	"	mariage
1946	18	Bamessing	agriculteur	-	1962	51	"	marchand de cacahuètes et d'Egusi (10)	-
1947	19	Tombel	aide familial	-	1967	56	"	achat de sa maison malade, arrête son commerce, vit de la location de sa maison	-
1948	20	Douala	boy d'un «blanc»	-					
1950	22	Bamessing	agriculteur	-					
1951	23	Tiko	manœuvre (E/F) (5)	-					
1956	28	Bota	manœuvre (C.D.C.)	-					
1957	29	"	"	naissance 1er enfant					
1958	30	"	"	mariage					
(1) - C.D.C. : Cameroon Development Corporation U.A.C. : United Africa Company, V.A.C. : Victoria Area Council. (2) - Bwando : village de 80 habitants, situé à 8 km au NW de Victoria. (3) - Ekumbe Waterfall : village de 420 habitants, situé dans le département de la Ndian. (4) - Bamessing : village de plus de 6000 habitants, situé dans la plaine de Ndop (département de la Mezam) (5) - E./F. : Elders and Fyffes, filiale de la United Fruit Company. (6) - Département de l'ancienne région orientale du Nigeria. (7) - Mokundange : village proche de Victoria (10 km). (8) - Bussumbu, Tole : camps de plantation, situés à moins de 10 km de Victoria. (9) - Baham : chefferie bamiléké de la zone proche de Bafoussam. (10) - Egusi : terme hausa et local désignant le melon dont on vend les graines.									

Ce migrant, à son tour, héberge des frères, des sœurs et des amis et, parfois, prend un boy. Ainsi, au fur et à mesure que le migrant acquiert un certain niveau de vie, il étoffe son ménage, quitte à renvoyer dans son village femmes et enfants si sa « prospérité » vient à cesser, mais il n'épouse qu'une fille de son groupe ethnique et même, dans la plupart des cas, de son village. Nous n'avons relevé que trois cas de mariages inter-ethniques sur vingt-quatre. La ville de Victoria est loin de constituer le « melting pot » ethnique que l'on aurait pu imaginer, facilitant l'apparition d'une classe de citoyens coupée de ses racines.

Le tableau 13 illustre ce qui vient d'être dit à travers cinq cas choisis dans les cinq grandes zones géographiques où la ville effectue des « ponctions » démographiques.

A travers les différents destins particuliers, on voit apparaître le désir de chacun de réussir en fonction de ses goûts et grâce à sa capacité d'adaptation. L'âge de départ s'étale entre 10 et 29 ans. Le Bakweri (cas n° 1), agriculteur et fabricant de nattes, essaie, tout au long de son existence, de rester salarié dans une entreprise moderne qui le paiera régulièrement tous les mois. L'Ibo (cas n° 4) ou le Bamenda (cas n° 3) sont partis jeunes et ont été formés ou éduqués hors de leur village. Leur carrière ensuite a consisté à passer du stade de dépendance à celui d'indépendance assortie de risques, d'une position d'aide-familial ou de boy à celle de salarié, puis à celle de marchand ou d'artisan indépendant. Le Bamiléké (cas n° 5) a commencé comme petit marchand ; par la suite, il a vu plus grand et s'est consacré à la contrebande après une tentative infructueuse dans la police ; vers l'âge de 50 ans, il s'assure une vieillesse paisible en acquérant une grande maison qu'il loue.

Au fond, le migrant africain n'est pas si différent de tous les migrants. Il part de son village sans couper complètement les liens et souhaite un destin brillant. Cependant, on note des réactions de prudence et un besoin de sécurité chez les Ibo, les Bamiléké et les Bamenda qui consistent à penser à leurs vieux jours en acquérant une maison en ville ou en songeant à retourner au village.

L'émigration féminine ne cadre pas avec ce schéma. L'absence d'éducation contraint la femme séparée qui émigre à se prostituer. Dans beaucoup de cas, elle tentera de devenir couturière, cultivera un champ vivrier ou sera serveuse dans un bar. En ville, cependant, elle est indépendante socialement et économiquement. Elle dispose de l'argent qu'elle gagne et peut le dépenser à son gré à moins d'avoir à rembourser la dot payée par son ex-mari.

4 - LES CONDITIONS DE VIE DES IMMIGRÉS ET LEUR DEGRÉ D'INTÉGRATION A LA VIE URBAINE (Annexe 17 - 4)

Les conditions de vie de chaque ménage dépendent étroitement du nombre de personnes constituant le ménage, et ce même nombre traduit la situation socio-économique du migrant. Si le migrant pense avoir réussi dans sa vie professionnelle, il s'entourera d'une ou plusieurs femmes, il hébergera des membres de la famille ou des amis, il prendra même un boy. De toute manière, la nouvelle de sa réussite parvient vite au village et il ne peut faire rien moins que de prendre en charge d'autres personnes, soit directement sous son toit, soit indirectement en envoyant de l'aide au village en nature ou en argent. Dans les cas étudiés, il n'y a aucun exemple de manquement à cette solidarité. Il est bon de rappeler que le migrant lui-même a bénéficié de cet appui quand il est parti de chez lui.

Les ménages les plus nombreux sont les ménages de Nigériens (4 personnes présentes), de natifs et du Nord-Ouest (plus de 3 personnes). Ce sont dans les mêmes ménages que les ressources monétaires sont les plus élevées : 4 ménages déclaraient avoir des revenus supérieurs à 15 000 F CFA par mois. La répartition des signes extérieurs de richesse le confirmait. Plus de la moitié des Nigériens avait ainsi un récepteur de radio et l'un d'eux possédait la seule voiture du groupe étudié.

Sur le plan du logement, les ménages dont le chef est né à Victoria ou au Nigeria sont relativement les mieux logés. Ils occupent, en effet, des maisons aux murs de planches et aux toits de tôles et

disposent de l'électricité. Les autres groupes occupent des maisons aux toits de nattes. Tous les Camerounais venus de l'Est et la plupart des natifs sont cependant propriétaires de la maison qu'ils occupent. Les autres sont locataires et paient des sommes variables pour la location d'une, deux ou trois pièces : 500 à 3 000 F CFA en 1970. Les revenus locatifs contribuaient à l'enrichissement des natifs et des Camerounais orientaux.

Dans cinq logements sur dix-sept, les habitants provenaient de la même zone géographique. Dans les autres, plusieurs ethnies se côtoyaient. Cela ne veut pas dire qu'il y avait des relations sociales poussées comme l'indique le nombre de mariages mixtes.

Les ressources monétaires de la majorité - si l'on en croit les déclarations faites et notre estimation sont inférieures à 10 000 F CFA par mois. Il faut toutefois noter deux faits : la très grande irrégularité des ressources des non-salariés, le fait que les migrants ont un revenu monétaire supérieur à la plupart des agriculteurs traditionnels. Il faudrait, en effet, à un petit planteur du Cameroun anglophone, de 1 à 2 ha de cacaoyers productifs plantés densément, en bonne année de récolte et de prix, pour obtenir un revenu équivalent à la moyenne des 50 ménages retenus dans cette analyse. Il peut, il est vrai, se nourrir à peu de frais. En ville, cependant, 13 ménages sur 48 cultivaient un champ vivrier. Nous touchons ici à une des raisons objectives de la migration des campagnes vers les villes - même les villes moyennes en déclin comme Victoria - : les disparités de revenus.

Sur les 45 migrants, 12 avaient pu acquérir un récepteur de radio, 9 une maison, 3 une bicyclette. Le désir de posséder des objets de consommation que la «civilisation» rend «indispensable» à l'homme «moderne», pousse le migrant à rester en ville. Il n'est pas rare de le voir ainsi s'endetter pour acheter un objet de ce genre : il ne reçoit son objet qu'à la fin des versements mensuels.

Huit migrants avaient une maison et quinze un champ vivrier au village. Il s'agit pour eux de conserver un logement quand ils vont en visite au village. Cela peut leur servir de position de repli en cas de revers en ville mais aussi ils peuvent y retourner définitivement lorsque la vieillesse ou la maladie ne leur permet plus de travailler.

Le champ vivrier urbain - en location dans un cas sur deux - permet de subvenir aux besoins vitaux en cas d'absence initiale de ressources et apporte un complément non négligeable quand le migrant est installé.

Situé autour de New Town quelquefois, mais le plus souvent vers Mabeta et Man O'War Bay Road, à plus d'un kilomètre de l'endroit où le migrant habite, il est cultivé par les femmes, mais parfois par toute la famille. On y trouve du maïs, du plantain, du manioc ou du macabo selon les goûts alimentaires de ceux qui les cultivent.

La faible superficie de la «réserve» de Victoria ne permet pas une extension de ces «chop farms» et l'on en voit souvent sur les terres de la C.D.C.

Presque tous les immigrés cotisent dans une «Djangui», groupe limité de personnes mettant une somme fixe dans une caisse commune, à intervalles réguliers. Chacun encaisse à tour de rôle la somme ainsi thésaurisée par le groupe. Ces associations sont composées par des personnes de même sexe, de la même ethnie, voire du même village.

Chez les Bamiléké et les Ibo, existent également des sortes de caisses de prévoyance fournissant une aide substantielle à leurs membres, lors d'un deuil ou d'un incendie survenant à leur commerce ou à leur maison, comme ce fut le cas pour un Bamiléké enquêté. Dans ces deux groupes se manifeste aussi une solidarité active entre commerçants, en vue de réunir des capitaux, pour agrandir ou démarrer un «business». Ceci explique notamment la position dominante des Ibo dans le domaine du petit et moyen commerce, de l'artisanat et des services. Deux commerçants ibo vendant la même chose vont se prêter mutuellement de la marchandise pour renouveler leur stock de certains produits et ils instaureront une concurrence fictive entre eux. Chez les Ibo, le crédit n'existe pas : «payment in cash only» est le panneau le plus répandu. Si un Bamiléké vient à s'installer, ils se prêteront main-forte pour lui «casser les reins» à moins que ce dernier ne bénéficie lui-même de l'aide de ses compatriotes. Il faut toutefois noter que les mêmes produits

importés sont vendus moins chers par les Ibo à Victoria, Tiko ou Kumba, que par les Bamiléké à Douala, et que les «Biafrais» sont passés maîtres dans la récupération des pièces détachées d'occasion ; en définitive, l'Ibo semble avoir un meilleur sens commercial que le Bamiléké qui règne sans partage dans ce secteur à l'est du Mungo.

Dans la ville, ainsi, certains groupes ingénieux, débrouillards, astucieux, se meuvent avec aisance et impriment leur marque à la vie locale. D'autres, au contraire, sont en retrait, dans une situation en permanence instable. Les natifs profitent de leurs droits fonciers pour louer maisons et champs vivriers et occupent les meilleurs emplois salariés. Les Ibo, seuls aujourd'hui à commercer depuis le départ des dernières maisons européennes, veillent à conserver cette hégémonie par tous les moyens, laissant quelques miettes aux gens du Bamenda et aux Bamiléké. Ils sont parmi les plus assidus à suivre les cours de Français qui, depuis 1972, est devenu la langue dominante. Les autres groupes sont moins bien intégrés dans la ville ; ce sont également ceux qui gardent le plus de liens avec leur lieu de naissance.

5 - LES RELATIONS AVEC LE MILIEU D'ORIGINE (Annexe 17 - 5)

Elles sont importantes pour les chefs de ménage nés dans le Cameroun anglophone, moindres ou inexistantes pour ceux qui venaient du Cameroun francophone ou du Nigeria. Pour ces derniers, toutefois, les résultats sont faussés en raison de la guerre du Biafra qui avait lieu lors de notre enquête. Nous avons cependant tout lieu de penser qu'elles auraient été plus importantes.

Parmi les Camerounais anglophones, onze personnes sur seize avaient effectué des séjours dans leur village de naissance au cours des douze derniers mois. Six sur seize avaient envoyé de l'argent et onze des cadeaux ; douze avaient reçu quelque chose du village. Plus le village de naissance est proche et plus ces relations sont fréquentes.

Les séjours au village dans trois cas sur cinq ont pour motif un deuil et dans un cas sur trois une visite aux parents proches. La durée des séjours ne dépasse pas une semaine pour les gens du Sud-Ouest, mais varie de un à cinq mois pour ceux du Nord-Ouest.

Sept personnes avaient envoyé en moyenne 5 000 F CFA durant l'année 1969-1970. Les destinataires de ces sommes appartenaient à la famille proche de l'immigré, ses parents, ses frères et sœurs, son épouse et ses enfants. Trois immigrants avaient effectué un envoi, trois autres deux envois et le dernier quatre envois.

Douze personnes avaient envoyé des cadeaux en une ou plusieurs fois selon la distance. Ces cadeaux étaient composés de nourriture (poisson fumé ou séché), d'habits et d'objets divers.

Quatorze immigrants avaient reçu quelque chose de leur village de naissance venant des frères et sœurs, des parents ou de l'épouse : de la nourriture dans presque tous les cas. La viande fumée constituait le cadeau le plus fréquent.

L'importance de ces relations traduit le caractère précaire de l'installation en ville et les liens très forts qui unissent les immigrants et leur famille restée au lieu de naissance. Seuls, ceux qui sont trop éloignés ou qui ont perdu leurs proches parents semblent avoir pris quelque distance avec leur village où ils songent rarement à retourner.

6 - PROJETS DES IMMIGRÉS : L'INFLUENCE MODESTE DE DOUALA (Annexe 17 - 6)

Vingt-sept émigrés sur quarante-cinq désiraient rester à Victoria. Ils y avaient parfois une maison ; certains n'avaient plus de famille au village. Quatorze pensaient retourner au village, en cas de chômage, de maladie ou à un âge avancé. Le mal du pays était fortement ressenti par les originaires des Grassfields et

les Ibo. Certains avaient l'intention de reprendre le travail de la terre. Quatre seulement (1/11e de l'échantillon) voulaient aller à Douala pour améliorer leur situation dans le salariat ou le commerce. Ainsi donc, une bonne majorité de l'échantillon était attachée à Victoria, une forte minorité à son lieu de naissance, notamment chez les Camerounais anglophones.

Sur le plan professionnel, treize immigrés sur quarante-deux avaient des projets de changement. La plupart souhaitaient avoir un meilleur emploi ou démarrer une meilleure affaire.

Vingt personnes sur quarante-sept connaissaient Douala : huit y étaient allées une fois et sept, de deux à cinq fois.

Les raisons avancées pour ne pas vouloir y vivre étaient de trois ordres : absence de «correspondant» de la même famille, difficultés pour y vivre, milieu socio-culturel étranger aux anglophones. Ceux qui étaient attirés par Douala entrevoyaient un avenir personnel meilleur.

L'influence de Douala est donc modeste malgré la proximité, la facilité des relations et la taille de la ville. L'obstacle essentiel à cette influence est socio-culturel : l'absence d'une minorité anglophone à Douala ne facilite pas l'installation d'immigrants du Cameroun de l'Ouest, malgré certains liens comme la pratique du Pidgin-English.

7 - CONCLUSION : QUELQUES BIOGRAPHIES CARACTÉRISTIQUES

Les dix biographies présentées ci-dessous sont données en guise de conclusion à ce chapitre sur les dimensions humaines de l'immigration. Elles sont profondément spécifiques du comportement de chacun des groupes de migrants, étudiés dans leurs grandes lignes et dans leurs manières de s'intégrer à la ville. Elles sont en même temps caractéristiques car elles traduisent aussi les réactions propres à chaque individu. Elles laissent enfin entrevoir la part du hasard ou de la chance dans chaque destin particulier.

Deux biographies de femmes et sept biographies d'hommes provenant des cinq grandes zones géographiques fournissant la quasi-totalité des migrants de la ville sont ici reproduites. Nous avons cru bon d'y joindre, à titre de comparaison, la biographie d'un Bakweri né à Victoria.

a - Harry M., Bakweri né à Victoria

Harry M. est né à Victoria en 1936 et n'a jamais résidé ailleurs. Il est un natif au sens plein du mot. Il est allé à l'école presbytérienne mais a abandonné ses études au standard IV en 1950 parce que son père est mort et qu'il n'avait personne d'autre «to sponsor him». A sa sortie de l'école, il «chôme» pendant cinq ans. En 1955, il finit par obtenir, grâce à un ami bakweri, une place d'apprenti-charpentier au Public Works Department. Cinq ans plus tard, il deviendra un «full worker». Deux ans après avoir trouvé ce travail, il réussit à économiser l'argent nécessaire pour se marier. Il épouse une Bakweri de 14 ans plus jeune que lui pour laquelle il paiera une dot de 57 £. Celle-ci lui donnera quatre enfants. En 1966, il réussit à économiser 200 000 F CFA pour bâtir une maison. Natif, il obtient gratuitement un terrain à New Town où il va édifier en deux mois une maison de 5 pièces aux murs de planches et au toit de tôles. A la même période, il ouvre un «off licence bar» où il installe sa sœur. En 1970, les affaires marchant bien, il épouse une deuxième femme âgée de 19 ans dont la dot s'est élevée à 45 000 F CFA.

La situation matérielle de Harry M. est relativement brillante. Il gagne 13 000 F CFA au P.W.D. et retire de son commerce de 5 à 10 000 F CFA par mois. Il a, par ailleurs, hérité de sa grand-mère un champ vivrier situé à 500 m de sa demeure et qui l'aide à vivre. Il est propriétaire d'une vaste maison, dispose de l'électricité et a un mobilier assez varié, notamment des fauteuils, luxe rare à New Town. Il possède enfin une bicyclette et un récepteur de radio.

Selon les critères de jugement en vigueur à Victoria, c'est un homme qui a «réussi» sa vie. Sur le plan matrimonial, il est polygame, au niveau professionnel, c'est un travailleur mensuellement rétribué, matériellement, il est devenu propriétaire de la maison qu'il occupe et d'un bar.

b - Alice N., Isubu, née à Bimbia Bonangombe

Alice N. est une vieille femme de 65 ans. Née à 5 km de Victoria en 1905, elle s'est installée à Victoria vers 1920. Durant son enfance, elle n'a reçu aucune instruction. C'est sa sœur aînée qui l'a décidée à quitter son village pour la suivre, après la première guerre mondiale. Le mari de sa sœur travaillait dans les plantations allemandes et elle suivit le couple, aidant sa sœur, dans ses divers lieux de résidence : Idenau estate, Ekona estate, Bota estate. Elle fut ensuite prise en charge par sa tante dont le mari, un notable de Victoria, fut affecté à Lagos pendant un an et demi.

En 1929, elle épousa un Isubu qui travaillait, lui aussi, dans les plantations industrielles. Elle le suivit dans ses diverses affectations : Mokundange, Isongo, Debundscha, Mubange, Wetewete Isongo et Bota, camps situés sur la West Coast (36). Elle a eu quatre enfants de lui dont deux sont morts en bas âge.

En 1949, son mari décide d'habiter à Victoria après 20 ans de labeur dans les plantations industrielles. Il y meurt en 1953. La veuve, aidée par ses fils, l'un manoeuvre, l'autre charpentier, construit une maison, en 1954, sur un terrain qui lui a été donné. Ses deux fils, célibataires de 32 et 34 ans, vivent avec elle et se chargent de sa subsistance. Un seul travaillait à la date de l'enquête et gagnait 8 500 F CFA par mois. Alice N. conservait des relations avec son village situé à 5 km de Victoria, où vivait encore un de ses frères avec qui elle échangeait de la nourriture.

Sa situation matérielle est très modeste, son mobilier comporte le strict nécessaire et elle ne possède aucun objet de consommation durable. Elle est partie du village pour suivre une personne et a toujours été dépendante de quelqu'un n'ayant jamais exercé de profession : elle n'a pas choisi d'émigrer.

c - Deux originaires du Sud-Ouest : Martha B. et John M.

Martha B., née à Bache, Takamanda (37), avait 31 ans au moment de l'enquête. Mariée à 15 ans à un cuisinier de la même ethnie travaillant à Mamfé, elle est restée dans cette ville pendant trois ans. En 1957, ils ont quitté Mamfé pour Bamenda, puis Bamenda pour Kumba et enfin Kumba pour Buea, pour des séjours de deux ans. Pendant que son mari continuait d'exercer son métier, elle s'occupait d'un champ vivrier. Ils eurent un enfant mort très tôt. En 1963, elle divorce et retourne dans son village de naissance.

Une année plus tard, elle part pour Victoria «to look for money» et devient immédiatement prostituée. En 1970, elle louait une chambre pour 700 F CFA à un Bakweri. Elle déclarait gagner 3 000 F CFA par mois et complétait ses revenus en cultivant un champ vivrier à 5 km de Victoria, donné par un «country man» (un homme du même groupe ethnique) où elle faisait pousser du manioc, du cacao et des plantains. Elle est retournée dans son village pour un deuil et avait envoyé à son père des cadeaux en argent et en nature, afin de lui permettre de rembourser sa dot. Elle souhaitait retourner dans son village et y faire de l'agriculture mais envisageait également de devenir couturière.

Martha B. a été obligée d'émigrer pour rembourser à son ex-mari le montant de la dot versée à sa famille, en se prostituant. Elle ne s'est pas intégrée au milieu urbain et désire retourner à son lieu de naissance. La ville, dans sa vie, a été une étape obligatoire où elle n'a rien appris, ni rien acquis.

John M., lui, est né à Etinkem (groupement de Bakogo, arrondissement de Mamfé). Il n'a que 28 ans et vit à Victoria depuis 9 ans. Il est allé à l'école jusqu'au niveau du standard VI et parle l'Ejagham, le Douala, le Pidgin-English et l'Anglais. Il perdit son père alors qu'il passait l'examen de fin d'études primaires en 1960. En 1967, il partit pour Victoria «in order to have a bright future in life». Là, il vit d'abord avec un «frère» et se met à travailler comme manoeuvre au Service de l'Agriculture. Il y restera trois mois et sera recruté ensuite par le P.W.D. comme apprenti-électricien. Il reste apprenti 6 ans jusqu'à ce qu'il passe avec succès le «Trade Test» en 1967. En 1963, il était revenu dans son village pour

(36) Terme désignant la côte à l'ouest de Victoria entre Victoria et le Cap Debundscha.

(37) Arrondissement d'Akwaya

s'y marier. En 1970, le P.W.D. le licencie parce que le service ne disposait pas de fonds suffisants. Depuis, il cherche un emploi et a renvoyé sa femme dans son village. Il pense trouver un «job» à Douala grâce à un ami. En attendant, il exerce son métier à titre privé.

Il louait une pièce à un Bassa 500 F CFA par mois et possédait un poste de radio. Ses revenus étaient variables mais dépassaient 5 000 F CFA par mois. Il hébergeait depuis 1969 un frère à la recherche d'un travail et s'occupait d'une sœur, élève au Saker Baptist College de Victoria. Pendant les douze derniers mois, il avait envoyé 2 500 F CFA et des vêtements à son frère vivant au village.

John M. n'a pas réussi totalement son insertion dans la ville. Il est encore jeune. Il a toutefois appris un métier, il s'est marié et il aide le reste de sa famille. Il se trouve temporairement au chômage mais pense retrouver rapidement un emploi en émigrant à Douala.

d - Deux originaires du Nord-Ouest : James D. et Bernard S.

James D., Bali, est né en 1920. Il a fréquenté une «native school» et, jusqu'à l'âge de 19 ans, a aidé son père dans son exploitation familiale. En 1949, il quitte, avec son père, son village pour travailler pendant deux ans à Missellele estate (C.D.C.) comme gardien de nuit. Il est parti «to look for money». En 1951, il retourne à Bali Nyonga pour une année. Dès 1952, il revient à Missellele pour retrouver son emploi de gardien de nuit. Pendant dix ans, il restera employé à la C.D.C. dans le même poste et changera quatre fois de domaine. En 1962, il quitte la C.D.C. et loue à un policier une petite plantation de bananiers qu'il exploite à Victoria New Town. Il redevient très vite gardien de nuit dans une entreprise de travail des métaux à Victoria.

Au moment de l'enquête, il louait à un Bakweri une chambre à 700 F CFA par mois. Il gagnait alors 5 500 F CFA mensuellement et n'avait pas d'autres sources de revenus. Resté célibataire, il a envoyé à sa sœur au village 1 000 F CFA et, par deux fois, du poisson séché pendant les douze derniers mois. Satisfait de son travail «part and parcel of him from the unset», il n'avait pas l'intention de quitter Victoria.

Peu ambitieux, attaché à ses habitudes et à son travail, James D. est un homme satisfait de son sort et de la vie qu'il mène. Il appartient à ce type d'hommes conscients des difficultés de l'existence et appréciant par dessus tout la sécurité qu'apporte l'exercice d'une seule et unique profession chez un seul et même «master» (patron). De son point de vue donc, il a réussi sa migration.

Contrairement à James D., Bernard S. est un instable : à 32 ans, il a déjà vécu dans six endroits différents et a travaillé avec douze «patrons». Il est originaire de Bamunkumbit, une petite chefferie située dans le sud-ouest de la plaine de Ndop. Il a quitté l'école en 1954 après avoir atteint le standard III. De 1955 à 1959, il s'emploie comme manœuvre agricole durant la période des gros travaux chez de petits planteurs à Bafang, Nkonjock, Nkongsamba et Kumba. A Nkongsamba, en 1958, un ami lui apprend gratuitement le métier de coiffeur. Dans ces divers emplois, il est payé au rendement. En 1959, il revient dans son village et y cultive une petite plantation de café. En 1960, à la mort de son père, il émigre pour de bon. Il descend à Batoke où il travaille comme salarié temporaire («casual») à la C.D.C. et comme manœuvre pour un entrepreneur ibo pendant quatre ans. En 1964, il s'installe à Victoria où il travaille successivement comme manœuvre aux P. et T., au P.W.D. et dans deux sociétés d'import-export (C.C.C. et Socopao). En 1969, il va travailler quelques mois dans l'usine de la firme hindoue Emen's Textiles International à Ombe. Il ne reste dans chacun de ces emplois salariés que peu de temps et il économise de l'argent en vue de monter un «salon de coiffure». En 1969, enfin, il s'installe comme coiffeur.

Bernard S. était en 1970 locataire à New Town : il payait 800 F CFA par mois à un Douala pour la location d'une chambre et le droit d'exercer son métier de coiffeur sur la véranda de la maison. Il ne possédait aucun bien et pas d'autre moyen de subsistance que son métier de coiffeur.

Bernard S. ne semble pas apprécier le travail salarié et les emplois qu'il occupe lui servent de tremplin pour devenir travailleur indépendant. Son but est d'être, économiquement et socialement, indépendant

même si sa profession ne lui procure que de faibles revenus. En migrant, il parvient après dix ans de travaux de manœuvre à s'établir à son compte.

e - Deux Ibo : John O. et Kalu I.

John O., 41 ans, est né à Owerri et exerce présentement la profession de commerçant en denrées alimentaires à Victoria. Il a poursuivi ses études jusqu'au standard VI ; il parle bien entendu Ibo, mais n'a pas son égal pour s'exprimer en Pidgin-English. En 1944, il quitte Owerri et vient à Victoria, via Calabar, pour aider son frère aîné dans son «business». Son père lui donne bientôt une somme pour commencer à faire du commerce. Il déclare avoir alors «started straight ahead with his business of selling clothes». Il semble que son commerce lui rapporta de l'argent car il retourna à plusieurs reprises à Owerri pour s'y marier. En 1970, il avait trois femmes et huit enfants (2 femmes et 3 enfants étaient restés à Owerri). Il ferme son commerce de vêtements en 1965 car il devait faire trop souvent crédit à ses clients. Depuis cette date, il exploite un «off licence bar» et a un boy de 23 ans qui vient, comme lui, d'Owerri, avec lequel il n'a pas de lien de parenté. Il habite une maison de trois pièces aux murs de planches et au toit de tôles et dispose de l'électricité. Il loue cette maison et le bar attenant 9 000 F CFA par mois à un Ghanéen. Lui-même est propriétaire d'une maison en ville et ses revenus mensuels étaient de l'ordre de 7 000 F CFA pour ses locations et de 15 000 F CFA pour le bar. Il était sans contact avec sa famille en raison de la guerre. Il désirait rester à Victoria et rouvrir un commerce dès qu'il aurait un petit capital.

John O. s'est très vite inséré dans la ville grâce à l'aide familiale et il a su tirer parti de son commerce pour s'assurer une situation enviable ; il est toujours prêt à se relancer dans une affaire nouvelle.

Kalu I. est né dans la division de Bende en 1934. Quand il quitte son village en 1952 pour venir au Cameroun, il a suivi l'école primaire jusqu'au Standard VI et a obtenu le Leaving school certificate. Il est venu à Victoria sur la suggestion d'un ami déjà installé. A son arrivée à Victoria, il a la chance de trouver un emploi d'apprenti-électricien à la C.D.C. De 1952 à 1956, il travaille comme apprenti à la C.D.C. Bota, et, de 1956 à 1962, comme électricien. A cette époque, il se déplace de Bota à Tiko et de Tiko à Ekona au gré des affectations. A l'indépendance, il est chassé de la C.D.C. en raison de sa nationalité nigériane. En 1961, il retourne chez lui et se marie. Il revient du Nigeria avec sa femme. A son retour, il fait d'abord du commerce pendant huit mois faute de retrouver un emploi d'électricien salarié. Il obtient un contrat avec la C.D.C. pour électrifier un camp à proximité de Tiko en 1963. En 1965, il est engagé par une société d'électricité du bâtiment, Mahop's Electrical Ent., avec laquelle il travaille depuis cette date.

Kalu I., en 1970, vit avec sa femme et ses quatre enfants à New Town dans deux pièces d'une maison électrifiée. Il a un mobilier limité et un poste de radio. En plus de sa famille, il a un boy et héberge une nièce de 9 ans. Son salaire est supérieur à 10 000 F CFA par mois mais il n'a aucune autre ressource. Ses relations avec le Nigeria sont inexistantes en raison de la guerre du Biafra.

Kalu I., Ibo, a eu la chance de recevoir une certaine éducation. Il est venu à Victoria avec l'espoir d'y apprendre un métier manuel. Il est devenu électricien salarié. Quand il n'a pas eu d'emploi, il s'est mis à commercer comme nombre de ses compatriotes. Il a toutefois joué, dès que cela a été possible, la carte de sa compétence et il vit relativement mieux que l'ensemble des migrants étudiés.

f - Deux originaires du Cameroun francophone : Joseph W. et Barnabas E.

Joseph W., gardien de nuit au Public Works Department, a 44 ans et est né à Bafoussam. Il ne parle que deux langues : le Bangu et le Pidgin-English, et réside à Victoria depuis 36 ans. C'est en effet à l'âge de 8 ans que son frère aîné, qui habitait déjà Victoria, l'a amené. Pendant 12 ans, il allait ainsi aider son frère, petit commerçant en produits importés. Il revint deux fois dans son village durant cette période. En 1940, il alla s'y marier et ramena sa femme à Victoria. En 1946, il quitte son frère et commence à travailler comme manœuvre. Il réussit à économiser 37 £ pour acheter à ce dernier la maison dans laquelle

il vit aujourd'hui. En 1954, un accident l'oblige à s'arrêter de travailler pendant 5 ans. Pendant cette période, il fut aidé par l'association des gens de Bafoussam à Victoria. En 1959, il retourne à la C.D.C. Bota comme manœuvre. Il y reste deux ans. En 1961, sa maison prend feu et l'association des gens de Bafoussam lui apporte une aide matérielle pour la reconstruire. Depuis 1962, il travaille au P.W.D.

Joseph W. a un salaire de 5 700 F CFA et il retire 1 600 F CFA de la location d'une pièce de sa maison. Il n'a pas l'intention de changer de métier mais, s'il était malade, il aimerait retourner dans son village. Au cours des douze derniers mois, il avait envoyé du poisson à son frère et celui-ci lui avait expédié à son tour des ignames, des arachides et des graines de melon («égusi»).

Joseph W. n'a pas eu beaucoup de chance dans sa vie de migrant mais il a toujours bénéficié de l'aide des autres Bamileké installés sur place. Il n'a pas cherché à améliorer son niveau d'instruction et s'est contenté d'emplois subalternes. Il semble s'être fixé à Victoria mais ne se sent pas parfaitement intégré dans la ville qu'il pense quitter s'il tombe à nouveau malade.

Barnabas E. est né en 1919 à Melong, petite ville du nord du Moundou et réside à Victoria depuis 1937. Il vint tout petit à Victoria habiter avec sa sœur aînée. Quand l'époux de sa sœur aînée mourut, il alla s'installer chez son «God father» (parrain). A l'âge de 14 ans, il devint boy chez un maître d'école à Kamba. Il resta boy de 1933 à 1946, à Kumba pendant 4 ans, puis, à Victoria pendant 9 ans. En 1946, il se maria. De 1947 à 1950, il fut yard boy au Council Office et passa messenger par la suite. Il resta dans cet emploi jusqu'en 1968. A cette date, il prit sa retraite.

Pendant toute la période où il fut salarié du Council, il épargna. Ainsi, il acheta en 1949 une première maison pour 15 £ et, en 1950, une seconde pour 25 £. En 1967, il achetait une plantation de café de 2 000 pieds dans la région de Melong. Il avait acquis également un bar en ville.

En 1970, il vivait avec sa deuxième femme épousée en 1960. Les deux enfants qu'il avait eus avec sa première femme vivaient au Cameroun francophone. Il avait un mobilier important, un poste de radio, une bicyclette, un fusil de chasse et une machine à coudre. Ses ressources provenaient de sa pension, de ses locations et des bénéfices réalisés dans son bar, sans compter les revenus de sa cafétéria. Ses ressources étaient supérieures à 15 000 F CFA par mois.

Barnabas E. est un migrant qui a réussi sa vie en se constituant un solide patrimoine immobilier et foncier durant sa vie de salarié, mais au prix d'un effort d'épargne considérable. Il s'est ainsi assuré de vieux jours sans problèmes financiers.

Les biographies des migrants montrent à quel point il est difficile de réussir son installation à Victoria. Cela suppose à la fois de l'aide, de la chance et, en plus, soit le désir d'apprendre une profession, soit des qualités d'homme d'affaires, soit un solide sens de l'épargne. La société locale étant ce qu'elle est, de nombreux migrants chôment ou font faillite. Il leur faut à ce moment-là ne pas désespérer et s'entraider. Toute réussite peut être passagère et dépend de facteurs sur lesquels le migrant n'a aucune prise, aussi la situation de beaucoup est-elle précaire dans la mesure où certains accroissent inconsidérément leurs charges familiales dès qu'un début d'aisance s'annonce. De plus, tous les migrants sont loin d'avoir les «vertus» nécessaires pour réussir car il en est beaucoup qui ne peuvent vivre hors de l'atmosphère sécurisante de leur «home». La migration peut s'avérer, selon les individus, la meilleure ou la pire des choses.

CONCLUSION —

Le destin de l'agglomération de Victoria est marqué par la malchance. Elle s'est trouvée handicapée dès sa création par sa situation géographique et ce désavantage n'a fait que se renforcer dans l'histoire.

Elle s'est toujours située en marge, dans une région elle-même marginale. Elle s'est laissée enfermer dans son rôle de port des plantations industrielles alors que Kumba et Bamenda «organisaient» les plantations paysannes de l'intérieur.

La région du Cameroun anglophone s'est toujours trouvée à la périphérie des grands axes de développement économique, tant dans l'espace nigérian que camerounais. Elle a, de plus, été tardivement et modestement équipée. Située à la charnière de l'Afrique centrale et guinéenne, c'est une zone de basse pression démographique, difficilement pénétrable, prise en tenaille par deux zones surpeuplées et dynamiques : le pays ibo à l'ouest et la région des savanes herbeuses des hauts-plateaux de l'ouest du Cameroun au nord-est. C'est pourquoi elle a été délaissée très longtemps par les pouvoirs publics.

La ville est un organisme vivant. Elle peut s'épanouir dans le provisoire ou dépérir dans le grossissement, comme c'est le cas de beaucoup de villes d'Afrique noire. Organisme vivant, la ville suppose qu'un certain nombre d'équilibres organiques existent entre ses fonctions et son influence, son marché de l'emploi et sa population active, ses ressources et la manière dont vivent ses habitants. A Victoria, ces équilibres sont en permanence instables, reflétant la fragilité de l'organisme urbain.

Création ancienne des Européens, elle n'a pu trouver sa voie depuis le départ des Allemands. Port dont l'arrière-pays est disputé entre Calabar et Douala, capitale économique d'une région attardée depuis 1914, pôle d'attraction mal situé dans l'échiquier géographique régional, elle a essayé tour à tour de jouer chacun de ces rôles sans succès. Elle s'est retrouvée prisonnière de son passé de port des plantations industrielles alors que celles-ci, héritage colonial, se révèlent dépassées en tant que système de production.

La mobilité de la population immigrée s'explique par ce destin sans envergure, parsemé de tentatives de développement avortées. Elle reflète aussi les changements du pouvoir. Toujours à la merci de l'administration prête à la ressusciter par une mesure heureuse ou à l'abattre par une décision maladroite, la ville a fait le gros dos, s'assoupissant dans l'ombre de son brillant passé.

Les plantations industrielles en cours de reconversion et menacées n'ont, en rien, suppléé les pouvoirs publics. Au contraire, elles ont élagué dans le personnel. Les immigrants ont, en conséquence, développé un habitat précaire à l'image de leur propre situation dans la ville où nombre d'entre eux aboutissent après un passage dans les plantations industrielles. Pour ces derniers, l'agglomération est devenue un site de repli, voire de refuge.

Malgré cette situation déclinante, la ville s'accroît à un rythme relativement rapide. Aux Camerounais de l'Est, présents jusque vers les années 30, ont succédé les commerçants et artisans du Nigeria oriental. A ce fonds sont venus s'ajouter plus récemment les originaires des Grassfields et du bassin de la Manyu. Aujourd'hui, une immigration de caractère régional et local tend à prendre la relève d'une immigration désordonnée de caractère international.

La croissance démographique de la ville s'est faite par à-coups en fonction des phases de dépression des plantations industrielles, à l'inverse de Tiko dont les périodes de fort accroissement coïncidaient avec les moments de prospérité des plantations bananières.

Cette immigration était liée à l'attraction des grandes plantations et à la politique de recrutement de la main-d'œuvre nécessaire plus ou moins autoritaire des gouvernements allemand et britannique. Actuellement, on assiste à une réduction de l'«aire de drainage démographique» de l'agglomération liée à la phase de déflation des effectifs de travailleurs dans les plantations. Cette tendance pourrait éventuellement se renverser si les projets industriels et portuaires dont on parle depuis une dizaine d'années se réalisaient un jour. Dans ce cas, on retomberait dans la situation antérieure : les employeurs seraient contraints de recruter une masse de main-d'œuvre venue d'horizons divers, et des commerçants - ibo ou bamiléké ? - viendraient recueillir une part de la masse salariale.

Cet afflux d'immigrants a permis la naissance de quartiers irréguliers dans les «freehold lands» et la densification de New Town, vieux quartier africain créé par les premiers autochtones déguerpis par les Allemands pour créer la Station. Quelques lotissements ont été créés après 1950 sur lesquels le gouvernement a édifié des maisons destinées à ses cadres : c'est l'origine du Government Residential Area.

Le paysage urbain a ainsi pris corps autour de quelques pôles d'attraction. Les plantations industrielles ont créé leur «ville dans la ville», Bota, que l'administration est venue renforcer en y logeant ses fonctionnaires les plus importants. Les autochtones (Bakweri ou Isubu) ont développé leur emprise sur les immigrés en les hébergeant sur les terres leur appartenant, dans des conditions d'insalubrité déplorable. Dans ces derniers quartiers, la vie s'est organisée autour du marché ou des rues commerçantes. Entre ces deux centres de la vie urbaine, séparés par des *no man's lands*, la station dépérit dans ses vieilles bâtisses de l'époque coloniale. Seule, l'administration y pousse ses tentacules un peu partout.

Les immigrés, pour leur part, ont largement façonné le contenu humain de ces quartiers. Les quartiers populaires regroupant la majeure partie des artisans et commerçants (New Town, Buea Road, Gardens) s'opposent aux quartiers de fonctionnaires et aux camps de manœuvres et de contremaîtres. L'éventail ethnique est également différent selon les quartiers : les Ibo se concentrent à New Town et dans la Station, les Européens peu nombreux au G.R.A. et dans la Station, les gens du Bamenda dans les camps de la C.D.C. à Gardens et à Buea Road. Chaque groupe ethnique, enfin, essaie d'occuper un secteur dans l'éventail socio-professionnel. Il convient de noter à ce propos la place prépondérante des Nigériens dans le commerce, l'artisanat et les services, et celle des natifs dans les locations de case et les professions supposant une qualification. Les autres groupes se partagent les autres professions.

L'étude des vies de migrants laisse entrevoir la complexité du phénomène migratoire et l'étonnante diversité des situations. Elle confirme ce qui vient d'être dit sur la force de l'atavisme ethnique et les différences entre groupes quant à la facilité d'intégration dans le milieu urbain. Elle indique toute l'importance des groupes déjà installés en ville par l'ampleur de l'aide consentie aux nouveaux arrivants, la persistance des cloisonnements inter-ethniques et des relations avec le village de naissance. Les exemples cités montrent aussi l'importance du quotient individuel et du facteur chance dans la réussite ou l'échec de la migration.

La plupart des vies de migrants sont fort mouvementées. L'individu n'a aucune stabilité, ni dans sa résidence, ni dans son emploi, ni même dans sa vie familiale. Les raisons du départ du village sont variées et toutes ne sont pas perçues par le migrant. La mort du père, l'éducation reçue pour les hommes, le mariage ou le divorce pour les femmes, interviennent souvent. La présence d'un parent ou d'un ami à l'extérieur oriente souvent le futur migrant. Celui-ci peut arriver directement à Victoria, le plus souvent il va travailler dans les plantations. Dans sa première étape, il est pris en charge par un parent ou un homme de son ethnie. Peu instruit et sans savoir-faire, il commence par être manœuvre, apprenti, aide-familial, garçon de courses dans un commerce. Par la suite, il tentera de devenir ouvrier qualifié ou de démarrer seul une affaire. La plupart épargneront dès leur premier emploi pour se marier, aider leur famille, s'acheter une maison ou un commerce en ville, parfois une plantation au village. Ils changeront souvent d'emploi, soit parce qu'ils sont licenciés, soit pour améliorer leur condition, soit parce qu'ils veulent passer quelques temps dans leur village. Ceux qui réussissent dans la vie qu'ils ont choisie (le salariat, le commerce ou l'artisanat) désireront améliorer leur «standing» en devenant polygame, en se logeant dans une

maison ayant l'électricité, en prenant un boy ou en s'achetant divers objets de consommation. La plupart hébergeront de nouveaux immigrants et garderont des relations avec leur village de naissance s'ils y ont encore de la famille. Ceux qui réussissent font preuve de patience, de ténacité en même temps que d'ambition et de sens de l'épargne. Ceci explique aussi que beaucoup échouent et, notamment, dans les groupes où la solidarité est moins puissante que chez les Ibo et les Bamiléké. Ils viennent alors grossir le nombre des marginaux qui survivent par mille moyens mais ne sont pas faits pour vivre en ville, ni même, bien souvent, au village.

Que retenir de ce qui vient d'être dit pour ce qui est de l'avenir de Victoria ?

Il est incontestable qu'il sera sombre si rien n'est fait de l'extérieur pour son développement car la ville a perdu progressivement toutes ses capacités de création d'activités durant cette dernière décennie. Dans cette hypothèse, la situation présente - croissance de la ville en volume sans développement économique simultané - continuera un certain temps. Par la suite, la population stagnera et de nombreux résidents finiront par aller ailleurs. Ils grossiront vraisemblablement Douala qui est, d'ores et déjà, incontrôlable par les urbanistes.

La ville, cependant, a des atouts précieux qu'elle se doit de valoriser avec prudence et discernement : les qualités nautiques et touristiques de son site, sa classe d'hommes d'affaires ibo, bamenda et bamiléké, son environnement de plantations industrielles. Elle trouvera naturellement sa place dans un réseau urbain centré sur Douala mais elle ne revivra que si elle dispose à nouveau de fonctions de commandement économique. Il va de soi que la création d'un avant-port ne contribuera qu'à rendre la ville plus dépendante de la capitale économique du Cameroun et qu'il ne faut pas attendre beaucoup du projet de raffinerie de pétrole à la pointe Limboh. La ville a besoin d'une véritable décentralisation économique pour surmonter sa phase actuelle de déclin.

Il semble encore temps de renflouer la ville, non seulement dans son intérêt, mais aussi pour sauvegarder l'équilibre régional gravement compromis par l'omniprésence de Douala dans tous les secteurs de l'activité économique. Les villes situées dans un rayon de 200 km autour de la métropole doivent être en mesure de la relayer et de faire écran dans le circuit migratoire si l'on veut maîtriser un jour sa croissance. C'est dans cette perspective d'aménagement volontaire de l'espace que doit se concevoir le renouveau de Victoria.

Yaoundé, mars 1975

ANNEXES

1 - REPÈRES HISTORIQUES

Un peu partout dans l'agglomération de Victoria restent des traces du passé et notamment dans le paysage urbain. Il faut souvent chercher dans son histoire les explications de bien des problèmes du présent. Il nous a donc semblé utile de présenter ici de manière succincte et chronologique les principaux événements de l'histoire de l'agglomération qui fut successivement la cité des missionnaires baptistes pendant le dernier quart du XIXe siècle, le port des plantations allemandes pendant la première moitié du XXe siècle, et, depuis, une ville léthargique dans l'attente d'un second souffle.

1 - Victoria, cité de la London Baptist Missionary Society (1858-1887)

a - une installation précipitée et contestée

Vers 1850, la London Baptist Missionary Society avait installé des bases dans le fond du golfe de Guinée à Clarence (Santa Isabel dans l'île de Fernando Poo), Douala et Bimbia. C'est au gouverneur espagnol de Fernando Poo décidant de chasser les missionnaires baptistes que Victoria doit sa création.

En mai 1858, les missionnaires baptistes de Fernando Poo demandent à A. SAKER, missionnaire anglais et ancien ingénieur de la marine (1) installé à Douala de leur trouver un point de chute sur le continent.

En juin 1858 (?), A. Saker achète à King William de Bimbia, chef des Isubu, pour 2000 livres sterling, une bande de terre située à Amboise bay (baie d'Ambas) et comprenant : «First, a coast line beginning at War Bay (Man O'War Bay) and from a small stream issuing from the Albert Hills and entering the bay about its centre, thence continuing and embracing an headland known as Monanga, and then entering Amboise Bay and continuing and embracing Foo Bay and thence onward to the High lands beyond the Islands of Bobia (îles des pirates). Second, the interior line of this district shall be from the stream in War Bay onward N.E., about 10 miles and thence N.W. to join another line N.E. from High lands beyond Bobia» (ARDENER, S.G., 1968, p. 53) (2).

Cet achat fut contesté par les Bakweri et Wovea voisins qui estimaient avoir des droits sur les terres données par King William. Ceci, joint à l'imprécision des frontières nord et ouest de la concession obtenue par Saker, permit aux missionnaires presbytériens de Bâle, successeurs des baptistes anglais, de «marchander» et de ne payer en définitive que la moitié du prix demandé.

b - un protectorat britannique dirigé par les missionnaires

Contrairement aux vœux de Saker, Victoria ne devint pas un dépôt de carburant de la marine britannique et ne fut pas déclarée officiellement colonie de la Couronne. Les consuls britanniques de la baie du Biafra, installés à Fernando Poo, laissèrent les établissements du Cameroun entre les mains des baptistes. Ils furent administrés de Douala par Saker jusqu'en 1876 et, après cette date, de Victoria par THOMSON. La ville de Victoria, quant à elle, eut dès 1859 un tribunal composé de douze membres indigènes présidé d'abord par un Jamaïcain, puis par un originaire de Sierra Leone.

c - une minuscule cité à la recherche de colons

Les premiers habitants de Victoria furent d'anciens esclaves libérés en 1838 et venus de la Jamaïque, du Liberia ou du Ghana, via Fernando Poo, auxquels vinrent s'adjoindre des Bakweri et des

(1) Il fut le premier à apprécier les qualités nautiques de la baie d'Ambas.

(2) Ce document est, lui-même, une copie de l'original disparu.

Bimbia convertis, ainsi que des travailleurs krou. Le développement de la ville fut très lent : trois ménages sur quatre-vingt dix volontaires s'étaient installés en 1860.

La cité de Victoria s'organisa autour du tribunal et de l'école fondée vers 1860, de l'église et de la résidence des missionnaires construites toutes deux vers 1877. Complétant ces infrastructures créées par les missionnaires, étaient venues s'installer les factoreries des compagnies de commerce anglaises et allemandes, vers 1870 : John Holt, Amba Bay Trading Co, Woermann.

Vers 1880, en marge de la cité, quelques aventuriers, comme ROGOSINSKI s'établirent dans l'île de Mondole et à Bota. Ils tentèrent même d'implanter une mission catholique avec l'aide de jésuites espagnols.

La population scolaire de Victoria passa de 60 élèves en 1862 à 210 en 1881. Parmi les premiers élèves des baptistes, nous trouvons des hommes devenus propriétaires de «freehold lands» comme MOKEBA ou CARR. De même, parmi les noms des hauts fonctionnaires d'aujourd'hui, on retrouve des descendants de colons de l'époque de Saker.

2 - Victoria-Bota, port des plantations allemandes (1887-1940)

Si, dès le 7 mai 1885, un accord était intervenu entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour la cession à cette dernière du Cameroun, il restait à régler le problème de Victoria, propriété de la mission baptiste. L'enclave fut vendue à la mission presbytérienne de Bâle et devint allemande en janvier 1887. L'enclave anglaise dans une colonie allemande devint une enclave urbaine au milieu des plantations industrielles de la West Afrikanische Pflanzung Victoria (W.A.P.V.), et elle l'est demeurée.

a - le deuxième port du Cameroun allemand (1887-1915)

Au début du XXe siècle, le centre de gravité politique et économique du Cameroun allemand était le triangle Victoria-Buea-Douala où se trouvait l'essentiel des plantations industrielles de cacao créées entre 1895 et 1905. Constituée en 1897 à partir des propriétés de trois planteurs, la W.A.P.V. avait absorbé, entre 1900 et 1905, d'autres concessions si bien que l'espace qu'elle possédait formait une bande de terre continue d'une largeur de 10 à 20 km prenant en écharpe le Mont Cameroun entre Victoria et Muyuka, sans compter la plantation isolée de Missellele.

Pour desservir cet ensemble, cette société créa un réseau ferré complet, centré sur Victoria, dont l'axe principal, Bota-Soppo (27 km), fut achevé vers 1905. Des voies secondaires reliaient Bota à la jetée de Victoria (2,6 km), Bota à Ngeme (7 km), Soppo à Molyko (9 km). La jetée de Victoria qu'elle gérait s'avérant insuffisante, cette société édifia, dès 1910, le wharf de Bota près de l'huilerie nouvellement construite. En 1911, la deuxième firme s'occupant de plantations, la West Afrikanische Pflanzung Bibundi, fut reliée à Bota par une route de 47 km tracée dans la West Coast dans des conditions difficiles. Par ailleurs, des barges et chaloupes amenaient à Bota les produits des plantations isolées et notamment le cacao, les produits du palmier et le caoutchouc. Ainsi, vers 1912, Victoria-Bota exportait plus de 2500 T de cacao et la valeur de l'ensemble de ces exportations s'élevait à 4,7 millions de Marks.

b - l'engourdissement du port sous le mandat britannique de l'entre-deux-guerres (1915-1940)

Si le pouvoir politique passe des Allemands aux Britanniques à Victoria en 1915, le pouvoir économique reste aux mains des sociétés allemandes. Elles ont, en effet, racheté en 1924 leurs anciens domaines proposés à la vente, par les Britanniques, une première fois sans succès en 1922. La conjoncture économique internationale est franchement défavorable. Les cours du cacao comme ceux du caoutchouc (provenant du Funtumia) fluctuent, voire s'effondrent. Les plantations capitalistes européennes doivent se reconverter et cela se fera très lentement en raison des incertitudes et des investissements considérables à réaliser.

A la même époque, commence à se faire sentir la concurrence de Tiko dans l'exportation des bananes et du caoutchouc (voir tableau ci-après). Cette rivalité résulte de la mise en valeur de la plaine environnante après 1910 et de l'exportation de bananes fraîches vers l'Allemagne dès 1930 par l'African Fruit Co. L'administration britannique fait même un effort à Tiko en y créant un hôtel des douanes et un lotissement de 120 lots en 1927-1928.

Exportations comparées des ports de Tiko et de Victoria (1929-1930)

	Victoria		Tiko		Total tonnes
	tonnes	%	tonnes	%	
bananes sèches	165	4,0	3 912	96,0	4 077
bananes fraîches	34	0,1	43 721	99,9	43 755
cacao	9 927	62,0	6 087	38,0	16 014
palmistes	5 521	78,6	1 502	21,4	7 023
huile de palme	5 423	77,4	1 582	22,6	7 005
caoutchouc	1 013	25,1	3 017	74,9	4 030

En 1924, un agent de John HOLT voyait ainsi la situation de Victoria : «The extraordinary situation of Victoria from a trading point of view, situated as it is in the midst of plantations, worked under European management makes it difficult to see how government action can foster trade. Transport facilities which would amables commercial firms to tap the interior are conspicuous by their absence, and head transport even when available is not an economical proposition». Il fallut, en effet, attendre 1928 pour voir s'achever la piste unissant les villes de Victoria, Tiko et Kumba.

c - la ville entre l'activité germanique et la passivité britannique

Victoria doit à l'action des Allemands une bonne part de son organisation spatiale actuelle : ils ont progressivement défini les limites territoriales des divers groupes se partageant l'agglomération (l'État, les plantations, la communauté indigène, les missions et les cinq particuliers propriétaires) ; ils ont créé les trois noyaux urbains autour desquels gravite l'agglomération actuelle (la Station, New Town et Bota) et ils ont ainsi soigneusement séparé la ville européenne de la ville africaine ; en 1891, l'établissement d'un jardin d'essai permet à l'agglomération actuelle d'avoir un espace vert.

Elle leur doit également bon nombre de ses infrastructures et de ses constructions. Les Allemands avaient établi, près de la jetée de Victoria, un ensemble d'entrepôts et de bureaux liés à l'activité maritime et dont il ne reste que la poste et, près du wharf de Bota, des entrepôts et une huilerie toujours existants. Un réseau ferré à voie étroite amenait les produits des plantations et a été remplacé parfois par une route étroite et sinueuse. Si quelques-uns des bâtiments administratifs allemands sont toujours utilisés, les deux premiers hôpitaux de la ville sont devenus des hôtels ; l'église de la mission presbytérienne comme la résidence préfectorale sont restées presque identiques à ce qu'elles étaient ; l'île de Mondole, résidence de Rogozinsky vers 1885, léproserie vers 1901, habitée par des Monroviens ensuite, est aujourd'hui déserte et envahie par la végétation.

L'administration britannique a entretenu ce qui avait été bâti et s'est préoccupée de renforcer les positions du commerce britannique : en mai 1924, Hansa and Co, la dernière maison de commerce allemande ferme ses portes ; à la même époque, aux côtés de Wooding and Co (Ambas Bay Trading Co) et de John Holt and Co, figuraient Spear and Co, Messrs Body Lawson et Allotey.

En créant une division à Kumba (novembre 1920) à laquelle ont été rattachés le district du Rio-del-Rey (août 1921) et le pays bamboko (1924), l'administration britannique a réduit progressivement la circonscription administrative au seul territoire du Fako et du pays bakolle, englobé à nouveau en 1930.

Elle a, par ailleurs, mis en place une administration indirecte de la ville en s'appuyant sur les autorités dites «traditionnelles». Elle a ainsi donné aux chefs traditionnels un rôle et une importance que leur seule autorité était loin de leur donner.

Elle a aussi tenté de réaménager la partie orientale de la Station rachetée en avril 1923 aux firmes allemandes (W.A.P.V. Holfoth) en y installant des services administratifs, en transférant le marché à New Town en 1928 et en construisant une cité de fonctionnaires à Cow Fence (1924).

3 - Une ville léthargique dans l'attente d'un second souffle

Redevenue une petite préfecture au départ des Allemands en 1915, la ville n'a pas eu depuis de fonctions capables de lui rendre le dynamisme qu'elle avait connu. Et pourtant, elle s'accroît, devenant une ville-refuge pour les travailleurs des plantations, saisonniers ou insatisfaits, dans l'attente d'un travail, et pour les Nigerians entreprenants et trop nombreux chez eux.

Les tentatives de relance de l'activité par l'intermédiaire de la C.D.C. dans les années cinquante, de l'administration de l'État fédéré anglophone dans les années soixante, ont finalement échoué en raison de mauvaises options économiques et de trop fréquents changements politiques (3).

a - La Cameroon Development Corporation, moteur du développement de l'agglomération

En 1947, la C.D.C., société d'État à charte, prend le contrôle de toutes les plantations industrielles allemandes et entreprend leur modernisation grâce à des prêts substantiels. Une active politique sociale est menée et de nombreux camps de travailleurs sont édifiés ou rénovés, notamment à Bota, Middle Farm et Limbé, en même temps que des logements pour cadres supérieurs sont construits autour de la Direction Générale. Un hôpital, destiné aux travailleurs, voit le jour et n'a rien à envier à l'hôpital général édifié en 1947. Des écoles et des coopératives de vente sont établies près des camps.

Entre 1950 et 1955, le nombre des travailleurs est considérable et les profits élevés. En 1953, l'exportation de bananes représentait 78 % des ventes à l'exportation. Mais c'est Tiko qui tire tout le profit de ces exportations. Dès 1955, on assiste à une compression des effectifs si bien que, huit ans plus tard, le personnel est deux fois moindre. La ville de Victoria sert partiellement de refuge à ceux qui ne retournent pas chez eux ou ne vont pas tenter leur chance ailleurs.

Depuis 1965, la C.D.C. est engagée dans un vaste plan de reconversion et d'extension des plantations grâce à d'énormes emprunts, mais l'accroissement des charges sociales (très supérieures aux gains de productivité), la baisse des prix mondiaux et les erreurs comme la lourdeur de la gestion expliquent les mauvais résultats obtenus depuis 1971. Les conséquences de cet état de fait, en dehors du problème social posé par le débauchage d'un quart à un cinquième des salariés, en sont variées tant il est vrai que la ville vit encore à l'ombre de la C.D.C. et, quand celle-ci éternue ...

b - Le relais de l'État fédéré dans les années soixante

Longtemps squelettique, le nombre des fonctionnaires augmente rapidement à la fin des années soixante à Buea et à Victoria où viennent d'être installés certains services techniques (Health Department, Marketing Board, Electricity Corporation, Inland Revenue Department, Public Works Department). Avec l'indépendance, le nombre des services et celui des fonctionnaires se multiplie. On édifie donc des cités, pour tous ceux qui doivent être logés : les infirmières, les policiers, les gendarmes, les douaniers, les employés de bureau et les chefs de service. La ville, jadis commerçante, prend un air bureaucratique avec

(3) 1960 : Indépendance ; 1961 : Réunification ; 1972 : Unification.

tout un assortiment de quartiers dont le «standing» correspond mathématiquement au rang atteint par ceux qui les occupent dans le «civil service». La suppression de l'État fédéré, en 1972, aurait dû amener un délestage. Une réorganisation des services, la création de nouvelles directions ont, au contraire, accru leur nombre. Ils ne suffisent pas à remplacer les activités productives que certains sont censés administrer. Il en va de même du tourisme qui semble, cependant, prendre un nouveau départ avec l'ouverture de la route Tiko-Douala en 1969 et l'arrivée de touristes allemands en avion-charters.

c - L'attente d'un renouveau

L'achèvement d'une liaison routière moderne entre Victoria et Douala en 1973 et la construction d'une raffinerie de pétrole en 1974 annoncent-ils la fin de la léthargie de Victoria ? Rien n'est moins sûr. De toute manière, il faut attendre les années quatre-vingts pour juger de l'intérêt de la réalisation éventuelle d'un port en eau profonde et de ses «retombées» sur la ville.

2 - CROISSANCE NUMÉRIQUE DES PRINCIPALES VILLES DU SUD-OUEST DU CAMEROUN

Villes	1925 - 1930	1953	1964	1967	1970	1972
Buea	1 053 (1925) ; 1 606 (1926)	3 126	9 014	10 830	12 000	?
Kumba	moins de 2 000	11 672	30 985	35 000	36 000	54 264
Mamfé	1 168 (1930) ; 951 (1933)	6 539	7 766	10 126	10 000	10 051
Muyuka	810 (1928)	2 095	5 030	6 225	6 000	6 062
Tiko	622 (1928)	5 337	9 238	8 500	12 000	9 010
Victoria	1 577 (1925) ; 3 131 (1928)	8 025	15 919	19 525	?	?

- 1925 - 1930 : assessments reports de l'époque
- 1953 : recensement exhaustif
- 1964 : recensement par sondage (taux de 1/1 pour Buea et Victoria, 1/2 pour Tiko et Mamfé, 1/5 pour Kumba, 1/10 pour Muyuka)
- 1967 : estimation de la population à partir des résultats du recensement administratif
- 1970 : estimation du service statistique
- 1972 : recensement administratif.

3 - CROISSANCE NUMÉRIQUE DES PRINCIPAUX QUARTIERS DE L'AGGLOMÉRATION DE VICTORIA

	Station Botanical gard.	Victoria Gardens	New-Town Buea Road	Bota C.D.C. G.R.A.	Bota Middle Farm camp	Limbe camp
1862	82	-	-	-	-	-
1924	584	-	993	?	?	-
1928	1 539	-	1 592	?	?	-
1953	3 575	980	3 470	1 122	2 282	948
1964		13 293		1 555	4 678	
1967	1 854	3 238	12 404	1 633	2 196	2 162

4 - SITUATION FONCIÈRE ET ESPACE B ÂTI EN 1973 (superficies approximatives - hectares)

	Propriétaires	Surface possédée	Espace bâti	Nom du quartier
Bota	C.D.C.	329	112	Senior Service quarters
			52	Bota oil mill, port and camp
	État	120	95	Middle Farm and Limbe camps
	Mission	8	89	Government Residential Area
		8	8	Catholic Mission Station
		457	356	
Victoria	État	650	34	Botanical Garden
			87	Station
			82 (?)	Gardens
			145	Buea Road
	Particuliers	70	3	Station
			20 (?)	Gardens
			40	Buea Road
	Missions	67	47	Saker college
			20	Presbyterian and other missions
	Communauté des natifs	1 527	72	New Town proper
			20	New Town extensions
		2 314	570	

**5 - POPULATION DE L'AGGLOMÉRATION SELON LES QUARTIERS
EN 1967 (résultats bruts)**

QUARTIERS et flots	Hommes	Femmes	Total	QUARTIERS et flots	Hommes	Femmes	Total
BOTA CAMPS	2 944	2 415	5 359	NEW TOWN	4 450	3 208	7 658
Bota	518	483	1 001	Carr Street	575	444	1 019
Limbe	1 195	967	2 162	Church Street 2	1 745	1 292	3 037
Middle Farm	1 231	965	2 196	Manga Street	405	286	691
BOTA G.R.A.-C.D.C. S.S.Q.	365	264	629	Motomby Street	726	539	1 265
BUEA ROAD	2 512	1 878	4 390	Nganda Street	211	158	369
Church Street 1	879	659	1 538	Saker Street	788	489	1 277
Lumpsum Q.	420	257	677	SAKER COLLEGE	20	326	346
Nambeke Street	1 057	823	1 880	STATION BEACH	1 051	803	1 854
Nurses Quarters	156	139	295	Ahidjo Street	142	119	261
GARDENS (MOKEBA)	1 930	1 308	3 238	Botanical Gardens	81	53	134
Mbende Street	870	562	1 432	Burnley Street	111	99	210
Mokeba Street	586	394	980	Luma Street	368	258	626
Rhoom Street	474	352	826	Makangai Street	98	93	191
				Sama Street	251	181	432
				TOTAL	13 272	10 202	23 474

**6 - POPULATION DE L'AGGLOMÉRATION SELON LES QUARTIERS
EN 1953, 1964 ET 1967**

		1953	1964	1967
BEACH	H	4 435	7 611	8 033
(Station - New Town - Saker college - Buea Road)	F	2 610	5 682	6 215
	T	7 045	13 293	14 248
BOTA	H	688	859	883
(G.R.A. et C.D.C.)	F	434	696	747
	T	1 122	1 555	1 630
MOKEBA FARM	H	653	1 509	1 930
	F	327	1 117	1 308
	T	980	2 626	3 238
MIDDLE FARM	H	2 099	2 585	2 426
(Middle Farm et Limbe C.D.C.)	F	1 131	2 093	1 932
	T	3 230	4 678	4 358
AGGLOMÉRATION	H	7 875	12 564	13 272
	F	4 502	9 588	10 202
	T	12 377	22 152	23 474

7 — NOMBRE D'HOMMES POUR 100 FEMMES SELON L'ÂGE (1967)

Age	Population native	Population immigrée	Age	Population native	Population immigrée
0 - 4 ans	101	103	40 - 44 ans	133	340
5 - 9 ans	98	96	45 - 49 ans	104	372
10 - 14 ans	93	135	50 - 54 ans	44	305
15 - 19 ans	72	101	55 - 59 ans	51	153
20 - 24 ans	70	143	plus de 60 ans	41	233
25 - 29 ans	77	167			
30 - 34 ans	123	228			
35 - 39 ans	99	307	tous âges	93	157

8 - PYRAMIDE DES AGES DE L'AGGLOMÉRATION (1967) EN ‰

	Population native			Population immigrée		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4 ans	173	171	344	17	16	33
5 - 9 ans	121	123	244	48	50	98
10 - 14 ans	70	76	146	70	52	122
15 - 19 ans	27	38	65	67	66	133
20 - 24 ans	20	28	48	97	68	165
25 - 29 ans	18	24	42	98	59	157
30 - 34 ans	17	14	31	80	35	115
35 - 39 ans	13	13	26	58	19	77
40 - 44 ans	9	7	16	30	9	39
45 - 49 ans	6	6	12	23	6	29
50 - 54 ans	3	6	9	11	4	15
55 - 59 ans	2	4	6	6	3	9
plus de 60 ans	3	8	11	6	2	8
Total	482	518	1 000	611	389	1 000

9 - LIEUX DE NAISSANCE
DES HABITANTS DE L'AGGLOMÉRATION DE VICTORIA (1967)

Province ou pays	Arrondissement ou département *			Province ou pays	Arrondissement ou département *		
S . S . W .	Victoria	8 402	8 402	Littoral	Mungo *	147	783
	Bamusso	3			Sanaga maritime*	391	
	Bangem	158			Wouri *	220	
	Kumba	1 447			Nkam *	25	
	Muyuka	100	1 886	Centre Sud		274	
	Ndian	162		Nord		52	
	Nguti	2		Est		6	
	Tombel	12					
N . S . W .	Akwaya	25		Nigeria oriental	Calabar	731	3 627
	Fontem	62	2 142		Ogoja	209	
	Mamfé	2 055			Onitsha	315	
N . W .	Bali	367			Owerri	2 338	
	Bamenda	2 079			Rivers	34	
	Gwofon	1 019		Nigeria occidentale			273
	Ndop	265		Nigeria septentrional			44
	Njinikom	39	4 944	Europe			107
	Nkambé	278		Amérique			31
	Nso	170		Fernando Poo			10
	Nwa	3		Inde			10
W .	Wum	724		Autres pays			32
	Bafang	151					
	Bafoussam	168					
	Bangangté	325	851				
	Dschang	92					
	Foumban	46					
	Mbouda	69					

**10 - LIEUX DE NAISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE
DE L'AGGLOMÉRATION DE VICTORIA PAR BRANCHES SOCIO-PROFESSIONNELLES
(1967)**

Lieux de naissance	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
Victoria (arr.)	70	358	49	63	134	84	61	261	170
Bamenda (arr.)	27	262	5	50	132	157	52	146	162
Mamfé (arr.)	26	156	78	15	107	164	33	221	112
Kumba (arr.)	14	58	7	7	118	108	25	99	109
Gwofon (arr.) *	41	110	1	11	39	144	19	65	52
Wum (arr.)	9	63	2	12	54	165	14	31	30
Bali (district)	5	39	2	26	14	42	11	32	29
Divers	16	109	7	27	94	113	27	114	128
Camer. angl. total	208	1 155	151	211	692	977	242	909	792
Bangangté (arr.)	34	31	1	15	12	36	11	14	4
Sanaga maritime (dépt.)	40	37	7	17	12	18	3	13	8
Divers	62	147	26	54	80	122	36	79	80
Camer. franc. total	136	215	34	86	104	176	50	106	92
Nigeria	75	560	20	667	770	223	105	34	33
Autres pays	-	9	-	4	-	1	-	-	70
Total	419	1 939	205	968	1 566	1 377	397	1 049	987

I : agriculteurs – II : travailleurs manuels – III : prostituées – IV : marchands – V : domestiques, aides serveurs – VI : manœuvres, gardiens – VII : chauffeurs – VIII : employés de bureau – IX : cadres moyens et supérieurs –
* actuel département de la Momo.

**11 - LIEUX DE NAISSANCE DES HABITANTS DES QUARTIERS
DE L'AGGLOMÉRATION DE VICTORIA (1967)**

Lieux de naissance	I	II	III	IV	V	VI	VII	Total
Victoria	192	690	2 152	1 473	1 013	2 815	67	8 402
S.S.W.	129	161	663	238	235	423	37	1 886
N.S.W.	18	159	529	409	385	613	29	2 142
N.W.	116	302	1 658	1 041	703	951	173	4 944
Camer.francophone	49	83	198	638	381	604	13	1 966
Nigeria	61	408	154	562	518	2 230	11	3 944
Divers	64	51	5	29	3	22	16	*190
Total	629	1 854	5 359	4 390	3 238	7 658	346	23 474

I : Bota GRA – II : Station – III : CDC camps – IV : Buea Road – V : Gardens – VI : New Town – VII : Saker college

**12.- RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE IMMIGRANTE
SELON LES QUARTIERS (1967)**

Immigrants actifs	Bota GRA	Station	C.D.C.	Buea Road	Gardens	New Town	Total
Agriculteurs	3	20	38	84	44	160	349
Travailleurs manuels	7	72	188	350	317	647	1 581
Prostituées	-	1	1	48	22	84	156
Marchands	-	58	34	155	125	533	905
Domestiques - aides	120	158	160	250	184	560	1 432
Manœuvres - gardiens	11	29	545	183	145	380	1 293
Chauffeurs	4	17	50	71	72	122	336
Employés de bureau	23	84	173	180	187	201	848
Cadres moyens et supérieurs	61	117	224	175	95	145	817
Total	229	556	1 413	1 496	1 191	2 832	7 717

13 - CLASSIFICATION SOCIO-PROFESSIONNELLE UTILISÉE

- 1 - *Farmers* (agriculteurs)
- 2 - *Wine tappers* («vignerons»)
- 3 - *Fishermen* (pêcheurs)
- 4 - *Tailors* (tailleurs)
- 5 - *Butchers* (bouchers)
- 6 - *Wood workers* (travailleurs du bois)
 - carpenters
 - sawyers
 - cabinet makers
 - tree fellers
- 7 - *Metal workers* (travailleurs des métaux)
 - fitters
 - welders
 - tinkers
 - blacksmiths
 - goldsmiths
- 8 - *Building workers* (travailleurs du bâtiment)
 - bricklayers
 - block - makers
 - plumbers
 - painters
 - masons
- 9 - *Electricity workers* (électriciens)
 - auto - electricians
 - house wiring
 - radio-technicians
- 10 - *Mechanic workers* (mécaniciens)
 - motor-mechanics
 - plant - mechanics
 - greasers
- 11 - *Repairers* (réparateurs divers)
 - book binders
 - tyre menders
 - shoe menders
 - watch repairers
 - bicycle repairers
 - radio repairers
- 12 - *Other artisans* (travailleurs manuels divers)
 - bread bakers
 - bags and mattress makers
 - umbrella stickers
 - soya man
- 13 - *Barbers and hairdressers* (coiffeurs)
- 14 - *Bar, hotel and eating houses managers* (hôteliers et restaurateurs)
- 15 - *Landlords* (propriétaires ou loueurs de case)
- 16 - *Washermen* (blanchisseurs)
- 17 - *Prostitutes* (prostituées)
- 18 - *Native doctors - herbalists* (docteurs indigènes)
- 19 - *Other services* (services divers)
 - photographers
 - journalists
 - musicians
 - trade-unionists
 - lawyers
 - councillors
 - chiefs
 - pool agents
 - court chairmen
 - truck pushers
 - instructors (driving and vocational institutes)
- 20 - *Businessmen* (hommes d'affaires)
 - contractors
 - transport dealers
 - managers
- 21 - *Palm wine sellers* (vendeurs de vin de palme)
- 22 - *Local foodstuffs sellers* (vendeurs de denrées alimentaires locales)
- 23 - *Main traders* (commerçants importants)
 - merchants
 - importers
- 24 - *Other traders* (commerçants divers)
 - petty traders
 - trader on petty articles
 - pharmacists
- 25 - *«Boys»* (aides divers - tâcherons)
 - office - boys
 - store - boys
 - bar attendants
 - motor boys
 - yard boys
 - sales boys
- 26 - *Labourers* (manœuvres)
 - general labourers
 - dockers
 - deckhands
 - wharfmen
 - crewmen
- 27 - *Watchmen* (gardiens)
 - night watchmen
 - day watchmen
 - caretakers
 - gatemen
 - guides
- 28 - *Family helpers* (aides familiaux)
- 29 - *Domestic servants* (domestiques)

- 30 - *Drivers* (chauffeurs)
 - caterpillar operators
 - grader drivers
 - launch drivers
 - train drivers
- 31 - *Technicians* (techniciens)
 - skilled labourers
 - printers
 - surveyors
 - draftsmen
 - technologists
 - soil technicians
- 32 - *Checkers* (contremaîtres)
 - overseers
 - headmen
 - foremen
 - controllers
 - supervisors
 - market masters
 - quarter masters
- 33 - *Clerks* (employés de bureau)
 - messengers
 - stenographers
 - typists
 - C.D. assistants
 - book keepers
 - time keepers
 - meter readers
 - secretaries
 - sales clerks
 - accountants
- 34 - *Medical workers* (travailleurs médicaux)
 - wardmaids
 - matrons
 - lab. attendants
 - nurses
- 35 - *Health officers* (cadres supérieurs)
 - engineers
 - estate managers
 - legal advisers
 - barristers
 - medical officers
 - midwives
 - senior officers (administration)
- 36 - *Army and gendarmes* (militaires)
- 37 - *Police, prisons workers* (polices, gardiens)
 - customs guards
- 38 - *Teachers* (primary and secondary schools)
- 39 - *Applicants* (chômeurs)
 - unemployed
 - jobless
 - out of school
- 40 - *Scholars* (écoliers)
- 41 - *Mission workers* (travailleurs des missions)
 - priests
 - pastors
 - catechists
 - evangelists
- 42 - *Housewives* («ménagères»)
- 43 - *Widows and spinsters* (veuves et fiancées)
- 44 - *Inactives and pensioners* (inactifs et pensionnés)

14 - PLACE DE L'HÔPITAL RÉGIONAL DE VICTORIA DANS LA DESSERTE DU FAKO (1969)
(d'après un sondage effectué sur un hospitalisé sur trois)

Groupement	Habitants concernés	hospitalisés				Taux d'hospitalisation (en ‰)
		à Buea		à Victoria		
Victoria	26 372	20	0,7 %	2 970	99,3 %	113
Buea	19 909	2 829	81,8 %	627	18,2 %	173
Muyuka	18 896	407	40,4 %	601	59,6 %	53
Bwinga	5 943	105	13,0 %	706	87,0 %	136
Muea	7 020	564	73,3 %	205	26,7 %	109
Tiko	9 191	20	3,3 %	594	96,7 %	66
Bonjongo	4 747	-	-	310	100,0 %	65
Modeka	6 938	73	27,0 %	198	73,0 %	39
Total	99 016	4 018	39,3 %	6 211	60,7 %	103

L'hôpital régional de Victoria (200 lits) était en 1969 le plus important de la province du Sud-Ouest, mais son influence était limitée dans le Fako par la présence des hôpitaux de plantation (Tiko - Bota - Ekona) réservés à la population vivant dans les camps (40 000 personnes environ). Il existait également un hôpital général de 120 lits à Buea.

Il a paru intéressant d'étudier l'influence de ces deux hôpitaux sur la population ne vivant pas dans les camps de plantations. Celle-ci s'exerce prioritairement dans le groupement où se trouve l'hôpital : 70 % des hospitalisés de Buea en provenaient contre 45 % à Victoria. Ceci traduisait la plus forte fréquentation urbaine mais aussi la plus forte attraction de l'hôpital de Victoria auprès des personnes vivant à l'extérieur du groupement. Dans le Fako, l'influence de Victoria était prépondérante dans six groupements contre deux pour Buea. Ainsi, l'hôpital de Buea recevait des patients venus surtout d'une zone située à moins de 20 km tandis que celui de Victoria attirait prioritairement des personnes habitant à 50 km sans compter les nombreux malades issus des départements de la Ndian et de la Mémé.

15 - L'INFLUENCE RÉGIONALE DU COLLEGE FÉMININ BAPTISTE A. SAKER
(Enquête directe 1971)

1 - Origine ethno-géographique

département ou province d'origine	Appartenance ethnique		Lieu de naissance		Lieu de naissance des parents	
		%		%		%
S. W.						
Fako	53	17,5	100	33,0	119	39,3
Meme	44	14,5	49	16,2	53	17,5
Ndian	2	0,7	2	0,7	7	2,3
Manyu	26	8,6	14	4,6	10	3,3
N. W.						
Momo	31	10,2	17	5,6	16	5,3
Mezam	57	18,8	54	17,8	52	17,2
Menchum	9	3,0	5	1,6	7	2,3
Bui	11	3,6	16	5,3	7	2,3
Donga et Mantung	20	6,6	12	4,0	14	4,6
Littoral	5	1,6	7	2,3	3	1,0
Ouest	16	5,3	4	1,3	-	-
Centre Sud	1	0,3	2	0,7	3	1,0
Est	-	-	-	-	-	-
Nord	2	0,7	-	-	1	0,3
Nigeria	24	7,9	13	4,3	3	1,0
Divers	2	0,7	8	2,6	8	2,6
Total	303	100,0	303	100,0	303	100,0

Principaux groupes ethniques représentés :

	nombre	%
1 - Bakweri (Fako)	49	16,2
2 - Ngemba (Mezam)	23	7,6
3 - Meta (Momo)	22	7,3
4 - Banyang (Manyu)	20	6,6
5 - Bakossi (Meme)	16	5,3
6 - Ibo (Nigeria)	16	5,3
7 - Bamiléké (Ouest)	15	5,3
8 - Wimbun (Donga et Mantung)	12	4,0
9 - Balong (Meme - Fako)	9	3,0
10 - Ibibio (Nigeria)	8	2,6
Total	190	62,9

2 - Origine sociale

Catégorie socio-professionnelle des parents	Lycée	Ville (1)	Cameroon anglo- phone (1)
	%	%	%
Professions libérales et cadres	28,0	4,5	0,8
Enseignants et missionnaires	13,6	1,6	1,2
Employés de bureau	6,1	14,2	1,0
Commerçants et entrepreneurs	10,2	17,7	3,5
Conducteurs	0,8	5,0	0,9
Agriculteurs	23,8	15,3	82,5
Manœuvres	1,5	20,9	5,5
Travailleurs manuels	9,5	18,9	3,9
Services	0,8	0,7	0,4
Forces de l'ordre	5,7	1,2	0,3
Total	100,0	100,0	100,0

(1) Enquête démographique par sondage de 1964

Les trois-quarts des parents des lycéennes du collège baptiste A. Saker habitaient les trois départements les plus urbanisés et les mieux scolarisés du Cameroun anglophone : le Fako, la Meme et la Mezam. Les deux tiers des lycéennes étaient nées dans un de ces trois départements. Du point de vue ethnique cependant, elles appartenaient aux groupes vivants dans ces départements (Bakweri, Ngemba, Bakossi, Balong), mais aussi à des groupes extérieurs comme les Meta de la Momo, les Banyang de la Manyu et les Wimbun de la Donga et Mantung. Ibo, Bamileké et Ibibio, groupes étrangers à la région anglophone du Cameroun, occupaient une place de choix dans le collège.

L'on comprendra aisément que les parents vivant en ville, milieu fortement scolarisé, envoient leurs filles au collège. Cette attraction touche plutôt les ethnies les plus dynamiques ou les plus ouvertes à la vie moderne et dans ces ethnies plutôt les familles déracinées. Les zones où l'influence baptiste est forte - et d'abord le Fako - sont relativement bien représentées même si elles sont fort éloignées de Victoria comme c'est le cas de la région de Ndu ou du pays kom.

L'origine sociale des filles vient confirmer ceci. Les classes sociales urbaines les plus éduquées (professions libérales, cadres, missionnaires et enseignants) ont une représentation disproportionnée. Les classes les plus nombreuses dans la population et notamment celles d'agriculteurs et de manœuvres, étaient sous-représentées. Filles d'employées de bureau, de commerçants et de travailleurs manuels, sans être très nombreuses, occupaient une place située entre la moyenne régionale et la moyenne de l'agglomération.

Le recrutement du lycée A. Saker s'étend presque exclusivement sur les populations vivant au Cameroun anglophone, ethnies étrangères comprises. Dans cet ensemble, le lycée touche les zones urbaines, les ethnies les plus ouvertes à la promotion de la femme, les familles immigrées et surtout les catégories sociales privilégiées par leur culture ou leur position dans la société. Le collège, s'il permet la promotion culturelle et sociale féminine, ne contribue que fort peu à répandre celle-ci dans la population féminine du peuple des villes et surtout des campagnes. Il renforce donc les disparités sociales et géographiques.

16 - LE DÉCLIN DE L'ACTIVITÉ DES PORTS DE TIKO ET DE BOTA (1961 - 1973)

Années	Importations			Exportations								
	Hydro-carbures (Tiko)	Marchan-dises div. (Bota + Tiko)	Total	Bois (Tiko)	Bananes (Tiko)	Produits du palmier (Bota)	Caout-chouc (Tiko)	Cacao (Bota)	Café (Bota)	Thé (Bota)	Divers (Bota + Tiko)	Total
1961	10 951	41 738	52 689	92 237	87 242	8 526	4 093	7 225	4 269	79	4 949	208 620
1965	?	?	68 245	19 563	37 526	9 888	7 465	8 362	5 862	679	740	90 085
1969	3 485	39 736	43 221	-	18 091	10 115	8 432	2 819	6 030	716	271	46 474
1973	-	8 597	8 597	-	-	10 190	2 638	4 698	2 961	-	130	20 617

Source : Ports Authority

L'activité des ports du Cameroun anglophone était liée aux besoins et aux possibilités de cette région et bénéficiait de son isolement relatif. Le port de Tiko et celui de Bota s'étaient, dans une certaine mesure, spécialisés : le premier importait hydrocarbures et pondéreux et exportait bois, bananes et caoutchouc ; le port de Bota se chargeait du transit des autres produits. Depuis l'indépendance, le trafic total des deux ports est passé de plus de 250 000 tonnes à moins de 30 000.

On peut expliquer ce recul par deux causes :

- la baisse intervenue dans la production bananière et l'exploitation du bois ;
- la concurrence de Douala, relié en 1976 par chemin de fer à Kumba et en 1969 par la route à Tiko.

Dès 1967, une partie du cacao, du café et des palmistes collectés par le Marketing Board était écoulee par Douala ainsi que les palmistes de la Pamol et le bois des sociétés forestières. En août 1969, la Texaco arrête ses importations d'hydrocarbures par Tiko. En avril 1972, toutes les bananes exportées sont amenées par camion au port de Bonabéri. L'emprise de Douala a été d'autant plus efficace que les tarifs portuaires y étaient plus bas. Quand une harmonisation des tarifs est intervenue en 1973, la situation ne s'est pas améliorée. Un cinquième des exportations de la région passait par Bota et Tiko et, seules, se maintenaient les exportations des produits du palmier. Un cinquième du café et du caoutchouc, la moitié du cacao exporté, transitaient par les deux ports. Autant dire que la concurrence de Douala a pratiquement stoppé l'activité portuaire locale, touchant d'abord Tiko, ensuite Bota.

17 - BIOGRAPHIES COLLECTÉES : DONNÉES DE BASE

1 - L'échantillon étudié

a - Appartenance ethnique et circonscription de naissance (1)

Regroupement utilisé	Ethnie	Circonscription de naissance	Hommes	Femmes	Total
Natifs	Bakweri	Victoria	5	3	8
	Isubu		-	1	1
Originaires de la province du Sud-Ouest	Assumbo	Akwaya	-	1	1
	Boki	Akwaya	-	1	1
	Mbulu	Akwaya	-	1	1
	Takamanda	Akwaya	1	6	7
	(Anyang)	Mamfé	-	1	1
	Balundu	Bamusso	-	1	1
		Ekundu Titi	-	1	1
	Bassossi	Nguti	1	-	1
	Ejagham	Mamfé	1	-	1
Originaires de la province du Nord-Ouest	Bafut	Bamenda	1	-	1
	Bali	Bali	1	-	1
	Meta	Mbengwi	2	-	2
	Moghamo	Batibo	1	-	1
	Ndop	Ndop	2	-	2
	Widekum	Batibo	1	-	1
	Yamba	Nwa	1	-	1
Originaires du Nigeria	Ibo	Bende	3	-	3
		Ikot Ekpene	1	-	1
		Obubra	-	1	1
		Okigwe	2	-	2
		Owerri	5	-	5
	Ogoja	Ogoja	-	1	1
Originaires du Cameroun francophone	Bamiléké	Mifi	2	-	2
	Douala	Wouri	-	1	1
	Mbo	Moungo	1	-	1
Total			31	19	50

(1) Arrondissement pour le Cameroun anglophone, département pour le Nigeria et le Cameroun francophone.

b - Age des chefs de famille

Ages	Hommes	Femmes	Total
	-		
20 - 24 ans	3	5	8
25 - 29 ans	4	2	6
30 - 34 ans	3	4	7
35 - 39 ans	6	2	8
40 - 44 ans	5	1	6
45 - 49 ans	1	2	3
50 - 54 ans	5	1	6
55 - 59 ans	2	-	2
60 - 64 ans	-	-	-
65 - 70 ans	-	2	2
pas de réponse	2	-	2
Total	31	19	50

c - Nombre d'années de résidence à Victoria

Années de résidence	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. franc.	Total
moins de 10 ans	2	10	6	3	-	21
11 à 20 ans	1	2	1	4	1	9
21 à 30 ans	-	1	2	5	-	8
31 à 40 ans	1	-	-	-	2	3
plus de 40 ans	2	-	-	-	1	3
en visite	-	2	-	-	-	2
nés à Victoria	3	-	-	-	-	3
sans réponse	-	-	-	1	-	1
Total	9	15	9	13	4	50

d - Situation matrimoniale

	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. franc.	Total
Hommes						
Célibataires	1	1	4	3	-	9
Mariés (1 femme)	2	2	5	6	2	17
Mariés (2 femmes)	1	-	-	1	-	2
Mariés (3 femmes)	-	-	-	1	-	1
Veufs	1	-	-	-	1	2
Femmes						
Mariées	-	1	-	-	-	1
Veuves	2	1	-	-	-	3
Divorcées ou sép.	2	8	-	2	-	12
Célibataires	-	2	-	-	1	3
Total	9	15	9	13	4	50

e - Situation professionnelle

	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer.franc.	Total
Secteur primaire	1	1	2	2	-	6
Artisans	-	1	-	3	-	4
Commerçants	1	1	1	5	-	8
Services	-	-	1	3	1	5
Prostituées	-	8	-	-	-	8
Travailleurs indépendants	2	11	4	13	1	31
Manœuvres	1	2	2	-	1	6
Artisans	1	-	-	1	-	2
Employés	-	-	2	-	-	2
Travailleurs salariés	2	2	4	1	1	10
Chômeurs	1	1	-	-	-	2
Visiteurs	-	2	-	-	-	2
Propriétaires	2	-	-	-	2	4
«Ménagères»	-	1	-	-	-	1
Sans profession	3	4	-	-	2	9

Secteur primaire : pêcheurs (2), «vignerons» (1), agriculteurs (3) – Artisans indépendants : tailleur (1), charpentier (1), électricien (1), étameur (1) – Commerçants : vendeurs de viande (2), de poisson (1), de vin de palme (1), de «gari» (1), d'aliments locaux (3) – «Services» : coiffeur (1), blanchisseur (1), «pousseur» (1), chargeur de batterie (1), propriétaire de bar (1) – Manœuvres : serveuse (1), manœuvre (1), gardiens de nuit (4) – Artisans salariés : charpentier (1), électricien (1) – Employés : magasinier (1), employé de bureau (1).

2 - Le migrant au moment du départ

a - Son éloignement (distance village de naissance - Victoria)

Distance	Camer. angl.	Camer. franc.	Nigeria	Total
1 - 50 km	6	-	-	6
50 - 100 km	2	1	-	3
100 - 150 km	1	1	-	2
150 - 200 km	1	1	-	2
200 - 250 km	15	1	4	20
250 - 300 km	4	-	8	12
300 - 350 km	1	-	1	2
non comptabilisé	(3)	-	-	(3)
Total	33	4	13	50

b - Son âge

Age	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
0 - 9 ans	-	-	2	2	2	6
10 - 19 ans	4	7	5	6	1	23
20 - 29 ans	1	5	2	4	1	13
plus de 30 ans	1	1	-	-	-	2
non comptabilisé	(3)	(2)	-	(1)	-	(6)
Total	9	15	9	13	4	50

c - Son niveau d'instruction

Instruction reçue	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
Néant	2	12	5	7	2	28
École indigène	3	-	1	-	1	5
École primaire						
Standard 2	-	-	-	-	1	1
Standard 3	-	-	1	-	-	1
Standard 4	1	-	-	-	-	1
Standard 6	-	1	2	4	-	7
École secondaire						
Classe 2	-	-	-	1	-	1
Non comptabilisé	(3)	(2)	-	(1)	-	(6)
Total	9	15	9	13	4	50

d - Sa religion

Religion	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
Animiste	-	1	1	2	-	4
Baptiste	3	1	-	1	1	6
Baptiste indigène	1	-	-	-	-	1
Catholique	1	6	2	7	3	19
Presbytérien	1	5	6	2	-	14
Non comptabilisé	(3)	(2)	-	(1)	-	(6)
Total	9	15	9	13	4	50

e - Les langues ou dialectes qu'il parle

Langues parlées	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
Langue vernaculaire de son ethnie	6	13	9	12	4	44
Autres langues vernaculaires	2	4	1	3	1	13
Pidgin-English	6	13	9	12	4	44
Anglais	-	1	3	3	-	7
Non comptabilisé	(3)	(2)	-	(1)	-	(6)
Personnes concernées	9	15	9	13	4	50

Autres langues vernaculaires parlées par :
les Natifs : Bakweri, Douala – les originaires du Sud-Ouest : Douala, Banyang, Boki, Balong – les originaires du Nord-Ouest : Bali – les Nigerians : Efik (langue ibibio) – les originaires du Cameroun francophone : Douala.
Notons qu'un natif de Ndop a acquis des rudiments de Bamiléké et de Français durant sa migration et qu'un Ibo a appris le Bakweri à Victoria.

f - Sa situation matrimoniale

Situation matrimoniale	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Célibataire	2	1	2	2	9	-	10	1	3	1	26	5
Marié	-	3	-	3	-	-	-	1	-	-	-	7
Divorcé ou sép.	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	5
Veuf	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Non comptabil.	(3)	-	(1)	(1)	-	-	(1)	-	-	-	(5)	(1)
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

g - Sa situation professionnelle

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Secteur primaire	2	-	1	-	2	-	2	-	-	-	7	-
Artisans	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Commerçants	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Travaill. indép.	2	-	1	-	3	-	3	-	-	-	9	-
Aide familial	-	3	-	10	2	-	-	2	1	-	3	15
Apprenti	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Ménagère	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Travaill. dépend.	-	3	-	11	2	-	1	2	1	-	4	16
Écolier	-	1	1	-	2	-	3	-	-	1	6	2
Sans activité	-	-	-	-	2	-	3	-	2	-	7	-
Non comptabilisés	(3)	-	(1)	(1)	-	-	(1)	-	-	-	(5)	(1)
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

3 - La migration

a - Le déclenchement de la migration

· Événement ayant déclenché la migration

	H	F	Total
Mariage	-	7	7
Divorce	-	5	5
Veuvage	-	1	1
Événement matrimonial	-	13	13
Mort du père	4	1	5
Événement familial	4	1	5
Éducation reçue	5	-	5
Désir d'aller à l'école en ville	1	-	1
Raison éducative	6	-	6
Ne peut hériter de l'exploitation de son père	2	-	2
Raison sociale	2	-	2
Pression d'un immigré	13	2	15
Père	1	-	1
Oncle	1	-	1
Frère aîné	5	1	6
Sœur aînée	1	1	2
Ami	1	-	1
Originaire de la même ethnie	2	-	2
Houssa	1	-	1
Soldat	1	-	1
Visite à un immigré	2	1	3
Oncle	1	-	1
Frère	1	1	2
Guerre du Biafra	1	-	1

– Raisons individuelles avancées

- Femmes
- Refus de se marier à quelqu'un du village (1)
 - Désir de se prostituer sans que son père le sache (1)
- Hommes
- Curiosité : «for sight seing» (1)
 - Dégoûté par la vie au village : «rather fed up with village life» (1)
 - Ambition : «to have a bright future in life» (1)
 - désir de mieux réussir dans le commerce, mieux qu'au village (1)
 - Recherche d'un emploi salarié (3)
 - Réception d'un capital pour démarrer une affaire (1)
 - Désir de vivre avec son frère (1)
 - Recherche d'argent (2)

b - La première étape et la première activité

– Première étape du migrant

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Village proche du lieu de naissance	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3
Village éloigné du lieu de naissance	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-
Chef-lieu de la circonscription de naissance	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	1	2
Plantation	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	-
Victoria	1	1	2	7	3	-	7	2	2	1	15	11
Autres villes (1)	-	1	-	1	3	-	1	-	1	-	5	2
Non comptabilisé	(3)	-	(1)	(1)	-	-	(1)	-	-	-	(5)	(1)
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

Bafang (1) – Bamenda (1) – Calabar (1) – Ekona Town (1) – Mbonge (1) – Tiko (1)

– Accueil et hébergement de l'immigrant

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Mari	-	3	-	2	-	-	-	1	-	-	-	6
Frère	-	-	1	2	4	-	5	1	2	-	12	3
Sœur	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	2
Oncle	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	2	1
Ami	-	-	-	4	-	-	1	-	-	-	1	4
Originaire de la même ethnie	-	-	-	-	1	-	3	-	-	-	4	-
Employeur	-	-	1	-	3	-	1	-	-	-	5	-
Non comptabilisé	(4)	-	(1)	(3)	-	-	(1)	-	-	-	(6)	(3)
Total	5	4	2	12	9	-	11	2	3	1	31	19

– Première activité du migrant

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Travailleurs salariés												
Plantations	1	-	1	-	2	-	1	-	-	-	5	-
Travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	3	-
Actifs agricoles												
Dépendants	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Indépendants	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Actifs commerciaux												
Dépendants	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3	-
Indépendants	-	-	-	1	-	-	2	1	1	-	3	2
Actifs de l'artisanat et des services												
Dépendants	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-
Indépendants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Prostituées	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	9
Aides familiaux	-	2	-	-	2	-	-	-	1	-	3	2
Boys	-	-	-	-	1	-	2	-	1	-	4	-
«Ménagères»	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3
Écoliers	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Sans emploi	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Non comptabilisés	(3)	-	(1)	(1)	-	-	(1)	-	-	-	(5)	(1)
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

c - Le déroulement de la migration

— Nombre d'étapes avant l'établissement à Victoria

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Pas d'étapes	2	1	2	6	1	-	6	2	1	-	12	9
1 étape	-	1	-	3	2	-	-	-	-	-	2	4
2 étapes	-	1	-	1	1	-	-	-	1	-	2	2
3 étapes	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
plus de 4 étapes	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	3	1
déplacements après une première étape à Victoria	-	1	-	-	2	-	2	-	1	1	5	2
déplacements après une arrivée non directe à Victoria	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
non comptabilisés	(3)	-	(1)	(1)	-	-	(1)	-	-	-	(5)	(1)
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

— Activités des immigrants masculins entre leur départ de leur localité de naissance et la date de l'enquête
(en nombre de mois passés dans chaque activité)

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
		%		%		%		%		%		%
Travailleurs salariés												
Plantations	96	26,7	60	22,7	582	30,5	246	11,6	60	4,9	1044	17,8
Travaux Publics	--	-	108	40,9	198	10,4	14	0,7	96	7,8	416	7,1
Autres entreprises	228	63,3	3	1,1	334	17,5	60	2,8	290	23,7	915	15,6
Actifs agricoles												
Dépendants	-	-	-	-	125	6,6	12	0,6	-	-	137	2,3
Indépendants	24	6,7	-	-	156	8,2	-	-	-	-	180	3,1
Actifs commerciaux												
Dépendants	-	-	-	-	36	1,9	336	15,9	24	2,0	396	6,8
Indépendants	-	-	-	-	-	-	776	36,7	276	22,5	1052	17,9
Actifs de l'artisanat et des services												
Dépendants	-	-	-	-	12	0,6	81	3,8	-	-	93	1,6
Indépendants	-	-	7	2,7	108	5,6	516	24,4	-	-	631	10,7
Tâcherons	-	-	-	-	-	-	36	1,7	60	4,9	96	1,6
Aides familiaux	-	-	-	-	43	2,3	-	-	12	1,0	55	0,9
Boys	-	-	-	-	36	1,9	38	1,8	144	11,7	218	3,7
Écoliers	-	-	-	-	204	10,7	-	-	-	-	204	3,5
Sans emploi	12	3,3	86	32,6	72	3,8	-	-	264	21,5	434	7,4
Total	360	100	264	100	1906	100	2115	100	1226	100	5871	100

– Constitution des ménages

Nombre d'années après le départ du migrant	Arrivée de la première femme épousée						des sœurs ou frères	d'amis	de boys
	Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total			
moins de 6 ans	1	1	-	-	-	2	-	3	-
6 à 12 ans	-	-	2	7	1	10	7	-	1
plus de 12 ans	1	-	3	-	2	6	1	-	1
Total	2	1	5	7	3	18	8	3	2
nbre d'années moyen	7 ans	2 ans	14 ans	8 ans	12 ans	10 ans	10 ans	3 ans	15 ans

4 - Les conditions de vie des immigrants et leur degré d'intégration à la vie urbaine

a - Composition des ménages

	nés à Victoria	autres natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. franc.	Total
Ménages	3	6	15	9	13	4	50
Hommes présents	3	2	2	9	11	3	30
Femmes présentes	2	6	11	4	10	2	35
absentes	1	-	1	1	3	1	7
Enfants présents	3	12	1	9	21	2	48
absents	-	-	1	4	13	2	20
Frères et sœurs	1	-	3	1	6	-	11
Neveux et nièces	1	2	1	-	1	-	5
Amis	-	-	1	3	1	-	5
Boys	-	-	-	-	2	-	2
Visiteurs	-	-	7	-	-	-	7
Total	11	22	28	31	68	10	170
Présents	10	22	26	26	52	7	143
Absents	1	-	2	5	16	3	27

b - Les conditions d'hébergement

– Type d'habitat et densité d'occupation

Murs	Toit	Maisons	Pièces	Occupants	nés à Victoria	autres natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Cam. fr.
Planches	Natte	6	35	52	2	12	16	17	2	3
Tôles	Natte	2	13	20	-	1	4	5	6	4
Planches	Tôles	5	17	26	-	9	3	-	14	-
Planches	Tôles	4	19	45	8	-	3	4	30	-
+ électricité										
Total		17	84	143	10	22	26	26	52	7

– Statut des ménages occupants

	nés à Victoria	autres natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
Locataires	-	2	15	8	12	-	37
Propriétaires du logem. occupé	3	4	-	1	1	4	13
Total	3	6	15	9	13	4	50

– Montant des loyers acquittés selon le type d'habitation (Francs CFA)

Nombre de pièces	Planches - natte	Tôles - natte	Planches - tôles	Planches - tôles électricité
1 pièce	500 - 1 000	800 - 1 000	600 - 1 200	1 300 - 1 500
2 pièces	800 - 1 400	-	1 200	1 700 - 3 000
3 pièces	-	-	1 500	-

– Revenus locatifs des propriétaires en provenance des dix-sept maisons étudiées

	nés à Victoria	autres natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. fr.	Total
Revenus locatifs (F. CFA)	5 600	12 300	-	7 700	6 200	8 300	40 100
Maisons concernées	3	7	-	2	1	4	17

– Ethnies des occupants des maisons étudiées

Originaires d'une seule zone géographique		Originaires de deux zones géographiques		Originaires de plus de deux zones géographiques	
Natifs seulement	2	Natifs / SW	4	Natifs / SW / NW	1
NW seulement	1	Natifs / Nigeria	1	NW / Nigeria / Camer.fr.	1
Nigeria seulement	2	SW / Nigeria	1		
		SW / Camer. fr.	1		
		NW / Camer. fr.	1		
		NW / Nigeria	2		

c - Le niveau de vie

— Les ressources monétaires des ménages (estimation grossière)

Tranches de revenu mensuel	nés à Victoria		Autres natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. francop.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
0 - 5000	-	-	-	2	-	7	4	-	3	2	1	1	5	12
5 - 10000	2	-	1	2	1	3	7	-	5	-	1	-	17	5
10 - 15 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	2	-
15 - 20000	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
plus de 20 000	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	3	-
non comptabil.	-	-	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	3	2
Total	3	-	2	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

— La possession d'objets de consommation

	nés à Victoria		autres natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
récepteur radio	1	-	-	1	1	1	3	-	7	-	1	-	13	2
bicyclette	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-	4	-
automobile	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
fusil de chasse	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
machine à coudre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
ménages concern.	3	-	2	4	2	11	9	-	11	2	3	1	30	18

— Autres éléments du train de vie

	nés à Victoria		autres natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
maison au village	-	-	1	-	1	1	3	-	2	-	-	-	7	1
champ vivrier au village	-	-	2	1	-	4	4	-	3	-	1	-	10	5
plantation au village	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	1	-	2	2
maison en ville non louée	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
maison en ville louée	2	-	-	3	-	-	1	-	1	-	4	-	8	3
commerce en ville	1	-	1	1	-	1	4	-	7	1	1	-	14	3
champ vivrier en ville	2	-	1	1	-	3	1	-	3	1	-	1	7	6
ménages concernés	3	-	2	4	2	11	14	-	16	2	7	1	30	18

– Les champs vivriers urbains

Situation géographique	Distance		Origine
Autour de New-Town : 5	500 m	: 1	Héritage : 3
Mabeta Road : 4	1000 m	: 4	don : 3
Man O'War bay Road : 3	1500 m	: 3	location (Bakweri) : 5
Buea Road : 1	2000 m	: 1	location (Bakoko) : 1
	3000 m	: 1	location (Council) : 1
	4000 m	: 1	
	5000 m	: 2	

5 - Les relations avec le milieu d'origine

a - séjours au village (août 1969 - août 1970)

– Nombre de fois

	natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
néant	-	1	1	6	8	-	10	2	3	1	22	10
une fois	-	-	1	3	1	-	-	-	-	-	2	3
deux fois	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
trois fois	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3
plus de trois fois	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
non comptabilisé	3	-	1	1	-	-	1	-	-	-	5	1
Total	5	4	3	12	9	-	11	2	3	1	31	19

– Raisons

	natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Deuil	1	3	2	3	-	-	-	-	-	-	3	6
Visite parents	1	1	-	2	1	-	-	-	-	-	2	3
Culture de son exploitation	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-

– Durée

	natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1 à 8 jours	2	3	1	-	-	-	-	-	-	-	3	3
1 à 5 mois	-	-	-	5	1	-	-	-	-	-	1	5

b - envois d'argent (août 1969 - août 1970)

— *Personnes envoyant de l'argent*

natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
-	-	1	2	3	-	1	-	-	-	5	2

— *Destinataires (lien de parenté avec l'envoyeur)*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Pères et mères	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	1	2
Frères et sœurs	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-
Épouses	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-
Enfants	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-

— *Nombre d'envois*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1 fois	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	2	1
2 fois	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	2	1
4 fois	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-

— *Sommes envoyées (Francs CFA)*

Natifs	S.W.	N.W.	Nigeria	Camer. franc.	Total
-	15 500	16 000	5 000	-	36 500

c - Envois de cadeaux (août 1969 - août 1970)

— *Personnes envoyant des cadeaux*

Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
2	2	1	3	3	-	-	-	1	-	7	5

– *Nature*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Nourriture (dont poisson)	4 (3)	5 (1)	-	3 (2)	4 (3)	-	-	-	1 (1)	-	9 (6)	8 (4)
Habits	1	-	1	2	1	-	-	-	-	-	3	2
Divers	2	1	-	2	-	-	-	-	-	-	2	3

– *Nombre d'envois*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
une fois	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	3	-
deux fois	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	2	1
trois fois	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
plus de 3 fois	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2

d - Réception d'argent ou de cadeaux (août 1969 - août 1970)

– *Personnes recevant de l'argent ou des cadeaux*

Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
-	3	-	5	4	-	-	-	2	-	6	8

– *Expéditeur (lien de parenté avec le destinataire)*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
pères et mères	-	-	-	4	2	-	-	-	-	-	2	4
frères et sœurs	-	3	-	1	2	-	-	-	2	-	4	4
épouses	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-

– *Nature*

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
nourriture (dont viande)	-	3	-	10 (4)	7 (1)	-	-	-	4	-	11 (1)	13 (4)
argent	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

6 - Projets des émigrés et influence de Douala

a - Projets concernant la résidence

– Désirs des personnes

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Rester à Victoria	1	4	1	6	4	-	7	1	2	1	15	12
Retourner au lieu de naissance	1	-	-	5	4	-	1	1	1	-	8	6
Aller à Douala	-	-	1	-	1	-	2	-	-	-	4	-
Personnes concern.	2	4	2	11	9	-	10	2	3	1	27	18

– Raisons avancées pour

Rester à Victoria	Retourner au village	Aller à Douala
- a une maison à Victoria - n'a pas de famille au village - pas d'eau potable au village - est habitué à la vie de Victoria	- en cas de chômage - vieillesse - maladie - redevenir agriculteur - mal du pays (Ibo-Grassfields)	- y chercher un meilleur emploi - possibilités commerciales plus grandes (ibo)

b - Projets concernant la profession

– Projets de changement

	Natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
oui	-	-	-	3	5	-	5	-	-	-	10	3
non	2	4	2	6	4	-	5	2	3	1	16	13

– Changements souhaités

	Natifs		S.W.		N.W.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F
- devenir salarié (mensuel)	-	-	2	-	1	-	3	-
- avoir un meilleur emploi	-	-	3	-	2	-	5	-
- démarrer une meilleure affaire	-	-	-	-	3	-	1	-
- devenir « ménagère » en se mariant	-	1	-	-	-	-	-	1
- prendre sa retraite	-	1	-	-	-	-	1	-
- devenir couturière	-	1	-	-	-	-	-	1

c - Connaissance et attitude envers la migration pour Douala

– Connaissance de Douala

	nés à Victoria		autres natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
oui	2	-	1	2	1	2	4	-	5	-	2	1*	15	5
non	1	-	1	2	1	9	5	-	5	2	1	-	14	13
personnes concer.	3	-	2	4	2	11	9	-	10	2	3	1	29	18
* née à Douala														

– Nombre de visites

	nés à Victoria		autres natifs		S.W.		N.W.		Nigeria		Camer. franc.		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
une fois	-	-	1	2	-	-	3	-	2	-	-	-	6	2
deux fois	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
trois fois	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	2	-
quatre fois	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	3	-
cinq fois	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
plus de 5 fois	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	3	1
Total	2	-	1	2	1	2	4	-	5	-	2	-	15	4

– Raisons pour ne pas vouloir y vivre (nombre de personnes ayant avancé chaque argument)

- Absence de parents installés (6) - Crainte que le commerce pratiqué ne marche pas bien (4) - Coût de la vie trop élevé (2) - Aucun intérêt particulier pour y vivre (2)	- Trop vieux pour changer de résidence (2) - Habitué à la ville de Victoria (2) - N'aime pas Douala (1) - N'aime pas être mobile (1) - Douala n'est pas son «chez soi» (1)
--	--

– Raisons pour vouloir y vivre (nombre de personnes ayant avancé chaque argument)

- S'il a un bon emploi (5) - Il connaît la langue duala (1) - Il est sûr d'y trouver un emploi (1)	- La pêche est bonne à Douala (1) - Les affaires marchent bien (1)
--	---

18 - GLOSSAIRE DES TERMES LOCAUX UTILISÉS

1 - Terminologie géographique

Bamenda : peut désigner la ville de Bamenda, constituée par trois chefferies différentes (Bafreng, Mankon, Mendankwe), la région des hauts plateaux du Cameroun anglophone et, aussi, les habitants de cette région.

Bantoides : Groupes ethniques qualifiés auparavant de «semi-bantous». Ce terme a été proposé par ARDENER pour classer les ethnies du bassin de la Manyu et des hauts-plateaux du Bamenda.

Cameroun Méridional (Southern Cameroons) : partie sud de l'ancien territoire sous mandat britannique qui a constitué en 1954 une région séparée de la région orientale du Nigeria et est devenue, en 1961, l'État fédéré du Cameroun Occidental. La partie nord du territoire sous mandat britannique a été intégrée au Nigeria à l'indépendance.

Cameroun Occidental (West Cameroon) : ancien Cameroun Méridional érigé en État fédéré de 1961 à 1972, dont la capitale était Buea. Cette région est désignée dans le texte sous le terme de *Cameroun anglophone*.

Cameroun Oriental : ancien territoire sous mandat français constitué en État fédéré de 1961 à 1972, désigné dans le texte sous le terme de *Cameroun francophone*.

Grassfields : région des savanes des hauts-plateaux du Cameroun anglophone (actuellement province du Nord-Ouest). Certains utilisent ce terme pour l'ensemble des hauts-plateaux de l'ouest du Cameroun : dans ce cas, on distingue les Grassfields ou Grasslands du Bamenda et celles de Bafoussam ou du pays bamiléké. Le mot est aussi, localement, utilisé pour désigner les personnes venant de cette région.

Nord-Ouest (N.W.) : ancienne «Bamenda province», ressuscitée après l'unification en 1972. Cette province comprend les départements actuels de la Bui, Donga et Mantung, Menchum, Mezam et Momo.

Sud-Ouest (S.W.) : ancienne «Cameroons province», ressuscitée après l'unification en 1972. Cette province comprend les départements actuels du Fako, de la Manyu, de la Meme et de la Ndian.

2 - Terminologie foncière

Certificate of occupancy : permis d'occuper un lot de terrain («plot») pour une durée définie ou indéfinie délivré à un non-natif par le Lands and Surveys, dans un lotissement («layout») établi généralement sur les terres du gouvernement, moyennant une redevance annuelle. Le lot doit, en principe, être mis en valeur par celui à qui il a été attribué.

Certificate of ownership : titre de propriété foncière délivré depuis peu, exclusivement à un natif en vertu des droits particuliers dont il dispose sur les terres de ses ancêtres même si celles-ci sont considérées comme terres du gouvernement. A New-Town, le Victoria Area Council a pu ainsi délivrer des «certificates of ownership» à des Bakweri ou à des Bimbria sur les terres appartenant au gouvernement (en fait, les limites de ces terres sont contestées). En raison de la refonte actuelle du droit foncier tendant à appliquer le système de l'appropriation privée chère au cœur des francophones dans le Cameroun anglophone, de nombreux natifs ont demandé des «certificates of ownership». L'apparition de ces titres fonciers sonne le glas de cette forme de municipalisation des sols existant de fait dans les villes anglophones et que voulaient préserver les urbanistes.

Crown lands (Government lands) : terres appartenant au gouvernement en pleine propriété et provenant essentiellement des expropriations allemandes (1896). Le gouvernement peut acquérir de nouvelles terres dans l'intérêt général en appliquant la «Public Lands Acquisition Ordinance»

qui définit dans quels cas il peut intervenir. La cité administrative et les lotissements résidentiels créés par le Lands and Surveys sont établis sur ces terres. Les immigrants ont parfois occupé ces terres depuis longtemps sans autorisation, à Victoria New-Town ou à Buea Town Strangers.

Freehold Lands : terres acquises par des particuliers ou des sociétés en toute propriété. C'est une forme limitée d'appropriation de la terre provenant de l'époque allemande (avant 1916). Seuls quelques natifs et quelques sociétés en ont bénéficié - notamment dans les villes du Fako. Les propriétaires ne paient aucune taxe et n'ont aucune obligation particulière. Il semble que les Allemands aient ainsi récompensé leurs «bons et loyaux serviteurs».

G.R.A. (Government Reservation Area) : terres gouvernementales loties en vue d'y bâtir les maisons destinées à loger les hauts fonctionnaires («senior service officers») après la création du gouvernement autonome du Cameroun Méridional en 1954.

Lands and Surveys Department : service des domaines et du cadastre. Établi en 1954, ce service avait pour charge la délivrance et l'enregistrement des titres fonciers, l'établissement du cadastre, des cartes topographiques de base et des plans directeurs d'urbanisme. En fait, seules, les deux premières sections ont fonctionné correctement. En 1961, l'Institut Géographique National (I.G.N.) a reçu le monopole de l'établissement des cartes topographiques de base et en 1972 un service de l'urbanisme et de l'habitat est venu remplacer la section «Town Planning» du Lands and Surveys.

Land and Native Rights Ordinance : Ordonnance publiée en 1927 par les Britanniques en vue de préserver les droits coutumiers existants des natifs sur les terres non attribuées ou acquises avant le 4 février 1927 (terres des plantations industrielles) par un non-natif et pour lesquelles aucun natif n'avait acquis personnellement un titre foncier valable (inscription au Grundbuch) avant le 1er mars 1916 (freehold lands).

Les terres «natives» et les droits s'y rapportant sont sous le contrôle et à la disposition du gouvernement. Lui seul est en mesure de délivrer les permis d'occuper sur ces terres. Il lui incombe de respecter et de faire respecter les lois et coutumes locales concernant la terre et la priorité qu'ont les natifs de l'occuper. Il n'est pas propriétaire des terres mais il en a la charge suprême : en fait, il est le garant du droit des natifs et il est l'arbitre s'il y a des difficultés. «The Government is entitled to its «trusteeship» and not its ownership». Des controverses auront lieu entre le gouvernement et les ethnies «originaires» car les deux parties ne se sont jamais entendues sur la définition du terme «natif».

Cette ordonnance concerne la quasi-totalité des terres puisque les terres expropriées par les Allemands ont été rachetées en 1946 par le gouvernement nigerian et données comme «terres natives» au gouvernement du Cameroun qui les loue à la Cameroon Development Corporation (C.D.C.). Il semble toutefois que le Gouvernement considère ces terres comme siennes : rares, en effet, sont les cas où des terres exploitées par la C.D.C. ont été données à des communautés autochtones - sauf en cas de rareté évidente des terres (réserves de la West Coast). Le plus souvent, les rétrocessions ont lieu pour la création d'équipements publics ou de lotissements.

Layout : espace pris sur les terres appartenant au gouvernement et loti dans l'intérêt public par le Lands and Surveys en vue de créer une «station», d'agrandir ou de reconstruire un quartier. Ces lotissements sont classés en plusieurs catégories selon le type de maisons ou de commerces qu'on veut voir s'y édifier. Les lotissements résidentiels sont ainsi classés en six catégories : la taille des lots varie en fonction de la qualité et de la cherté des maisons à y construire.

Natif («Native») : a localement plusieurs sens selon l'optique de celui qui l'emploie. Le législateur britannique a raffiné en ce domaine, distinguant les natifs du point de vue ethnique et les natifs du point de vue de la nationalité. En ce qui concerne la terre et les droits s'y attachant, le

natif est celui qui appartient au groupe ethnique qui occupe le plus anciennement le sol et qui est né dans son «homeland». Les «Native Authorities» (devenues aujourd'hui les «Local Councils»), fondement de l'administration indirecte coloniale, n'étaient composées jusqu'en 1958 que de personnes natives au sens ethnique du terme. Des personnes n'appartenant pas au groupe ethnique autochtone mais nées sur place ne pouvaient y participer. La situation a changé. Toutefois, du point de vue foncier, seul le natif peut obtenir un «certificate of ownership», non le «native stranger» et, à plus forte raison, le «stranger foreigner». Du point de vue local, l'originaire d'une ethnie du Cameroun anglophone autre que l'ethnie locale est un «native stranger» ou «stranger» et celui qui vient du Cameroun francophone ou du Nigeria est considéré comme un «stranger foreigner». Il va de soi que ces distinctions ne sont pas avalisées dans les textes législatifs de l'État camerounais actuel. Dans la pratique, il s'agit de questions essentielles.

Station : partie de la ville coloniale allemande et britannique où étaient concentrées les fonctions urbaines modernes et le pouvoir de commandement et où logeaient, à l'origine, la population y travaillant.

3 - Sociétés et services publics.

Ambas Bay Trading Company : société de traite fondée en 1888 par W.D. WOODIN à Victoria. Elle a eu un vaste réseau de factoreries dans le pays, centré sur Victoria et Calabar. Elle a possédé en propre, dès 1894, le domaine de Bwinga et a racheté, en 1912, à des Portugais, le domaine de Bai (Bai Rubber and Cocoa Estate Limited). Elle va constituer, par la suite, une importante société de plantation grâce à l'achat des domaines de Ndian (1925) et de Lobé (1933) et à la location de parcelles jouxtant les terres acquises.

La direction de la compagnie va passer des mains de WOODIN à celles des frères MILLER puis, en 1919, à Africa and Eastern Trade Corporation et, en 1929, à celles des frères LEVER, fondateurs du trust international Unilever.

La partie import-export et ramassage des produits d'exportation va échoir à la United Africa Company Limited (U.A.C.) jusqu'à l'indépendance, puis à la R. and W. King.

La division plantations industrielles a constitué en 1949 la Pamol (Cameroon) Limited qui a eu son siège à Victoria jusqu'en 1971. Cette société a une concession de 10 100 ha dont 6 100 en pleine propriété. Elle employait quelques 3 000 travailleurs et réalisait un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs CFA par an (C.D.C. : 2,5 à 3).

Area Council : sorte de commune aux pouvoirs étendus administrant un territoire parfois supérieur à un arrondissement. Les conseillers sont l'émanation de la population locale avec une nette prédominance des personnes de l'ethnie autochtone. Le Council lève l'impôt forfaitaire et diverses taxes. Il rémunère de très nombreux agents locaux dans les secteurs les plus divers (éducation, santé, justice, etc..) et est chargé de l'entretien des petits équipements collectifs. Un «secrétaire exécutif» nommé par le gouvernement est chargé de veiller au bon fonctionnement des services. Aujourd'hui, le sous-préfet double, en quelque sorte, l'«Area Council», en même temps qu'il le coiffe. Rien ne se fait sans son accord.

C.D.C. (Cameroon Development Corporation) (avant 1972 : Cameroons Development Corporation)

Contrairement à ce qu'affirment certains auteurs francophones, la C.D.C. est une société appartenant à l'État camerounais à 100 %. L'État possède les 9/10 des actions et la Produce Marketing Organisation le reste. Cette société a été créée en 1946 par le gouvernement britannique pour gérer et développer l'ensemble des plantations industrielles allemandes expropriées en 1939. Cette société a une gestion autonome et reçoit l'aide technique et financière de la Commonwealth Development Corporation (Comdev), agence d'État britannique d'aide aux pays du Commonwealth.

Après une période de remise en état des plantations, la C.D.C. a connu une période faste, de 1950 à 1963, réalisant des profits élevés avec la spéculation bananière. De 1967 à 1974, elle s'est engagée dans un vaste plan de reconversion centré sur le palmier à huile et l'hévéa. Les considérables emprunts faits à la Banque Mondiale et au F.E.D., la chute des cours mondiaux, les augmentations salariales, une gestion trop lourde, ont amené des pertes dans le bilan de la société depuis 1971. Toutefois, la société a pratiquement achevé de transformer son appareil de production et toutes les surfaces plantées ne sont pas encore en production. 33 000 ha étaient en culture sur 80 000. 12 000 à 15 000 personnes étaient employées en permanence. La masse salariale annuelle distribuée était supérieure à 1,5 milliard de Francs C.F.A.

Elders and Fyffes Ltd : société filiale du trust américain de la banane, United Fruit Company (1), ayant opéré au Cameroun entre 1947 et 1966. Cette société s'est chargée durant cette période de la collecte, du transport et de la vente des bananes produites dans la région du mont Cameroun. L'exportation se faisait par le port de Tiko. Elle a, par ailleurs, établi durant cette période des plantations industrielles dans les domaines de Likomba (plaine de Tiko) et de Bafia-Bavenga (10 km à l'ouest de Muyuka). En 1964, elle cultivait 700 ha.

Electricity Corporation (Powercam) : Société d'État chargée de la production et de la distribution de l'électricité au Cameroun anglophone. D'abord «Southern Cameroon Electricity Corporation», elle est devenue en 1961 la «West Cameroon Electricity Corporation» et, en 1974, la «Cameroon Electricity Corporation». Elle garde encore, en 1974, une certaine autonomie de gestion par rapport à la Sonel, son équivalent francophone.

Marketing Board : Caisse de stabilisation des produits agricoles d'exportation chargée de leur collecte et de leur vente sur les marchés extérieurs. S'occupe du café, du cacao, des palmistes, des cuirs et peaux et des graines de ricin. Elle est indépendante des caisses établies produit par produit au Cameroun francophone mais pratique depuis quelques années les mêmes prix, pour le café et le cacao. Sa dénomination a changé en 1974. Il s'agit maintenant de la «Produce Marketing Organisation.»

W.A.P.V. (West Afrikanische Pflanzung Victoria) : Société allemande (1897-1939) fondée par ZINTGRAFF, SPENGLER et DOUGLAS. Il s'agit de la plus importante société de plantations industrielles dont les domaines s'étendaient de Bota à Ekona. 16 000 ha lui appartenaient en propre. Elle avait une participation dans la Moliwe Pflanzung Gesellschaft et participait au commerce de traite grâce à un dense réseau de factoreries établies dans tout le sud du Cameroun.

(1) La Compagnie des Bananes représente actuellement les intérêts de la United Fruit Co, sur tout le territoire camerounais.

BIBLIOGRAPHIE —

1. ALLEN, J.G.C. - 1938 - Intelligence report on the clans and village groups of the Victoria district. Archiv. Buea, dact., 46 p.
2. ARDENER, E.W., ARDENER, S.G., WARMINGTON, W.A. - 1960 - Plantation and village in the Cameroons. Some economic and social studies. Nigerian Institute of Social and Economic Research. O.U.P. London, 435 p.
3. ARDENER, E.W. - 1962 - Divorce and fertility. An african study. Nigerian Institute of Social and Economic Research. O.U.P. London, 171 p.
4. ARDENER, S.G. - 1968 - Eye-witnesses to the Annexation of Cameroon (1883-1887). Government Press, Buea, 88 p.
5. BIYONG, B. - 1972 - La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. L'exemple du Cameroun. *in* La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. *Coll. C.N.R.S., Talence*, oct. 1970, *C.N.R.S. Paris*, pp. 339-356.
6. COURADE, G. - 1972 - L'espace urbain de Buea (Cameroun Occidental) : essai de géographie sociale. *In* La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. *Coll. C.N.R.S., Talence*, oct. 1970, *C.N.R.S. Paris*, pp. 475-492.
7. COURADE, G. - 1974 - Atlas régional Ouest I. Coll. Atlas Régionaux du Cameroun. O.R.S.T.O.M., 191 p., 12 planches h.t. (version anglaise disponible).
8. CHAMPAUD, J. - 1972 - Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest. Commun. Sympos. Un. Géogr. Intern. sur les villes dans les pays en voie de développement, août 1972. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sc. hum.*, IX, 3, pp. 325-336.
9. DURUPT, H.J., HOLIN, P., TURLLOT, F. - 1969 - La population du Cameroun Occidental. Résultat de l'enquête démographique de 1964. I.N.S.E.E. Département de la Coopération, Paris, 3 vol. (81, 295 et 352 p.).
10. LASSERRE, G. - 1972 - Les mécanismes de la croissance et les structures démographiques de Libreville (1953-1970). *In* La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. *Coll. C.N.R.S., Talence*, oct. 1970, *C.N.R.S. Paris*, pp. 719-738.
11. LIERDERMAN, J.L. - 1972 - Pointe-Noire : évolution d'un modèle de croissance démographique urbaine (1958-1970). *In* La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. *Coll. C.N.R.S., Talence*, oct. 1970, *C.N.R.S. Paris*, pp. 785-802.
12. MICHEL, M. - 1970 - Les plantations allemandes du mont Cameroun (1885-1914). *Rev. fr. Hist. O.M.*, LVII, 207, pp. 183-213.
13. O'SULLIVAN - 1928 - Assessment report - Victoria district. Arch. Buea, 94 p. dact.
14. VICTORIA CENTENARY COMMITTEE - 1958 - *Victoria, Southern Cameroons (1858-1958)*. Basel Mission Press, London, 103 p.

CARTOGRAPHIE —

1. FAIREY AIR SURVEYS - 1960 - C.D.C. maps (scale 1 : 10,000 and 1 : 50,000 approximative).
2. HUNTING SURVEYS - 1972 - Victoria air photos (scale : 1 : 12,500 approximative).
3. INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL (I.G.N.) — Annexe de Yaoundé - 1964 - Couverture photographique à 1/50 000.
1971 - Buea-Douala. Couverture à 1/50 000.
4. LANDS AND SURVEYS (LAGOS AND BUEA) - 1953 - Victoria. 5 sheets (1 : 2,500).
1960 - Victoria. 13 sheets (1 : 2,500 approximative).



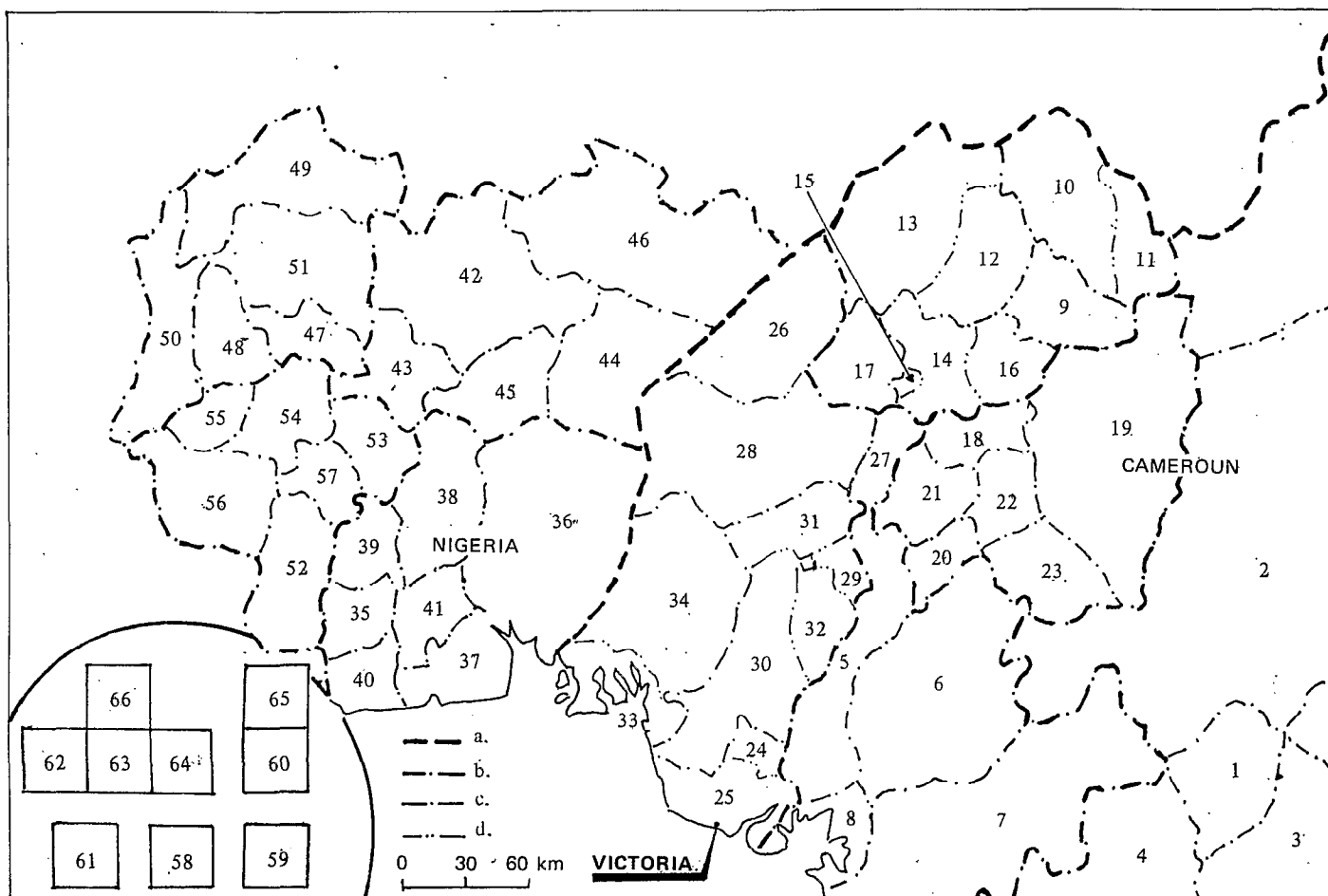


Figure 18 - Circonscriptions administratives (Administrative divisions)

Centre Sud

1. Lekie
2. Mbam
3. Mefou (Yaoundé)
4. Nyong et Kelle

Littoral

5. Mungo
6. Nkam
7. Sanaga maritime
8. Wouri (Douala)

Nord-Ouest

9. Bui (Nso)
10. Nkambe
11. Nwa
12. Fundong (Njinikom)
13. Wum
14. Bamenda
15. Bali
16. Ndop
17. Momo (Gwofon)

Ouest

18. Bambouto
19. Bamoun
20. Haut-Nkam
21. Menoua
22. Mifi
23. Nde

Sud-Ouest

24. Muyuka
25. Victoria
26. Akwaya
27. Fontem
28. Mamfe
29. Bangem
30. Kumba
31. Nguti
32. Tombel
33. Bamusso
34. Ndjian

Calabar

35. Abak
36. Calabar
37. Eket
38. Enyong
39. Ikot Ekpene
40. Opobo
41. Uyo

Ogoja

42. Abakaliki
43. Afikpo
44. Ikom
45. Obubra
46. Ogoja

Onitsha

47. Awgu
48. Awka
49. Nsukka
50. Onitsha
51. Udi (Enugu)

Owerri

52. Aba-Ohafia
53. Bende
54. Okigwe
55. Orlu
56. Owerri
57. Umuahia

Divers

58. Amérique
59. Autres pays (Asie)
60. Cameroun du sud (reste du)
61. Europe
62. Lagos
64. Nigeria oriental (reste du)
65. Nord Cameroun
66. Nord Nigeria

a. limite internationale

(international boundary)

b. limite régionale

(regional boundary)

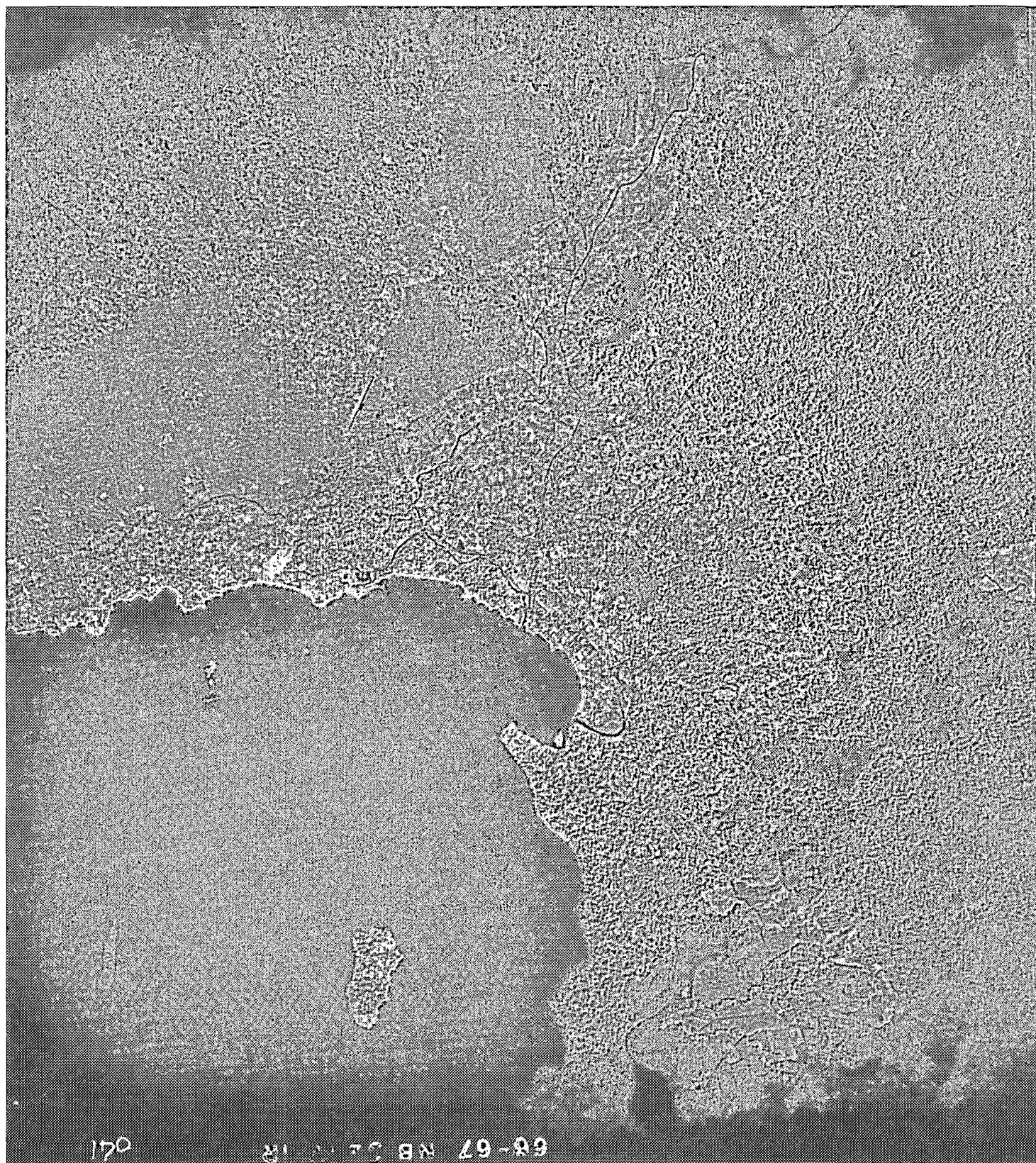
c. limite départementale

(divisional boundary)

d. limite d'arrondissement

(subdivisional boundary)

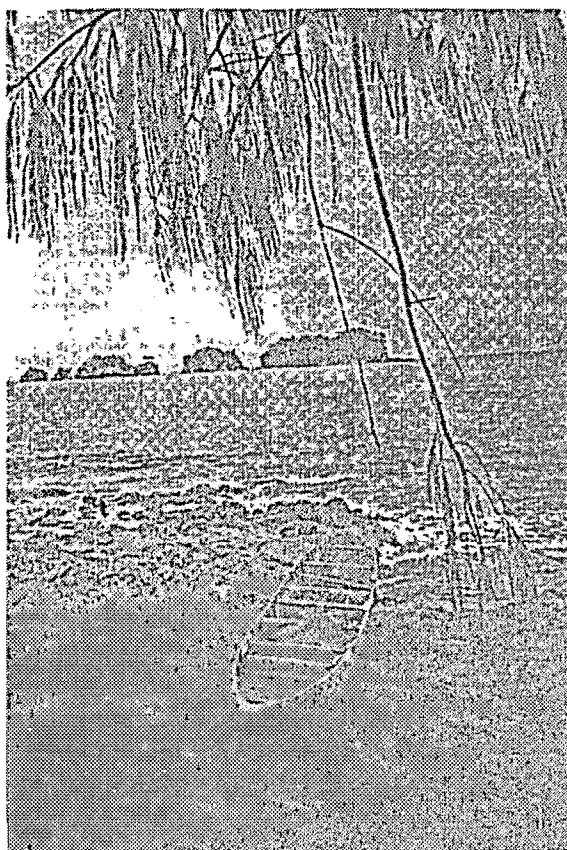
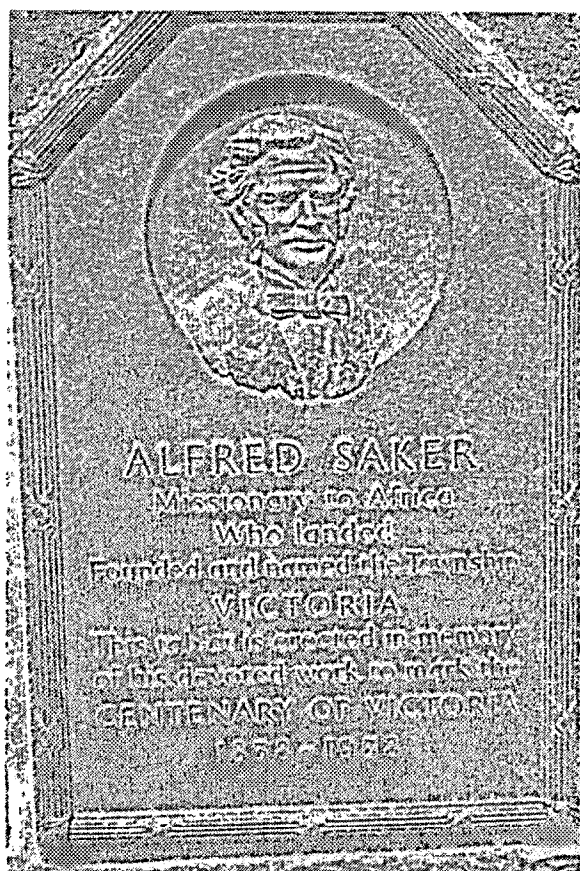
PLANCHES
PHOTOGRAPHIQUES



Le site de Victoria -

Une baie rocheuse bordée par de petits cratères et des coulées de laves, Amba Bay ; à l'ouest, les plantations industrielles de palmiers à huile de la C.D.C. ; à l'est, les collines de Mabeta recouvertes de forêt secondaire et abritant les « chop farms » de Victoria ; au sud-est, la presqu'île de Bimbia avec la plantation d'hévéa de la C.D.C.

La ville et ses quartiers : noyaux denses de New Town, Gardens et Buea Road, habitat dense et régulier des camps de la C.D.C., Limbe et Middle Farm, semis ordonné à la britannique des bungalows de Bota G.R.A., quadrillage à l'allemande de la Station.



a - Saker, le fondateur de Victoria.

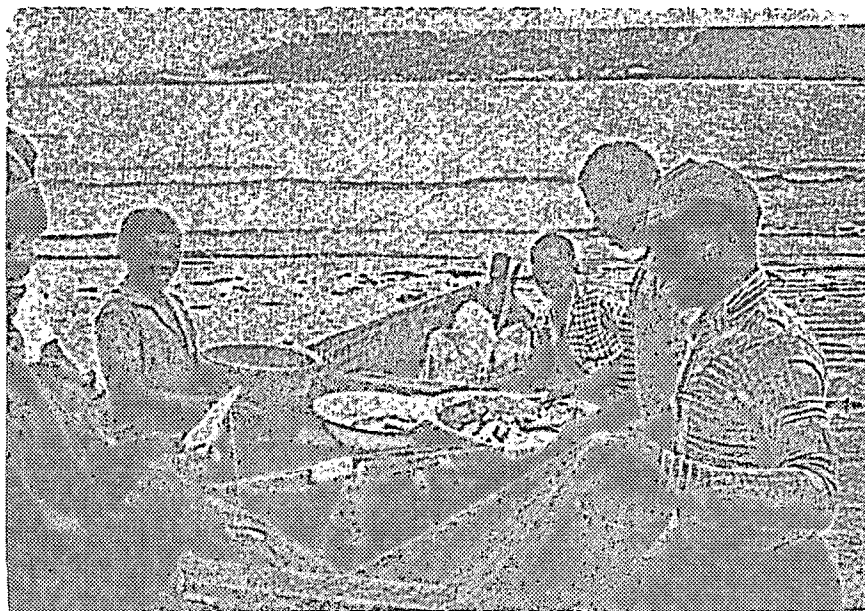
Missionnaire anglais et ancien ingénieur de la Marine, qui fut le premier à apprécier les qualités nautiques de la baie d'Ambas. L'avenir lui donnera-t-il enfin raison ?

b - Victoria pourrait être aussi une station touristique.

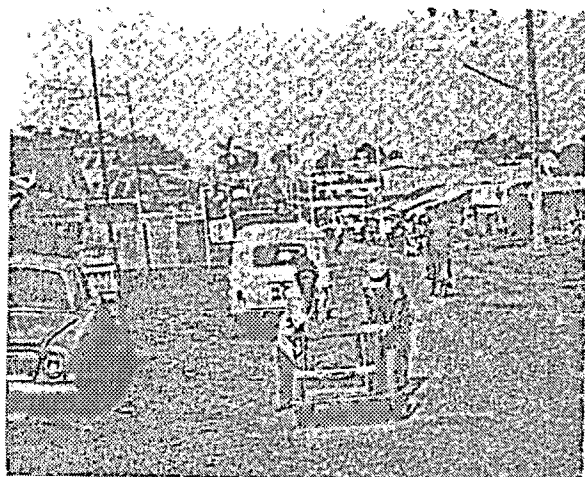
Vue sur les îles des Pirates ou Bota-Islands, de la «plage» de la Mission catholique de Bota.



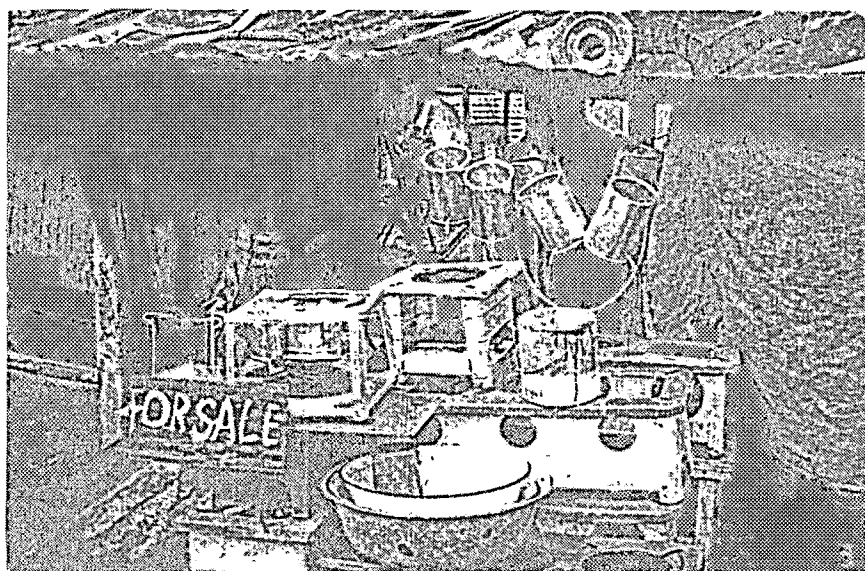
c - Gardens, vue de Mokeba Street. Un quartier irrégulier à l'assaut des collines.



a - Le retour de la pêche sur la plage.
proche de Morton Point.
Une activité mineure entre les mains
des Nigériens dans une région très
poissonneuse.



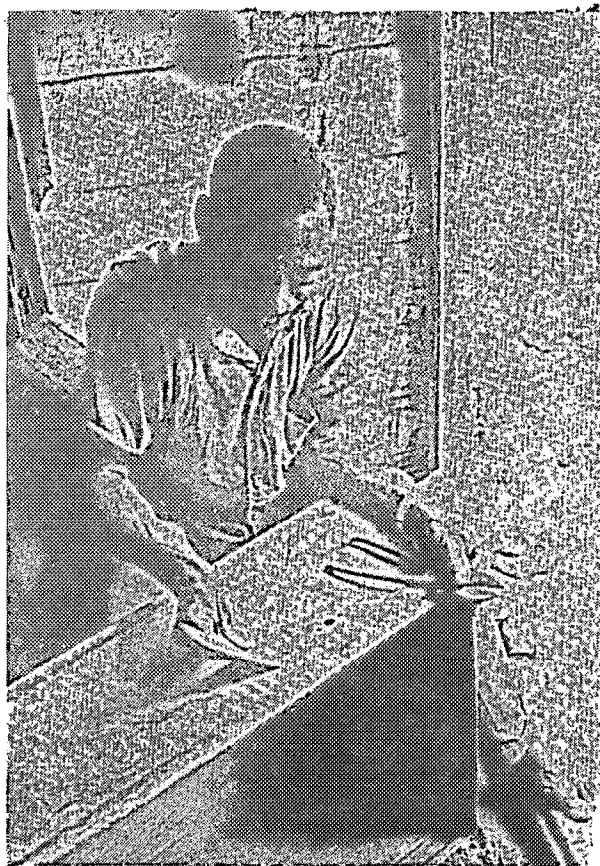
b - Des «pousseurs» à New Town. :
Le type même de l'activité marginale.



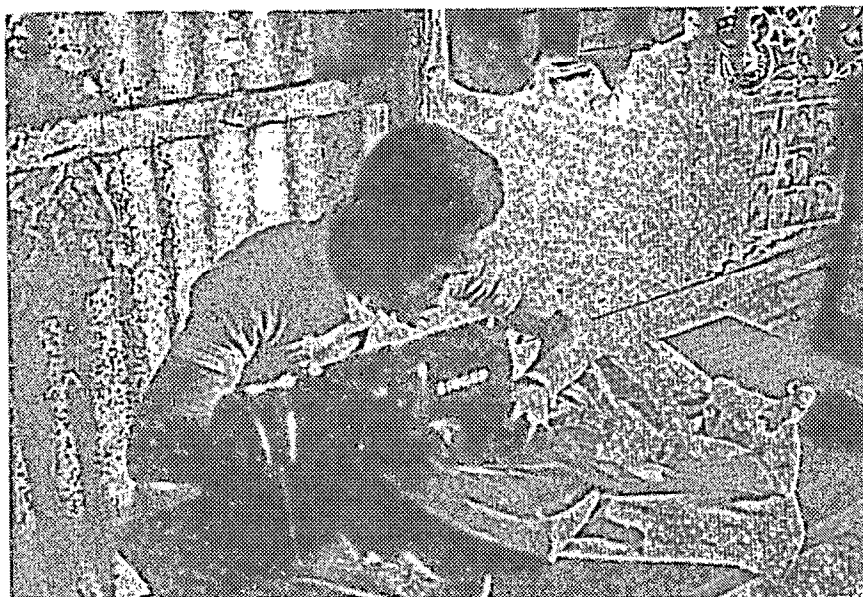
c - L'étalage d'un petit commerçant ibo
à New Town.



a - Un ressemeleur dans son atelier.



b - Un étameur



a - Un tailleur avec sa machine en location

b - Un mécanicien en pleine activité



O.R.S.T.O.M.
Composition - Impression
S.S.C. BONDY

Les Éditions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer tendent à constituer une documentation scientifique de base sur les zones intertropicales et méditerranéennes, les pays qui en font partie et sur les problèmes posés par leur développement.

CAHIERS ORSTOM (séries périodiques)

- **biologie**: études consacrées à diverses branches de la biologie végétale et animale: agronomie, biologie et amélioration des plantes utiles, entomologie agricole, nématologie.
- **entomologie médicale et parasitologie**: systématique et biologie des arthropodes d'intérêt médical et vétérinaire, parasitologie, épidémiologie des grandes endémies tropicales, méthodes de lutte contre les vecteurs et les nuisances.
- **géologie**: pétrologie et cycles des éléments (géochimie) - hydrogéologie - altération et érosion - sédimentologie - stratigraphie - orogénèse continentale - métallogénèse - paléogéographie - structure et évolution des fonds océaniques.
- **hydrologie**: études, méthodes d'observation et d'exploitation des données concernant les cours d'eau intertropicaux et leurs régimes.
- **océanographie**: hydrologie, physico-chimie, hydrodynamique, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, niveaux de production, dynamique des stocks, prospection faunistique (Sud-ouest Pacifique, Canal de Mozambique et environs, Atlantique Tropical Est).
- **hydrobiologie**: physico-chimie, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, dynamique des stocks, action des insecticides sur la faune (Bassin Tchadien, Côte d'Ivoire).
- **pédologie**: problèmes soulevés par l'étude des sols: morphologie, caractérisation physico-chimique et minéralogique, classification, relations entre sols et géomorphologie, problèmes liés aux sels, à l'eau, à l'érosion, à la fertilité.
- **sciences humaines**: études géographiques, sociologiques, économiques, démographiques et ethnologiques.

MÉMOIRES ORSTOM: consacrés aux études approfondies (synthèses régionales, thèses...) dans les diverses disciplines scientifiques (88 titres parus).

ANNALES HYDROLOGIQUES: depuis 1959, deux séries sont consacrées: l'une, aux Etats africains d'expression française et à Madagascar, l'autre aux Territoires et Départements français d'Outre-Mer.

FAUNE TROPICALE: collection d'ouvrages principalement de systématique, pouvant couvrir tous les domaines géographiques où l'ORSTOM exerce ses activités (20 titres parus).

INITIATIONS/DOCUMENTATIONS TECHNIQUES: mises au point et synthèses au niveau, soit de l'enseignement supérieur, soit d'une vulgarisation scientifiquement sûre (40 titres parus).

TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'ORSTOM: cette collection, diverse dans ses aspects et ses possibilités de diffusion, a été conçue pour s'adapter à des textes scientifiques ou techniques très variés quant à leur origine, leur nature, leur portée dans le temps ou l'espace, ou par leur degré de spécialisation (104 titres parus).

Les études en matière de géophysique (gravimétrie, sismologie, magnétisme...) sont publiées, ainsi que certaines données (magnétisme) dans des séries spéciales: **GÉOPHYSIQUE** et **OBSERVATIONS MAGNÉTIQUES**.

L'HOMME D'OUTRE-MER: cette collection, exclusivement consacrée aux sciences de l'homme, est réservée à des textes d'auteurs n'appartenant pas à l'ORSTOM, mais dont celui-ci assure la valeur scientifique (co-édition Berger-Levrault) (10 ouvrages parus).

De nombreuses **CARTES THÉMATIQUES**, accompagnées de **NOTICES**, sont éditées chaque année, intéressant des domaines scientifiques ou des régions géographiques très variées.

BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE (périodicité mensuelle; ancienne dénomination jusqu'en 1970: Bulletin signalétique d'entomologie médicale et vétérinaire) (XXVI^e année).

REVUE DE NÉMATOLOGIE (périodicité semestrielle): cette revue accueille les travaux et les notes concernant les nématodes parasites des plantes, des insectes et les nématodes libres du sol (1^{re} année de parution: 1978).

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Direction générale :

24, rue Bayard - 75008 PARIS

Service des Publications :

70-74, route d'Aulnay - 93140 BONDY

O.R.S.T.O.M. Éditeur
Dépôt légal : 4e trim. 1979
I.S.B.N. : 2-7099-0501-9